

**VACCINS —
UNE URGENCE
MONDIALE**



**NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE**



**Courrier
international**

N° 1607 du 19 au 25 août 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F CFA, Algérie
530 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Canada 7,75 \$ CAN, DOM
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-
Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie
5,20 €, Japon 850 ¥, Maroc 41 DH,
Pays Bas 5,20 €, Portugal cont.
5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM
850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

Afghanistan



Le temps des talibans

Le 15 août, Kaboul est tombé aux mains des talibans, presque sans résistance. Les nouveaux maîtres du pays sont encore plus puissants, plus riches et plus dangereux qu'il y a vingt ans.

M 03183 - 1607 - F: 4,50 €



MARTINI

NOUVEAU

L'APERITIVO SANS ALCOOL*

LE PREMIER APÉRITIF À BASE DE VINS, SANS ALCOOL

Notre sélection de vins blancs est désalcoolisée puis assemblée à des plantes aromatiques. Cette méthode unique permet de préserver tous les arômes et le goût de Martini.

VIBRANTE

Notes de Bergamote
de Calabria

FLOREALE

Notes de Camomille
de Pancalieri

50%
MARTINI
SANS ALCOOL*

50%
TONIC

*<0.5 % ALC./VOL PROVENANT DES EXTRAITS DE PLANTES AROMATIQUES.



BMF - RCS BOBIGNY 414 749 200

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**
VIRGINIE LEPETIT

Le temps des talibans

p.7

Je m'en tiens fermement à ma décision. [...] J'ai appris à contrecoeur qu'il n'y avait jamais de bon moment pour retirer les forces américaines. La vérité, c'est que cela s'est déroulé plus rapidement que nous ne l'avions prévu." Ce 16 août, le président américain Joe Biden justifiait dans un discours à la nation le retrait des troupes américaines d'Afghanistan. La veille, Kaboul tombait, quasiment sans résistance, aux mains des talibans et, avec elle, ce qui pouvait rester de l'État afghan. Une onde de choc qui a touché le monde entier. Depuis, des scènes de chaos, de foules compactes, désespérées, ont envahi nos écrans.

Ressortissants étrangers et surtout citoyens afghans se précipitent sur les routes, les tarmacs d'aéroport, en direction des frontières encore accessibles, pour échapper aux nouveaux maîtres de l'Afghanistan, qui sont entrés sereins, souriants et conquérants dans la capitale. Ce n'est pas cette image que nous avons choisi de mettre en une de ce numéro, mais celle, plus distanciée peut-être, composée par le dessinateur Peter Schrank. On y voit, derrière la grille d'une burka, les talibans tels qu'on les portait depuis vingt ans. Un recommencement de l'histoire. Car, en dépit de leurs promesses, les talibans n'ont pas changé, comme le raconte l'article, publié dans le **Times**, que nous avons choisi pour ouvrir ce numéro. Le constat de Catherine Philip, la correspondante du quotidien britannique en Afghanistan, est sans appel. Sur le fond, rien n'a changé : "Toute leur légitimité, aussi piètre soit-elle, repose sur leur promesse de réinstaurer leur

version de la loi islamique." Mais ils sont "plus puissants, plus dangereux et plus riches que jamais". Mieux organisés aussi, ils ont adapté leurs méthodes et, surtout, ont appris ces vingt dernières années l'art de la communication : "C'est Sirajuddin Haqqani, habile manipulateur des médias, qui est désormais le numéro deux des talibans. L'année dernière, en pleins pourparlers de paix avec les Américains au Qatar, il a fait publier dans le New York Times une tribune intitulée 'Ce que nous, les talibans, voulons', un fallacieux travail de séduction que les talibans ont utilisé pour faire croire à Washington qu'ils pouvaient partager le pouvoir de manière responsable." Les Américains ont-ils été naïfs de croire à ces propos ? Ou fallait-il partir sans attendre ? De nombreuses voix, aux États-Unis comme ailleurs, critiquent aujourd'hui Joe Biden pour avoir permis cette débâcle. C'est le constat de **CNN**, publié sur notre site et dans nos pages. Mais chaque président américain, depuis vingt ans,

n'a-t-il pas failli ? réplique le **New York Times**. L'Afghanistan n'a jamais réellement été une nation, sinon de façade, les talibans n'ont jamais quitté le territoire... Et Al-Qaida est toujours là ! Désormais, la question n'est pas de savoir si le groupe fondé par Ben Laden va revenir en Afghanistan – il s'y trouve déjà –, mais de déterminer la nature de ses relations avec les talibans, souligne Jason Burke, journaliste spécialiste de l'islamisme radical, dans l'article du **Guardian** qui clôt ce dossier. Non seulement, assure-t-il, "l'extraordinaire rapidité de la victoire des talibans sera un coup de fouet formidable pour les extrémistes musulmans du monde entier" – un constat partagé par la presse arabe –, mais, depuis vingt ans, "les relations entre Al-Qaida et les nombreuses factions des talibans se sont progressivement renforcées." "Aujourd'hui, les talibans sont bien plus sensibilisés qu'il y a vingt ans aux enjeux internationaux. Ils partagent désormais certains aspects de la philosophie

d'Al-Qaida", ajoute-t-il. Ce chaos, cette angoisse, ce désespoir masquent temporairement une autre urgence, à laquelle nous avons choisi initialement de consacrer notre dossier cette semaine. Celle de la vaccination contre le Covid-19. Un dossier que nous avons maintenu au centre de ce numéro. Car au moment où de nombreux pays réfléchissent à la troisième dose du vaccin, les pays africains, eux, attendent encore d'obtenir les livraisons de la première. C'est indéniable : le dispositif Covax est un échec. Et viser le "zéro Covid" ne semble plus réaliste, comme le dit Zhang Wenhong, virologue chinois respecté, dans une interview qui a fait polémique dans son pays, et que nous vous proposons ici, traduite en français. Il est temps, si nous voulons nous en sortir, d'élaborer une stratégie mondiale, et concertée. Bonne lecture.

En couverture :
Dessin de Schrank paru dans
The Times, Londres.



Sommaire

ÉTATS-UNIS p.20

Le manque d'eau ravive des conflits ancestraux

La sécheresse qui sévit dans l'Oregon attise les tensions raciales entre les tribus amérindiennes et les agriculteurs blancs, soutenus par l'extrême droite. Un reportage du **Los Angeles Times**.

MUSIQUE p.38

Pourquoi tout le monde aime Dolly Parton ?

La star de la country fait l'unanimité auprès des Américains. À 75 ans, elle est une icône populaire, une sainte laïque que certains croient capable de panser les plaies d'un pays plus divisé que jamais, raconte le site **Vox**.

360°

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Al-Arab Londres, quotidien. **Carnegie Middle East Center** (carnegie-mec.org) Beyrouth, en ligne. **CNN** (edition.cnn.com) Atlanta, en ligne. **Corriere della Sera** Milan, quotidien. **Daily Maverick** (dailymaverick.co.za) Johannesburg, en ligne. **The East African** Nairobi, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **Le Nouvelliste** Port-au-Prince, quotidien. **Rossia v Globalnoï Politiki** Moscou, bimestriel. **Le Temps** Lausanne, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **La Vanguardia** Barcelone, quotidien. **Vox** (vox.com) New York, Washington, en ligne. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire. **Zhongghuo Xinwen Zhoukan** (China Newsweek) Pékin, hebdomadaire.

dossier

VACCINS UNE URGENCE MONDIALE

p.26

Alors que les pays occidentaux réfléchissent à la troisième dose de vaccin contre le Covid-19, les pays africains, eux, se demandent encore comment obtenir la première. Le dispositif Covax est un échec. Et viser le "zéro Covid", comme en Chine, ne semble plus réaliste. Pour que le monde ait une chance face à la pandémie, il va falloir opter pour une stratégie vaccinale mondiale, et concertée.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Afghanistan. Les nouveaux maîtres de Kaboul

12. Haïti. Après le séisme, renouer avec la solidarité

D'un continent à l'autre

14. Réfugiés. La Lituanie prise au piège de Loukachenko

16. Pays-Bas. Ce pays est devenu un paradis pour criminels

17. Russie. À Berlin, le retour de l'espionnage à l'ancienne

18. France. Les licornes françaises se portent bien

20. États-Unis. Le manque d'eau ravive des conflits ancestraux

22. Afrique du Sud. Un chaos très organisé

24. Liban. Le Hezbollah en disgrâce

Dossier

26. Vaccins : une urgence mondiale

Transversales

34. Environnement. Wagana, la petite île qui ne voulait pas du géant de la mine

36. Économie. La pandémie dope les prix de l'immobilier

37. Signaux. La spirale fatale des fusillades policières

360°

38. Série d'été. Pourquoi tout le monde aime Dolly Parton ?

42. Voyage. Le silence, les pierres et moi

44. Culture. Le tour du monde en vingt-deux portes

46. Histoire. Le héros yankee de la révolution persane



SUR NOTRE SITE

Controverse. Faut-il supprimer la gratuité des tests Covid ?

L'Allemagne a décidé le 10 août de mettre un terme à la gratuité des tests de dépistage du Covid-19. Cette décision, qui prendra effet le 11 octobre, divise jusqu'au sein de la rédaction du *Tagesspiegel*.

“Modern Love”. J'ai arrêté de croire que l'homme de mes rêves existe

Chaque semaine, retrouvez en exclusivité la chronique phénomène du *New York Times* sur l'amour, traduite en français par *Courrier international*. Ce dimanche, une femme raconte comment elle a cessé de croire aux clichés sur le destin et mis fin à ses illusions romantiques d'adolescence pour laisser la place à une vraie rencontre.

Le Courrier des recettes. Deux recettes véganes de Yotam Ottolenghi

Pour le *Guardian*, le chef anglo-israélien a imaginé deux plats faciles et parfaits pour un barbecue sans viande, à découvrir dans notre rendez-vous hebdomadaire culinaire.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

☐ 1 AN (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~*

☐ 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

RCO21BO002

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

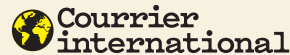
Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Août 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédacteurs en chef adjoints

Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)

Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne

Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Fatima Rizki (17 30), 7 JOURS DANS LE MONDE François

Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence

Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard

(Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha

Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine

Moutreau (Pays-Bas), Vincent Barros (Portugal), Carolin Lohrenz (chef de rubrique,

France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le

Pavov (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque,

Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle

Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets

(Ukraine) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14),

Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel

(Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu

(chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-

Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth

D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Ghazi Golshiri

(Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Anna

Sylvestre-Treiner (chef de rubrique, 16 29), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde

Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef

des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences

et Signaux, 16 15), Annick Rivore (Économie), MAGAZINE 360° Marie Bédouil (chef

des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76), HISTOIRE

Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef

d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel

Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 17 36),

Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition,

16 65), Nora Houdart-Ouahel (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath

(16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz

(chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe,

anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon

(anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline

Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais),

Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION

Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak,

Aurore Delvigne, Françoise Hérod, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION

Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-

Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine

Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE

Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles

de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey

(16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la

communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Diallya Konate (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de

fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Mury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Julien Abirami, Juliette Allin, Jean-Baptiste Bor,

Isabelle Bouchery, François Burkard, Antoine Cuny-Le Callet, Anne-Françoise Cochet,

Sébastien De Poortere, Maddalena De Vio, Marion Dautreigne, Elorri Laborde, Sophie

Laurent-Lefèvre, Pauline Le Troquier, Clara Limouzin, Joséphine Maunier, Valentine

Morizot, Valentin Scholz, Nina Schreier, Manon Sellé, Isabelle Taudière, Léo Thomas,

Yuta Yagishita, Gudrun Zett

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75077 Paris

Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice

générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elizabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68),

Directeur délégué, directeur de Marque *Courrier international* David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63)

Directeur délégué Activités

programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noël (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00)

Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (françois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve

Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie

Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur

de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude

Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion

Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18),

Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89),

Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 01 47 Service clients

Abonnements *Courrier international*, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and December) by *Courrier International SA* c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to *Courrier International* c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



JEAN BRÉHAT, RACHID BOUCHARÉB & MURIEL MERLIN PRÉSENTENT

BLANCHE GARDIN

LÉA SEYDOUX

BENJAMIN BIOLAY



FESTIVAL DE CANNES
COMPÉTITION
SÉLECTION OFFICIELLE 2021

FRANCE

UN FILM DE
BRUNO DUMONT

MUSIQUE ORIGINALE
CHRISTOPHE

arte

Télérama

25 AOÛT

Le Monde

CAHIERS
DU CINÉMA

CHARACTÈRES : GÉRARDARD LURDROY PHOTO : A. ARNAUD & B. CHÉZENON CONTRACTEURS

LE PRODUCTIONS     SCOPE arte BR   eurimages                          



7 jours dans
le monde

Afghanistan. Les nouveaux maîtres de Kaboul





FOCUS

Le 15 août, les talibans ont pris la capitale afghane sans résistance. Après l'annonce du départ des dernières troupes américaines, ils ont reconquis le pays à une vitesse fulgurante. De retour au pouvoir dont ils avaient été chassés en 2001, vont-ils rétablir un régime de terreur s'appuyant sur la charia ? S'ils prétendent avoir changé, ces talibans 2.0 sont surtout devenus des maîtres en communication, estime cette journaliste qui les suit depuis vingt ans.

—The Times (extraits) Londres

Par une nuit étoilée dans le désert, assise en tailleur dans une maison en terre délabrée, j'ai discuté du paradis avec les talibans. C'était il y a près de vingt ans, en novembre 2001. Ce soir-là, en écoutant leur point de vue sur le Jugement dernier et leurs questions sur mes convictions, j'ai compris que leur rapport au monde extérieur commençait à évoluer.

Quelques jours plus tard, les talibans étaient chassés d'Afghanistan, vaincus par une coalition de guerriers afghans et de l'Otan. À ce moment-là, nous avons cru que les Afghans pouvaient se tourner vers l'avenir, prudemment mais résolument.

Après vingt ans d'instabilité quasi permanente, couronnés par une offensive militaire foudroyante qui a pris par surprise la Maison-Blanche et suscité des parallèles avec la chute de Saigon en 1975, les talibans sont de retour au pouvoir [qu'ils avaient détenu en Afghanistan de 1996 à 2001].

Les Afghans observent les entrailles de leur pays écartelé, dans l'espoir d'y lire ce que l'avenir leur réserve sous ce nouveau règne taliban. Il en résulte une dure réalité : leurs anciens dirigeants semblent aujourd'hui plus puissants, plus dangereux et plus riches que jamais.

La renaissance du groupe a été financée par des sources étrangères – y compris des fortunes du Golfe.

Avec le recul, il semble indéniable que le groupe avait déjà amorcé une grande transformation dans les semaines suivant le 11 septembre. [En novembre 2001], en pleine désintégration de leur émirat, ils ont autorisé une centaine de journalistes occidentaux – des hommes et des femmes – à assister à une conférence de presse [dans leur consulat de Quetta, au Pakistan] : dans un anglais excellent, le porte-parole a annoncé que les derniers talibans prenaient leurs distances vis-à-vis d'Oussama ben Laden et précisé qu'il n'était plus sur leur territoire.

Quelques semaines plus tard, ils avaient tous quitté Kandahar. Le gros

des combattants est retourné dans les villages. Les gradés ont traversé la frontière et disparu au Pakistan, où les responsables du renseignement les ont exhortés à poursuivre leur lutte contre les Américains.

Pendant les deux décennies suivantes, le soutien discret des figures les plus radicales d'Islamabad a maintenu à flot les hauts responsables talibans. Ils ont aussi été aidés par la stratégie des États-Unis, déterminés à diviser tous les Afghans en deux catégories – “avec nous ou contre nous”. En vain, le nouveau président afghan, Hamid Karzai, qui avait rejoint les talibans à leurs débuts avant de changer de camp, a supplié Washington de ne pas amalgamer les combattants illettrés et pieds nus avec les idéologues les plus radicaux et irréductibles de Kandahar.

Trafic et rançons. Jusqu'en 2004, Hamid Karzai a affirmé que le mouvement n'existait plus, mais les talibans s'étaient déjà reformés et recrutaient au fil de leur progression des sympathisants opposés au nouveau statu quo. Nombre de recrues étaient des Afghans originaires des régions tribales pakistanaises, où ils s'étaient implantés pendant leur combat victorieux contre l'Union soviétique, qui avait pris fin en 1989.

Les motivations des nouveaux combattants étaient variées : la désillusion suscitée par le gouvernement corrompu et inefficace de Karzai, l'extrémisme enseigné dans les madrasas pakistanaises ou tout simplement les hauts salaires proposés par les talibans. La renaissance du groupe a été financée par des sources étrangères – y compris des fortunes du Golfe – mais aussi par plusieurs méthodes lucratives qu'avaient exclues les talibans à leurs débuts, mais qu'ils avaient depuis adoptées. Les enlèvements avec demande de rançon, par exemple, et le trafic de drogue.

Leur approche avait changé également dans d'autres domaines. Alors qu'avant 2001, les talibans jugeaient les attentats-suicides contraires aux préceptes de l'Islam, depuis 2003, ils avaient adopté ce type de frappe. Ils avaient visé au début des cibles militaires, puis s'en étaient pris ensuite aux civils en frappant des Afghans ordinaires dans des explosions dévastatrices, dans le but de déstabiliser la société. Ceux qui disaient la vérité sur les talibans → 8

À la une



AFGHANISTAN

“Je m'efforce de contenir l'instabilité.” Cette citation du président Ashraf Ghani barre la une de l'édition du 14 août de l'**Etilaat Roz** – la dernière du journal. Le lendemain, le président afghan fuyait Kaboul tandis que les talibans investissaient son palais.



IRAN

“La voix des Afghans ne se fait plus entendre”, titre le 17 août l'**Arman-e Meli** sur une photo du chaos à l'aéroport de Kaboul, où une foule dense a essayé de quitter le pays, la veille.



ÉTATS-UNIS

“La chute de Kaboul”, annonce le **New York Post** avec une photo de talibans trônant dans le bureau présidentiel.



ROYAUME-UNI

“Après vingt ans, l'Afghanistan abandonné en quelques jours”, écrit en manchette le **Daily Mail**. “Désormais, les familles des 457 héros britanniques se demandent : ‘Pourquoi, mon dieu, sont-ils morts?’”



κ Des talibans à Kaboul, le 15 août. Photo Jim Huylebroek/The New York Times



7 ← étaient systématiquement pris pour cible, qu'il s'agisse de femmes politiques, de journalistes locaux ou de personnes tentant de construire une nouvelle société civile.

La destruction des médias indépendants s'est inscrite dans la campagne menée par les talibans pour contrôler leur propre récit, ce qui est devenu la caractéristique la plus frappante de leur réinvention. Les talibans se sont mis à la vidéo, à la radio et à Internet, dont ils tirent profit pour diffuser un message élaboré.

Ainsi, ce mois-ci, des images approuvées par les talibans ont inondé les réseaux sociaux alors qu'ils avançaient vers Kaboul. On y voit des combattants accueillis par la population comme des libérateurs. Cependant, d'autres séquences montrent par ailleurs des atrocités, comme l'exécution de soldats gouvernementaux à Ghazni la semaine dernière, ou les meurtres de civils à Spin Boldak, la ville même où, il y a une vingtaine d'années, nous avions discuté de la notion de paradis.

Le mollah Omar, qui dirigeait le mouvement en 2001, est maintenant mort depuis huit ans. Il avait une telle aversion des médias que les seules photos connues de lui datent de sa jeunesse.

Qui est le mollah Baradar, nouveau visage de l'Afghanistan?



●●● Le mollah Baradar, Abdul Ghani Baradar à l'état civil, est le nouveau visage public des talibans.

«Cofondateur

du mouvement islamiste dont il est l'un des hauts dirigeants, [il] devrait jouer un rôle de premier plan dans la gouvernance du pays», prédit le site d'information afghan **Gandhara**. Né en 1968, il a occupé le poste de vice-ministre de la Défense la première fois que les talibans ont dirigé le pays, de 1996 à 2001. Après l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis, il fuit au Pakistan, où il est arrêté en 2010. Il reste huit ans derrière les barreaux et c'est «à la demande de l'envoyé spécial américain en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, qu'il a été libéré», en 2018. Celui-ci souhaite alors que le mollah Baradar «joue un rôle dans les pourparlers de paix, en raison de son autorité et de sa réputation de négociateur». De fait, c'est lui qui a signé l'accord historique de Doha avec les États-Unis, le 29 février 2020.

C'est Sirajuddin Haqqani, un habile manipulateur des médias, qui est désormais le numéro deux des talibans. L'année dernière, en pleins pourparlers de paix avec les Américains au Qatar, il a fait publier dans le *New York Times* une tribune intitulée «*Ce que nous, les talibans, voulons*», un fallacieux travail de séduction que les talibans ont utilisé pour faire croire à Washington qu'ils pouvaient partager le pouvoir de manière responsable. Les deux parties ont donc conclu un accord prévoyant le retrait des États-Unis et l'engagement des talibans à empêcher les attaques contre les forces américaines et à maintenir Al-Qaïda et autres factions hors des zones placées sous leur contrôle [lire page 11].

L'article soulignait notamment que les talibans aspiraient à bénéficier de la reconnaissance de la communauté internationale, ce dont ils avaient été privés jadis en raison des crimes commis par eux contre les femmes et de l'asile donné à Ben Laden. Il ne fallait pas confondre néanmoins un tel objectif avec le désir d'être accepté ou une volonté de changement.

Dans les années 1990, des personnalités talibanes s'étaient rendues au Texas pour rencontrer des dirigeants américains du secteur de l'énergie et discuter de la construction d'un oléoduc traversant l'Afghanistan. L'arrivée de Ben Laden en 1996 et l'horrible réalité du régime taliban avaient ensuite mis fin à tout cela.

On trouve maintenant présents sur place des acteurs plus souples sur le plan moral que les États-Unis qui dominaient cette époque.

Ainsi, la Chine est impatiente de relancer des projets longtemps bloqués d'exploitation de vastes gisements de cuivre au sud de Kaboul. Du fait de l'instabilité qui régnait dans le pays, les ressources naturelles de l'Afghanistan n'ont quasiment pas été exploitées, et Pékin est avide de les engloutir. De plus, les atrocités commises par les talibans ne risquent sans doute pas de rebuter ceux qui sont les artisans de la campagne d'internement massif au Xinjiang.

Vingt ans après, si les talibans 2.0 sont bien plus doués pour se vendre, rien n'a changé en revanche en ce qui concerne leur mission d'instaurer leur vision déformée de la charia. Toute leur légitimité, aussi piètre soit-elle, repose sur leur promesse de réinstaurer leur version de la loi islamique. Les négociateurs talibans au Qatar parlent des leçons apprises, mais les faits sur le terrain donnent une tout autre image de la situation, avec ces histoires de jeunes filles prises de force comme «épouses» par les combattants conquérants, et d'ennemis impitoyablement massacrés.

—Catherine Philip

Publié le 15 août

↓ Dessin d'Alex paru dans **La Liberté**, Fribourg.

“Ma vie tout entière a été anéantie”

Une jeune journaliste afghane raconte comment elle a dû fuir sa ville devant l'avancée des talibans. Désormais cachée, elle sait qu'elle risque le pire.

—The Guardian Londres

Voilà deux jours, j'ai dû fuir mon domicile et abandonner ma vie dans le nord de l'Afghanistan, quand les talibans ont pris ma ville. Je suis toujours en fuite et je n'ai pas d'endroit sûr où me réfugier. La semaine dernière, j'étais journaliste. Aujourd'hui, je ne peux plus écrire sous mon vrai nom ni dire d'où je viens ni où je me trouve. Ma vie tout entière a été anéantie en l'espace de quelques jours.

Vais-je un jour pouvoir rentrer chez moi? Vais-je revoir mes parents? Où vais-je aller? L'autoroute est bloquée dans les deux sens. Comment vais-je survivre? Ma décision de quitter ma vie et ma maison n'était pas préméditée. Tout s'est passé

très soudainement.

Je ne suis pas en sécurité, parce que je suis une jeune femme de 22 ans, et que je sais que les talibans obligent les familles à livrer leurs filles pour qu'elles

soient mariées à leurs combattants. Et parce que je suis journaliste, et que je sais que les talibans viendront nous chercher, moi et tous mes confrères.

En faisant ma valise, j'entendais les balles et les roquettes. Les avions et les hélicoptères volaient

au-dessus de nos têtes.

On se battait dans la rue, juste devant la maison. Mon oncle a proposé de m'emmener dans un endroit sûr. J'ai donc attrapé

mon téléphone et un *chadari* (voile intégral afghan) et je suis partie.

Dans les rues, c'était le chaos. J'étais l'une des dernières jeunes femmes à fuir le quartier. Il y avait des combattants talibans devant la maison, dans la rue. Dieu merci, j'avais mon *chadari*, mais je redoutais quand même qu'ils ne m'arrêtent ou ne me reconnaissent. Je marchais, tremblante, tout en essayant de ne pas montrer ma peur. Tout à coup, une roquette s'est abattue juste à côté de nous. Je me souviens d'avoir crié et pleuré. Autour de moi, des femmes et des enfants couraient. C'était comme si nous étions tous coincés dans un bateau et qu'il y avait une grosse tempête.

Nous sommes parvenus à regagner la voiture de mon oncle et nous avons pris la direction de sa maison, à une demi-heure de la ville. Sur le trajet, nous avons été arrêtés à un poste de contrôle taliban. C'a été le moment le plus terrifiant de mon existence. J'avais mon *chadari* et ils n'ont pas prêté attention à moi, mais ils ont interrogé mon oncle, lui demandant où nous allions. Il a dit que nous revenions d'un cabinet médical en ville et que nous rentrions chez nous. Pendant qu'ils l'interrogeaient, les roquettes fusaient, tombant non loin du poste de contrôle. Finalement, ils nous ont laissés partir.



TÉMOIGNAGE



Même une fois arrivés au village de mon oncle, nous n'étions pas en sécurité. Le village est tenu par les talibans et beaucoup de familles les soutiennent. Quelques heures après notre arrivée, on nous a dit que certains voisins avaient découvert qu'il me cachait et qu'il fallait partir.

Coupée du monde. On a trouvé un autre endroit où se cacher, la maison d'un membre éloigné de la famille. Il a fallu marcher des heures, moi toujours sous mon *chadari*, en prenant soin d'éviter les grands axes, où nous risquions de rencontrer des talibans. C'est là que je me trouve aujourd'hui. Une campagne reculée où il n'y a rien. Ni eau courante ni électricité. Comme le téléphone passe très mal, je suis coupée du monde.

La plupart des femmes et des jeunes filles que je connais ont également fui la ville et tentent de se mettre en lieu sûr. Je n'arrête pas de penser à mes amies, de m'inquiéter pour elles, mes voisines, mes camarades de classe, toutes les femmes d'Afghanistan.

Toutes mes collègues qui travaillent dans les médias sont terrifiées. La plupart sont parvenues à quitter la ville et cherchent à quitter la province, mais nous sommes cernées. Toutes, nous avons pris position contre les talibans et nous nous sommes attiré leurs foudres avec nos reportages. À l'heure où j'écris ces lignes, la situation est très tendue. Tout ce que je peux faire, c'est rester en mouvement en espérant trouver bientôt un moyen de quitter la province. S'il vous plaît, priez pour moi.

— **Anonyme**

Publié le 10 août



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Pensons à toutes les Afghanes qui ne pourront fuir.

Un journaliste pakistanais s'empare dans le quotidien anglophone **Dawn** contre ceux qui se gargarisent d'analyses, oubliant les Afghanes et leur sombre avenir.



Biden est responsable de la débâcle

De nombreuses voix pointent la responsabilité du président américain, qui aurait dû laisser des soldats en Afghanistan, selon ce journaliste.

— **CNN** (extraits) *Atlanta*

Des combattants intégristes, au volant de véhicules américains volés, triomphent d'une armée qui a été entraînée par les États-Unis et qui a capitulé sans coup férir.

Ça vous dit quelque chose ? C'est ce qui s'est passé en Irak après le retrait des troupes américaines, fin 2011. Trois ans plus tard, Daech était quasiment aux portes de Bagdad et avait pris le contrôle de nombreuses grandes villes irakiennes. C'est Joe Biden, alors vice-président de Barack Obama, qui avait négocié le retrait de l'armée américaine de ce pays.

En 2014, quand Daech a entamé un nettoyage ethnique en Irak et assassiné des journalistes américains et des travailleurs humanitaires, Obama a fait machine arrière et il a déployé des forces supplémentaires. En 2021, Biden préside en Afghanistan à une débâcle dont il est le seul responsable.

L'ambassadeur Zalmay Khalilzad, principal diplomate américain chargé de négocier avec les talibans, et Barnett Rubin, professeur à la New York University, assuraient que les talibans chercheraient de bonne foi à conclure un accord de paix avec le gouvernement afghan. Une illusion brisée, remplacée par la dure réalité.

Lors des derniers cycles de négociations commencés sous le gouvernement de Donald Trump, Zalmay Khalilzad avait conclu des accords avec les talibans qui stipulaient qu'en échange d'un retrait total des États-Unis, ils rompraient avec Al-Qaïda et entameraient de véritables pourparlers de paix avec le gouvernement afghan. Mais les talibans sont revenus sur ces accords.

Diplomatie ratée. Par ailleurs, Zalmay Khalilzad avait accepté de faire pression sur le gouvernement afghan pour qu'il libère 5000 prisonniers talibans. Plusieurs d'entre eux ont alors directement rejoint leurs anciens camarades après leur libération. Difficile de trouver une entreprise diplomatique plus ratée que celle-là.

Pour le mouvement djihadiste mondial, la victoire des talibans sera aussi importante que les victoires de Daech en Irak et en Syrie. Plusieurs milliers de combattants étrangers vont probablement affluer en Afghanistan pour recevoir une formation militaire. Ils y retrouveront les 10 000 combattants étrangers déjà basés en Afghanistan, issus de 20 groupes djihadistes étrangers, dont Al-Qaïda et Daech, selon l'ambassadeur de l'Afghanistan auprès de l'ONU Ghulam M. Isacza.

Le retrait complet des Américains était-il donc nécessaire ? Bien sûr que non. Il reste environ 2500 soldats américains en Irak, soit le même nombre qu'en Afghanistan au début de l'année. En juillet, Joe Biden a annoncé la conclusion d'un accord avec le gouvernement irakien qui permet de laisser sur place les troupes américaines en Irak en les recatégorisant sous le terme de "personnel de service non combattant". Il aurait pu adopter une approche similaire en Afghanistan, mais il ne l'a pas fait. Une débâcle prévisible est en train de se produire en Afghanistan, à laquelle Joe Biden aura présidé.

— **Peter Bergen**

Publié le 13 août

Contrepoint

De Bush à Biden, tous responsables !

●●● "La rapide reconquête de Kaboul, après deux décennies d'un effort de guerre aussi sanglant que coûteux [...], est avant tout tragique", souligne le **New York Times** dans son éditorial.

La plus longue guerre jamais menée par les États-Unis aura été un gouffre financier et aura coûté la vie à 2 448 soldats américains, sans résultat durable.

La responsabilité du fiasco incombe aux républicains comme aux démocrates, insiste le journal. "George W. Bush s'est lancé dans cette guerre avant de changer d'objectif et de se jeter dans l'aventure irakienne [...]. Barack Obama, qui souhaitait retirer les troupes américaines, a finalement augmenté les effectifs militaires sur place. Donald Trump, enfin, a signé un accord de paix avec les talibans, qui prévoyait un retrait total en mai 2021."

Pour le **New York Times**, "il fallait mettre un terme à la guerre. Mais le gouvernement de Joe Biden aurait pu et aurait dû s'employer à protéger ceux qui ont tout risqué dans l'espoir d'un avenir meilleur." Il n'était pas inévitable que la guerre s'achève "dans un tel chaos".

Verbatim

"Je m'en tiens fermement à ma décision. [...] J'ai appris à contrecœur qu'il n'y avait jamais de bon moment pour retirer les forces américaines. La vérité, c'est que cela s'est déroulé plus rapidement que nous l'avions prévu."

Joe Biden

DANS SON DISCOURS À LA NATION, LE 16 AOÛT.

☞ Dans la bulle : "Je suis bien content que les Américains aient reconstruit NOS routes et ponts!"

Sur le papier : projet de loi sur les infrastructures.

Sur le panneau : Kaboul.

Dessin de Chappatte paru dans **The Boston Globe**, États-Unis.



Vu de Russie

Plutôt l'hostilité que l'instabilité

●●● La prise de Kaboul par les talibans ne doit "en aucun cas modifier la stratégie afghane de Moscou", prévenait – avant même la chute de la ville – l'éditorialiste pro-Kremlin Mikhaïl Rostovski, dans le très populaire quotidien **Moskovski Komsomolets**. Pour lui, l'objectif de Moscou doit rester de "communiquer avec tous les acteurs influents à l'intérieur comme à l'extérieur du pays" et d'"évaluer au mieux les limites de ses capacités". Ce que le président américain Joe Biden n'a pas fait, préférant tenter de convaincre les talibans qu'ils seraient des parias sur la scène internationale s'ils prenaient le contrôle du pays par la force – un espoir que Mikhaïl Rostovski juge "tordant": "Vouloir effrayer une organisation terroriste (interdite en Russie) en la menaçant de devenir 'un paria sur la scène internationale', c'est comme essayer de persuader un loup d'arrêter de manger des lapins, en arguant que sinon le prédateur ne sera pas accepté dans un club de golf select."

Le journaliste russe déplore que Washington n'ait pas tiré les leçons de l'expérience en Afghanistan de l'URSS, qui occupa le pays pendant dix ans (1979-1989) durant la guerre froide: "L'exécutif américain est aujourd'hui divisé, comme l'était le pouvoir soviétique dans les dernières étapes du retrait des troupes russes d'Afghanistan. Le ministre des Affaires étrangères soviétique Édouard Chevardnadze était insatisfait de l'accord de Genève qu'il avait lui-même conclu [en 1988] en vue d'un règlement politique en Afghanistan, et voulait que nous y gardions quelques troupes. Mais Mikhaïl Gorbatchev a suivi les recommandations de l'armée, qui martelait que ça suffisait comme ça." Que va-t-il se passer maintenant en Afghanistan? se demande Mikhaïl Rostovski, qui dresse un parallèle entre la chute de Kaboul et celle de Saigon (aujourd'hui Hô Chi Minh-Ville) à la fin de la guerre du Vietnam, en 1975. Si les ballets d'hélicoptères d'évacuation ont en effet donné lieu à des scènes très semblables, la comparaison n'est, selon lui, que partiellement juste: là où les Américains avaient été vaincus au Vietnam par une armée disciplinée, rompue aux méthodes de la guérilla, ils ont été confrontés en Afghanistan à "un mouvement confus vaguement organisé en réseau": "les talibans ne constituent pas une structure unifiée,

mais plutôt une dénomination collective. Il en va de même pour [le pays] dans son ensemble. En l'absence de tradition de gouvernance centralisée, ce n'est pas tant une nation qu'un ensemble de fiefs dont la taille peut aller du village à la région. Une fois que les troupes américaines auront quitté le territoire, nul ne peut anticiper la dynamique que prendra ce mouvement brownien." Pessimiste, l'éditorialiste rappelle qu'il vaut mieux que Moscou se prépare au pire: "En 1979, le Kremlin se berçait d'illusions en pensant installer à Kaboul un régime stable et idéologiquement proche. Bien entendu, personne ne nourrit pareilles illusions aujourd'hui. Le seul espoir de Moscou, c'est que l'Afghanistan parvienne à rester un tant soit peu stable avec l'établissement d'un régime central, même ouvertement hostile, pourvu qu'il parvienne à se passer de la perfusion des aides internationales. Peut-être que là encore ce n'est qu'illusions. Mais nous le saurons bientôt."

Vu d'Asie centrale

Accueillir (ou pas) les réfugiés

●●● Le 16 août, la représentante permanente des États-Unis aux Nations unies, Linda Thomas-Greenfield, a appelé la communauté internationale à accueillir les personnes fuyant l'Afghanistan. Cette demande trouve un écho différent dans les trois États ex-soviétiques frontaliers: Tadjikistan,

Ouzbékistan et Turkménistan. Dans la nuit du 15 au 16 août, 143 soldats de l'armée afghane ont atterri au Tadjikistan voisin, rapporte le site centrasiatique **Fergana Agency**. Au début du mois de juillet, le Tadjikistan avait déjà accueilli quelque 2 000 Afghans. "Le Tadjikistan est prêt à accueillir 100 000 réfugiés afghans", a déclaré peu après le vice-président du Comité d'urgence du Tadjikistan, Emomali Ibrohimzoda, cité par **Sputnik Tadjikistan**, le 23 juillet. Le pays a déjà commencé la construction d'un camp pour les accueillir. En revanche, relève le quotidien russe **Nezavissimaïa Gazeta**, "les autres pays frontaliers d'Asie centrale se sont désolidarisés de la question". L'Ouzbékistan n'a ainsi voulu endosser aucune responsabilité. "Il est clair que les talibans sont là pour longtemps, explique au journal russe le directeur du Centre d'initiatives et de recherche de Tachkent, Bakhtier Ergachev. Or les autorités ouzbèkes n'ont pas intérêt à détériorer leurs relations avec eux en ouvrant largement les frontières. C'est pourquoi notre pays n'acceptera pas beaucoup de réfugiés." Quant au Turkménistan, il s'agit déjà d'un des pays les plus fermés du monde. Selon le quotidien russe **Moskovski Komsomolets**, des dizaines d'Afghans d'ethnie turkmène ont bien tenté de trouver refuge dans leur patrie historique, "mais le grand architecte et protecteur du Turkménistan, le président Gurbangouly Berdimoukhamedov, les a refoulés vers les zones de combat".

Vu du monde arabe

Un "coup de fouet vicieux" pour l'islamisme radical

●●● "C'est Daech qui va profiter du triomphe des talibans", alerte le quotidien saoudien **Arab News**. C'est un "coup de fouet vicieux pour ranimer l'islamisme radical", déplore son confrère **Asharq Al-Awsat**. "Le danger n'est pas seulement que [les talibans] accueillent Al-Qaida [lire page 11] ou d'autres organisations du même genre. Le danger est surtout qu'on crée une version sunnite du régime iranien [chiite]. Le président des talibans se veut un 'commandeur des croyants' au même titre que le guide suprême iranien." L'obsession pour l'Iran des médias saoudiens transparait également à la une du titre **Okaz**, qui affirme en lettres rouges que "l'Iran a facilité la chute de Hérat" [troisième plus grande ville d'Afghanistan, prise le 12 août par les talibans]. "Et voilà des informations à répétition selon lesquelles des centaines de combattants arabes se dirigent depuis la Syrie et l'Irak vers l'Afghanistan pour être de la partie", s'alarme un éditorialiste du même journal. "En plus de la peur que l'Afghanistan ne sombre dans la guerre civile, il faut craindre qu'il ne redevienne un bastion de l'extrémisme et un refuge pour les mouvements djihadistes, poursuit le journal. Les forces qui vont remplacer les États-Unis sur place sont la Russie, la Chine, le Pakistan et bien évidemment l'Iran." Le principal responsable de ce désastre est en tout cas tout désigné: c'est Joe Biden. Selon **Al-Masri Al-Youm**, en Égypte, "il sait que l'arrivée des talibans à Kaboul signifie que l'extrémisme s'installe au pouvoir. Nous sommes donc en droit de nous demander si Washington combat l'extrémisme ou l'encourage." Mais tout le monde ne déplore pas la victoire des talibans. "Dieu est grand, s'exclame sur Twitter Walid Tabtabaï, ancien député koweïtien en exil en Turquie. Ce qui se passe est une leçon pour les peuples, pour qu'ils ne désespèrent pas quand la victoire tarde." Et d'ajouter: "C'est de bon augure pour les nôtres en Syrie, qui finiront par entrer victorieux dans Damas."



TOTAL (estimations) : 3,5 millions de déplacés + 2,6 millions de réfugiés.

Retrouvez l'intégralité des articles de ce dossier sur notre site Internet : courrierinternational.com

—The Guardian Londres

Alors que les talibans, après avoir conquis le pays en moins d'une semaine, s'apprêtent à reprendre le pouvoir en Afghanistan, une question s'impose : que peuvent en espérer Al-Qaida et les autres groupes islamistes engagés dans le djihad mondial ? À n'en pas douter, l'extraordinaire rapidité de la victoire des talibans sera un coup de fouet formidable pour les extrémistes musulmans du monde entier, d'Al-Qaida à l'État islamique, des insurgés au Mozambique et en Syrie jusqu'aux djihadistes qui attendent leur heure à Birmingham ou à Manille.

Interrogé sur la chaîne Sky News la semaine dernière, le secrétaire d'État britannique à la Défense, Ben Wallace, a reconnu qu'il était *"très inquiet de voir que les États en faillite [étaient] autant de pépinières pour ces gens-là"*, et qu'*"Al-Qaida [allait] probablement revenir"*. Le secrétaire d'État a bien raison de s'inquiéter des États en faillite : les attentats du 11 septembre 2001 avaient été organisés et préparés par Al-Qaida depuis un Afghanistan déjà aux mains des talibans. Là où il se trompe, c'est sur un prétendu retour de l'organisation terroriste dans le pays, car elle s'y trouve déjà.

Accords obsolètes. Le mois dernier, dans une analyse fondée sur les renseignements transmis par des États membres, les Nations unies constataient qu'Al-Qaida était *"présente dans au moins 15 provinces afghanes"* et que sa branche régionale, Al-Qaida dans le sous-continent indien, *"agit sous la protection des talibans depuis les provinces de Kandahar, de Helmand et de Nimroz"*. Les médias d'Al-Qaida vantent d'ailleurs des opérations de ses combattants en Afghanistan, qu'ils disent fréquentes.

Le problème n'est pas nouveau pour le gouvernement Biden, bien que ce dernier ait tenté de l'ignorer. Dans le cadre de leurs accords signés l'année dernière avec les États-Unis, les talibans s'étaient engagés à ne permettre ni l'entraînement, ni le financement, ni le recrutement *"de terroristes, y compris ceux d'Al-Qaida, susceptibles de menacer la sécurité des États-Unis et de leurs alliés"*. Le représentant spécial des États-Unis pour la réconciliation en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, déclarait en mai devant le Congrès que les talibans *"[avaient] fait des avancées substantielles"* en ce sens. Si tant est que cela ait alors été vrai – on peut en douter –, aujourd'hui la donne a totalement changé.

Il est difficile de prévoir quelle attitude adopteront les talibans envers Al-Qaida et les autres groupes extrémistes qui, depuis l'Afghanistan, entendent mener des opérations violentes à l'étranger. Tout comme il est difficile de savoir comment va réagir Al-Qaida.

Al-Qaida va-t-elle profiter du retour des talibans ?

La question n'est pas de savoir si le groupe fondé par Ben Laden va revenir en Afghanistan – il s'y trouve déjà –, mais de déterminer la nature de ses relations avec les talibans, souligne ce journaliste spécialiste de l'islamisme radical.



La défaite infligée par les moudjahidin afghans aux Soviétiques en 1989 s'est hissée au rang de mythe fondateur auquel l'essor du mouvement djihadiste contemporain mondial doit beaucoup, alors qu'en réalité Al-Qaida n'a joué qu'un rôle négligeable dans cette guerre.

Nouvel élan. La mise en déroute d'une deuxième superpuissance par un nouveau groupe de combattants islamistes afghans est une formidable aubaine en matière de propagande, d'autant que les organisations extrémistes ont aujourd'hui bien besoin de renouveler leur discours. Al-Qaida et consorts vont s'en trouver

Si elles ont parfois été houleuses, les relations entre les deux groupes se sont progressivement renforcées.

relancés, c'est certain, mais que vont-ils faire précisément de ce nouvel élan ?

L'incapacité des Américains à distinguer Al-Qaida des talibans dans les premières années de la guerre a contribué à leur échec en Afghanistan. Al-Qaida, un petit groupe d'islamistes majoritairement arabes, entendait renverser les régimes politiques du Moyen-Orient tout en combattant Israël et l'Occident. Les talibans, eux, des Afghans ultraconservateurs dont l'idéologie repose sur des considérations ethniques régionales et nationalistes, cherchaient à imposer une loi religieuse stricte uniquement dans leur pays.

Depuis, les relations entre Al-Qaida et les nombreuses factions des talibans ont radicalement changé. Si elles ont parfois été houleuses, elles se sont progressivement renforcées. Au fil des décennies, des liens intimes et familiaux se sont créés, les dirigeants d'autres réseaux extrémistes servant d'intermédiaires. Aujourd'hui,

les priorités des deux groupes divergent encore sur certains points, mais les talibans sont bien plus sensibilisés qu'il y a vingt ans aux enjeux internationaux. Ils partagent désormais certains aspects de la philosophie d'Al-Qaida, ce qui constitue un changement de taille.

Comme lors de leur précédente prise de pouvoir, les talibans chercheront cependant une certaine forme de légitimité sur la scène internationale. Deux questions s'imposent alors : auprès de qui chercheront-ils cette reconnaissance, et à quels compromis seront-ils prêts pour l'obtenir ?

Un élément influencera peut-être de façon décisive la relation entre les talibans et Al-Qaida : le changement de stratégie instauré par Ayman Al-Zawahiri, le vieux militant égyptien qui a repris la tête de l'organisation terroriste après l'exécution d'Oussama Ben Laden en 2011.

Changement de stratégie. Ayman Al-Zawahiri a renoncé aux attaques contre *"l'ennemi lointain"* en Occident, et entend désormais rassembler des partisans et gagner en légitimité dans les régions instables du monde islamique, déchirées par les conflits. Il est convaincu que ces pays offrent des possibilités d'expansion et que *"l'ennemi proche"* que représentent les régimes locaux peut être combattu avec plus d'efficacité. Plutôt que d'envoyer des avions s'écraser dans les villes américaines, Al-Qaida cherche aujourd'hui à se forger une image de dirigeant compétent et de protecteur des communautés qui se sentent mises à l'écart ou menacées. Ce changement de stratégie aidera les talibans, qui n'ont jamais été directement accusés de terrorisme international et ne le cherchent pas, à maintenir leur alliance actuelle de facto avec Al-Qaida. Mais si l'on en croit les agences de renseignement – et pas seulement celles des pays occidentaux –, Ayman Al-Zawahiri est très malade et rien ne garantit que sa stratégie survivra à sa disparition, ni aux récents événements en Afghanistan. La fragilité de l'Afghanistan aux mains des talibans, la défaite des États-Unis face à une milice islamiste, deux décennies de violence au Moyen-Orient, source de divisions et de radicalisations croissantes, et la diffusion inédite de l'idéologie extrémiste des djihadistes aux quatre coins du globe offrent des perspectives indéniables au futur successeur d'Ayman Al-Zawahiri et à tous ses semblables. Même si Al-Qaida ne cherche pas à profiter de cette nouvelle conjoncture, d'autres le feront, que ce soit avec l'appui des dirigeants afghans ou contre leur volonté.

—Jason Burke
Publié le 15 août

✎ Dessin d'Alex paru dans La Liberté, Fribourg.

✓ Dessin de Kichka paru dans
i24news, Tel-Aviv.

Pénurie meurtrière

LIBAN — Dans la région de l'Akkar, dans le nord du Liban, au moins 28 personnes sont mortes brûlées vives dans l'explosion d'une citerne d'essence survenue dans la nuit du 14 au 15 août, qui a également fait plusieurs dizaines de blessés. Stocké à des fins spéculatives, le carburant avait été saisi par l'armée et mis à la disposition des citoyens. Pour **An-Nahar**, ce drame, qui rappelle les explosions de Beyrouth, le 4 août 2020, "est l'illustration terrible du chaos dans lequel est plongé le Liban", sur fond de pénuries généralisées.

Transition en douceur



ZAMBIE — "Une nouvelle ère débute", s'enthousiasme le **News Diggers** en une le 17 août. Deux jours plus tôt, Hakainde Hichilema, souvent désigné par ses initiales, HH, a été élu à la présidence de cet État d'Afrique australe en proie à de graves difficultés économiques, notamment une inflation galopante. Après cinq échecs, sa sixième candidature a été la bonne, l'économiste et homme d'affaires ayant notamment été plébiscité par une jeunesse qui s'est massivement mobilisée.

Contrôle technique

ÉTATS-UNIS — Tesla fait l'objet d'une enquête aux États-Unis sur 11 accidents de voiture ayant impliqué depuis 2018 son système de conduite automatique Autopilot. C'est le "signe que les autorités américaines commencent à examiner de plus près les technologies d'aide à la conduite", note le **Wall Street Journal**. L'enquête de l'autorité de sécurité routière – qui a "le pouvoir de forcer le rappel des véhicules", rappelle le **Financial Times** – porte sur la quasi-totalité des véhicules Tesla vendus aux États-Unis, soit environ 765 000.

HAÏTI

Après le séisme, renouer avec la solidarité

Le tremblement de terre du 14 août a fait plus de 1 400 morts. Une journaliste de ce quotidien haïtien revient sur cette journée qui a ravivé les "souvenirs amers" de 2010.



— Le Nouvelliste Port-au-Prince

Samedi 14 août 2021. Port-au-Prince s'apprêtait à vivre un jour de "bese leve" ["baissez-levez", expression créole qui traduit les maintes tâches ménagères dont on s'acquitte le samedi], comme les Haïtiens aiment à le dire souvent. Il était aux environs de 8 h 30, lorsque les violentes secousses d'un tremblement de terre de magnitude 7,2 m'ont arrachée de mon lit.

"Goudougoudou est de retour", me suis-je dit sur le coup. [Depuis le séisme de 2010 et ses dizaines de milliers de morts, "goudougoudou" est devenu l'onomatopée par laquelle les Haïtiens expriment l'effet ressenti à l'intérieur des maisons à l'occasion des secousses.] Affolée, je suis sortie en trombe de la maison, ai sauté les marches de l'escalier conduisant au parking, avant de finalement me réfugier dans la rue.

Loin de ces masses de béton sur ma tête, loin de ces murs qui chancelaient et qui faisaient remonter des souvenirs amers et encore lourds à porter. 2010, c'est encore hier dans ma mémoire. Une fois en sécurité, j'ai constaté que j'étais pieds nus et en petite tenue de pyjama pour temps chaud...

Je tremblais comme une feuille, certes à cause de la terre qui vacillait sous mes pieds, mais surtout parce que j'avais peur.

Pourtant, du côté de la capitale haïtienne où je me trouvais, la peur que j'ai ressentie n'était qu'une pâle copie de ce qu'ont connu mes compatriotes du Grand Sud. L'épicentre du séisme était localisé dans le département des Nippes, limitrophes des départements du Sud et de la Grand'Anse. Les habitants de ces zones ont sans doute connu l'effroi total. Les secousses n'ont pas pardonné. Elles ne les ont pas épargnés.

Au moment où je me tenais dans la ruelle de chez moi, à ressasser la tragédie causée, il y a onze ans, par le tremblement de terre du 12 janvier 2010, à revivre l'horreur de ce mardi soir dans ma chair et mon âme, des Haïtiens et des Haïtiennes rendaient leur dernier souffle sous les décombres, tandis que d'autres paniquaient et attendaient les secours sous le poids des murs qui jadis leur servaient de maison.

Encore une fois, comme il y a onze ans, tout le monde n'a pas eu la chance de prendre ses jambes à son cou. Les images retracées sur les réseaux sociaux montraient également des pertes en biens matériels alors que les dernières

informations révélaient que les hôpitaux desservant ces zones étaient déjà saturés.

La journée allait être longue et les nouvelles beaucoup plus difficiles à digérer. Les SOS pleuvaient. Les infrastructures sanitaires ne pouvaient pas répondre aux besoins. Le bilan s'alourdissait pendant que des répliques me rappelaient que c'était loin d'être fini.

À des kilomètres de nous, des enfants, des jeunes, des hommes et des femmes criaient à l'aide. Il était peut-être encore temps de sauver des blessés qui probablement risquaient de mourir par faute d'une pochette de sang, quoique ayant échappé au pire. C'est la coutume ici.

Le coût du sang. Le prix d'une pochette de sang est exorbitant. Parfois, voire trop souvent, on y paie de sa vie. Il fallait donc faire quelque chose. Aussi minime que ce soit. Une pochette de sang est gratuite mais en fait, comme elle est rare, le sang est *priceless* en Haïti. Après une nuit angoissante et incertaine, à guetter les moindres sons et les moindres secousses, j'ai pris tôt le lendemain matin la décision de me rendre à la direction du Centre national de transfusion sanguine pour remplir ma pochette de liquide précieux et contribuer, peut-être, à sauver une vie.

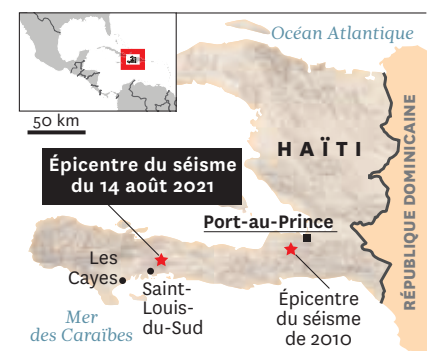
Pour la première fois depuis la journée de samedi, j'esquissais un sourire quand j'ai pénétré dans la salle au premier étage où patientaient déjà quelques volontaires. Des jeunes comme moi, mais aussi des adultes. Tous conscients de l'urgence de l'heure. De l'urgence d'aider. De la solidarité qui doit d'abord passer par nous autres Haïtiens. J'étais pas seule. J'étais pas folle. Je faisais foule avec ceux qui comme moi voulaient donner leur sang.

Après les étapes d'usage, j'étais finalement étendue sur la longue chaise rouge, la seringue attachée à une veine de mon avant-bras droit, en train de fermer et d'ouvrir la main. Je fermais les yeux. Je pouvais enfin mieux respirer. Dans quelques minutes j'allais pouvoir quitter le building avec un devoir citoyen dignement rempli. J'ai donné de mon sang pour le Grand Sud. Pour sauver, peut-être, une âme en peine.

— **Sindy Ducrepin**
Publié le 15 août



TÉMOIGNAGE





Un conseiller face à vous, c'est toute une banque à vos côtés.

Conseillers, experts patrimoniaux, financiers
ou immobiliers, gestionnaires de portefeuilles :
quels que soient vos projets, nous mobilisons
tous nos experts pour vous aider à les réaliser.

C'est sans doute cet engagement et cette implication
qui nous ont permis d'être récompensés en 2020
pour la qualité de notre accompagnement
dans la réalisation de vos projets*.

Rendez-vous sur [hsbc.fr/expert](https://www.hsbc.fr/expert)



LES TROPHÉES DE LA BANQUE
2020



SATISFACTION
CONSEILLER PROJET

par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com)

*Les Trophées de la qualité bancaire sont décernés par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com) (société du Groupe [meilleurtaux.com](https://www.meilleurtaux.com)). L'édition 2020 de cette étude a été réalisée online en association avec l'Institut Opinion Way, entre le 27 septembre et le 23 octobre 2019, sur un échantillon de 5035 Français bancarisés et représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. HSBC Continental Europe - Société anonyme au capital de 491 155 980 euros - SIREN 775 670 284 RCS Paris. Siège social : 38 avenue Kléber 75116 Paris. Banque et intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance - [orias.fr](https://www.orias.fr)) sous le n°07005894. Crédit photo : Getty Images.

d'un
continent
à l'autre.
europe



France 18
Amériques 20
Afrique 22
Moyen-Orient... 24

Réfugiés : la Lituanie prise au piège de Loukachenko

Vilnius est devenu le fer de lance de la pression occidentale contre le président biélorusse. Celui-ci riposte en laissant des centaines de migrants franchir la frontière entre les deux pays.

— **Rossia v Globalnoi Politiki** (extraits) Moscou

A lors que toutes les nations se battent aujourd'hui contre une nouvelle vague épidémique et font bloc avec leurs sportifs aux Jeux olympiques de Tokyo [l'article a été écrit avant la fin des JO], une tragédie secoue un petit pays du nord-est de l'Europe, loin du regard de l'opinion publique. La Lituanie, qui a acquis son indépendance de l'Union soviétique il y a trente ans, connaît un afflux sans précédent de migrants en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique [voir encadré]. Ils traversent la frontière entre la Biélorussie et la Lituanie en profitant de l'inaction du pouvoir central de Minsk.

Selon les prévisions, si la dynamique actuelle se poursuit, le nombre total de réfugiés pourrait bientôt dépasser celui des forces armées lituaniennes, et la situation risquerait alors de devenir incontrôlable. Le pays pourrait être confronté à une crise humanitaire, voire à des affrontements avec des milliers de migrants, dont ni la Lituanie ni l'Europe ne veulent.

Ce flux de réfugiés est une conséquence indirecte de la politique hostile menée par le gouvernement lituanien contre son voisin le plus proche à l'est, la Biélorussie. Après les manifestations massives de l'an dernier contre le pouvoir d'Alexandre Loukachenko, qui ont secoué Minsk et d'autres villes biélorusses, Vilnius a décidé de ne pas reconnaître les résultats de l'élection présidentielle biélorusse [du 9 août 2020], devenant ainsi le fer de lance de la pression occidentale visant à démettre Loukachenko de ses fonctions.

Désormais, la Lituanie, comme tous les pays occidentaux, ne le considère plus comme le dirigeant légitime du pays et a officiellement rompu toute négociation avec lui.

En mai 2021, après l'incident du détournement sur Minsk d'un avion de ligne de la compagnie irlandaise Ryanair et l'arrestation d'un opposant biélorusse qui voyageait à son bord, les attaques contre la Biélorussie se sont intensifiées. La Lituanie a été la première à interdire l'accès à son aéroport à tout vol civil en provenance de l'espace aérien

biélorusse. Cette décision a favorisé le rapprochement qui s'est ensuivi entre Minsk et Moscou, la Russie se trouvant elle-même dans le collimateur de l'Union européenne et de l'Otan. Il y a quelques jours, Loukachenko a même évoqué pour la première fois l'éventualité d'un déploiement militaire russe sur le territoire de la Biélorussie.

Sans égard pour les conséquences, pourtant prévisibles, l'Union européenne et l'Otan ont agi, dans l'épisode du détournement d'avion, suivant la loi du plus fort dans le seul but de maintenir l'ordre établi dans le monde et en Europe. Un ordre mondial que l'on pourrait définir ainsi : les pays les plus forts ont plus de droits et de chance que les pays plus faibles. La Lituanie considère qu'elle fait partie d'une puissance mondiale – la communauté des démocraties libérales occidentales – et n'a donc jamais eu à douter du soutien de ses alliés. Seulement, aujourd'hui, les États d'Europe occidentale et les États-Unis ne sont pas prêts à s'engager dans une action décisive. Le maximum que l'on peut redouter dans les prochains

jours serait une nouvelle série de sanctions contre la Biélorussie [lire ci-contre], qui la pousseront encore dans les bras de la Russie.

Il y a quelques semaines, le ministre des Affaires étrangères lituanien, Gabrielius Landsbergis, petit-fils du père de l'État lituanien moderne, s'est rendu en Irak pour tenter de persuader les autorités locales de ne pas laisser leurs citoyens voya-

La Lituanie ne parle pas à son voisin et tente de régler le problème sans l'impliquer.

ger vers la Biélorussie. On comprend bien pourquoi : la Lituanie ne parle pas à son voisin et tente de régler le problème sans l'impliquer. Mais cette visite diplomatique s'est soldée par un refus de Bagdad : les autorités ont dit ne pas pouvoir enlever aux Irakiens leur droit à la libre circulation dans le monde.

La question des réfugiés est donc entre les mains de Loukachenko, que la Lituanie et l'Occident ne reconnaissent pas



COURRIER INTERNATIONAL

CAGLE CARTOONS



↓ Alexandre Loukachenko.
Dessin de Gatis Sluka paru
dans *Latvijas Avīze*, Rīga.



son adhésion à l'UE et à l'Otan la protégeait des conséquences de ses propres déclarations et décisions sur la scène internationale. Ces dernières années, la Lituanie partait du principe qu'elle ne parlait pas uniquement en son nom propre, mais représentait une communauté plus vaste et puissante. Or il s'avère qu'il n'en est rien, et sa politique offensive contre un autre État se révèle être une véritable source de problèmes. Cela aura sans doute été la principale découverte des autorités lituaniennes cette année, voire de toute l'histoire du pays depuis son indépendance.

Les pays membres de l'UE ne prévoient aucune forme d'action décisive.

Avec les autres pays Baltes et la Pologne, la Lituanie a depuis le début la réputation d'être le "cheval de Troie" des États-Unis. Après la sortie de l'UE du Royaume-Uni, un allié des États-Unis et des pays Baltes autrement plus influent, les principales puissances européennes sont plus enclines à mettre en garde leurs partenaires juniors contre les conséquences d'une confiance totale dans Washington. Voilà pourquoi les pays membres de l'UE ne prévoient aucune forme d'action décisive. Dans leur histoire, les pays Baltes ont été des États indépendants durant une période très courte au xx^e siècle, avec une expérience plus poussée pour la Lituanie, justement, il y a plusieurs siècles.

Ce qui est certainement insuffisant pour que ces peuples développent ce qu'on pourrait appeler une culture de l'indépendance stratégique. Car elle exige une compréhension précise de ses capacités et des conséquences de certains de ses actes. L'éthique de responsabilité suppose d'être capable de prévoir et d'évaluer

les résultats de ses actions. La Lituanie a été privée de cette possibilité durant plusieurs siècles, et nous en voyons aujourd'hui les répercussions. Mais pas uniquement la Lituanie : l'Europe contemporaine dans son ensemble est le produit d'un concours de circonstances exceptionnel survenu durant la seconde moitié du xx^e siècle, lorsque, après deux guerres mondiales, les puissances européennes ont perdu leurs prérogatives sur le cours du monde et qu'elles ont cédé leur souveraineté politico-militaire aux États-Unis et à l'Otan.

Pour beaucoup de nouveaux membres de la communauté européenne, les perspectives resteront verrouillées même dans un avenir lointain. C'est pourquoi on ne peut affirmer que la Lituanie, tout comme les autres pays européens de petite et moyenne importance, saura franchir le cap pour devenir un acteur responsable de la vie politique internationale à égal avec les autres nations. Il est fort peu probable que la crise migratoire de 2021 constitue une leçon suffisante pour eux. Quoi qu'il en soit, leur destin ne promet pas d'être simple, mais ce n'est pas à la Russie de s'en préoccuper.

— **Timofei Bordatchev**

Publié le 3 août

SOURCE



ROSSIA V GLOBALNOÏ POLITIKÉ

Moscou, Russie

Bimestriel

globalaffairs.ru

Créée en novembre 2002

et conçue comme le double du prestigieux *Foreign Affairs* américain, "La Russie dans la politique globale" a pour souci d'intégrer les élites politiques et économiques russes dans les grands débats mondiaux. Elle existe aussi en anglais sous le titre *Russia in global affairs*.

Minsk "est prêt à l'escalade"

●●● Si la crise migratoire de 2015 en Europe n'a quasiment pas touché les trois pays Baltes "grâce, principalement, à la Biélorussie, qui renvoyait immédiatement les étrangers illégaux vers leur pays d'origine", comme le rappelle le journal russe **Moskovski Komsomolets**, aujourd'hui, "le président Alexandre Loukachenko a décidé de ne plus protéger l'UE contre la vague migratoire". Résultat : en Lituanie, c'est "le chaos à cause d'un flux incessant de migrants", constate le site **Baltnews.lt**. En 2021, 4 000 migrants, essentiellement moyen-orientaux, ont échoué sur le sol lituanien, contre seulement une centaine en 2020. Si la plupart de ces personnes "considèrent la Lituanie comme un tremplin pour aller vers les États-Unis, le Royaume-Uni ou l'Allemagne", un tiers d'entre eux pourraient choisir de rester en Lituanie. Pour l'heure, Vilnius semble opter pour la méthode musclée : début août, les gardes-frontières lituaniens ont renvoyé de force 180 migrants vers la Biélorussie. D'après un canal Telegram progouvernement biélorusse, un migrant irakien violemment tabassé dans la nuit du 4 août par des gardes-frontières lituaniens aurait ramené jusqu'à la frontière, où il serait décédé des suites de ses blessures. "Mensonge, désinformation et conte de fées", a réagi la ministre de l'Intérieur

lituanienne, Agne Bilotaite, citée par le quotidien russe **Nezavissimaïa Gazeta**. Désinformation ou pas, cet épisode montre que Minsk "est prêt à l'escalade", estime l'expert biélorusse Valeri Karbalevitch.

Une volée de nouvelles sanctions

●●● Le lundi 9 août, un an après l'élection controversée du président biélorusse, Washington a décidé de frapper de nouveau le régime autoritaire au portefeuille. Joe Biden a signé un décret qui durcit le régime de sanctions américaines en vigueur depuis 2006. "C'est la plus grande tranche de sanctions prises contre le pays à ce jour", écrit le **New York Times**. Ces dernières ciblent des responsables politiques, des entreprises et des hommes d'affaires proches du régime "impliqués dans la répression des droits de l'homme", note **CNN**. Parmi les différents acteurs ciblés se trouve le Comité olympique biélorusse, et ce une semaine après que la sprinteuse biélorusse Krystsina Tsimanouskaya s'est opposée à son rapatriement forcé des JO de Tokyo pour avoir critiqué des responsables sportifs de son pays. La jeune femme, qui dit craindre la prison, a été accueillie en Pologne. En plus de ce scandale, Washington accuse le Comité olympique biélorusse de "faciliter le blanchiment d'argent".

PAYS-BAS

Votre pays est devenu un paradis pour criminels!

Après l'assassinat du journaliste Peter de Vries, Roberto Saviano met en cause le système financier néerlandais, aveugle à l'origine des flux d'argent.



—Corriere della Sera*
Milan

Je m'adresse à vous, Pays-Bas. Je m'adresse à vous, Néerlandais, pour vous poser une question : vous connaissez-vous donc si peu ? Avez-vous vraiment de vous-mêmes une image à ce point différente de la réalité ? Les Pays-Bas sont l'un des pays les plus criminels du monde. Je sais, celles et ceux qui sont en train de me lire en ce moment auront haussé les sourcils, puis les auront froncés. Certains auront suspendu la lecture de cet article sur-le-champ. La plupart m'auront envoyé au diable. Les plus bienveillants se diront que je délire, les malveillants que je suis un ennemi de la nation.

Accordez-moi un peu de temps, juste un petit moment. Quand je dis que les Pays-Bas sont l'un des pays les plus criminels du monde, je ne fais pas allusion à la délinquance de rue. Je ne fais

pas allusion à un système judiciaire dont les décisions seraient soumises à une grille tarifaire ni à une police ou à un gouvernement qui seraient à la merci des pots-de-vin ou à la botte des cartels de la drogue. À cet égard, vous êtes au contraire un pays doté d'une structure institutionnelle solide, assortie d'une police fondamentalement intègre et d'un système pénitentiaire d'avant-garde. Un pays où l'on respecte les droits humains et sociaux.

Facilités de blanchiment. Ce qui fait de vous l'un des pays les plus criminels du monde, c'est votre régime économique : vous êtes devenus un territoire offshore. Oui, je sais, vous ne figurez pas officiellement sur la liste des paradis fiscaux. Mais vous en êtes un de facto. Vous avez attiré à vous quantité d'entreprises : Fiat et Ferrari, pour parler des italiennes, les filiales d'eBay, le siège de Google, 26 sociétés du

groupe Nike. Vous avez Ingka, la holding qui gère un des piliers d'Ikea, vous avez Netflix. Tout ça, me direz-vous, est parfaitement légal. C'est vrai, et ça a été pour vous une manne financière immédiate. De l'argent comme s'il en pleuvait, gratuit, sans engagement. En substance, vous permettez à toutes ces sociétés d'échapper au cadre juridique de leur pays d'origine, vous les aidez à s'implanter sur votre sol, en ne réclamant qu'un petit pourcentage en échange. Mais tout cela a un prix.

Les amis de la mafia néerlandaise sont les amis du système économique néerlandais.

Et si, aujourd'hui, vous vous retrouvez avec une capitale où les narcotrafiquants sont aussi violents que dans les banlieues de Lagos, prêts à assassiner un journaliste en plein cœur d'Amsterdam – et c'est ce qui était déjà arrivé à l'avocat Derk Wiersum, le 18 septembre 2019 –, c'est parce que ceux qui sont aux manettes de la pègre, aux Pays-Bas, ont aujourd'hui des facilités de blanchiment qui n'ont pas d'équivalent en Europe. Le système financier néerlandais est ainsi fait que les organisations criminelles qui ont la main aux Pays-Bas sont le bastion du blanchiment européen. Et quiconque se met en travers de leur route doit être éliminé.

S'ils peuvent agir ainsi, c'est parce que leur argent sale passe par les mêmes plaques tournantes dérégulées que l'argent du capitalisme. Ceux qui ont commandité l'assassinat de Peter de Vries savent que toucher à leur argent, c'est toucher à l'argent de tout le monde, et ils en jouent. Ils savent que les Pays-Bas ont tout intérêt à faire l'autruche, à éviter d'exposer leurs propres mécanismes financiers au grand jour.

Les Pays-Bas ne se contentent pas d'accorder des avantages fiscaux aux grandes sociétés capitalistiques. Il existe quantité d'autres avantages à s'implanter chez vous. La possibilité pour les holdings de bénéficier d'un taux d'imposition quasi nul, une tolérance dans le mode de gouvernance des

entreprises qui n'a pas d'équivalent dans d'autres pays, un appareil judiciaire réactif au service de la finance et sans bureaucratie. C'est un paradis pour les multinationales, adossé à un appareil de fiscalistes, d'experts-comptables, de conseillers, d'administrateurs diligents, capables de faire circuler l'argent rapidement, dans le seul but de générer du profit.

Vous avez fait entrer tout l'argent possible. Or, dans le monde de la finance, il est impossible de distinguer l'argent propre de l'argent sale ou d'en retracer la provenance. Dès lors qu'il entre dans votre capital, vous le décrêtez légitime. Pensez-vous vraiment que cela n'a rien à voir avec ce qui est en train de se passer ?

La Mocco Maffia [mafia marocaine] est une organisation extrêmement puissante, la plus importante organisation mafieuse néerlandaise. Si ses membres sont pour la plupart d'origine marocaine, certains viennent du Congo, du Surinam, des pays slaves ou des Pays-Bas. Parmi les raisons qui ont conduit à l'assassinat du courageux Peter de Vries figure sans doute son témoignage au procès Marengo. Le procès du boss de la Mocco Maffia, Ridouan Taghi, piétine, l'enquête ayant produit des résultats très en deçà des attentes. Pour l'opinion publique, et sans doute pour bon nombre d'entre vous qui lisez ces lignes, [il] n'est qu'un des nombreux criminels "immigrés", qui n'ont rien à voir avec la société néerlandaise. C'est faux. Les amis de la mafia néerlandaise sont les amis du système économique néerlandais.



TRIBUNE

Tout le monde veut faire affaire avec la Mocco Maffia. Savez-vous pourquoi ? Pour le blanchiment. D'organisation miteuse cantonnée aux petits trafics, la Mocco Maffia est devenue une holding financière, les Pays-Bas étant un véritable paradis pour l'argent des narcos.

Pensez-vous que la démocratie néerlandaise n'en paiera pas le prix fort ? C'est grâce au système néerlandais que Ridouan Taghi et la Mocco Maffia sont devenus aussi puissants. Il est encore trop tôt pour déterminer le mobile de l'assassinat de Peter de Vries. Mais, comme beaucoup d'observateurs, je suis convaincu que son témoignage dans le procès

✍ Dessin de
Falco, Cuba.

Qui a tué Peter de Vries ?

●●● Le 6 juillet, vers 20 heures, la nouvelle est sur tous les écrans : le célèbre journaliste d'investigation Peter Rudolf de Vries a été victime de plusieurs coups de feu en pleine rue, à Amsterdam. Rapidement, les regards se tournent vers la Mocco Maffia (mafia spécialisée dans la cocaïne et composée en majorité de Néerlandais d'origine marocaine) et son chef présumé, le redouté Ridouan Taghi. Depuis peu, Peter de Vries était présenté comme le confident d'un témoin clé, criminel repent, dans une vaste affaire de règlements de comptes au sein du trafic de drogue. En septembre 2019, l'avocat Derk Wiersum, qui défendait ce même témoin, avait été assassiné dans des circonstances similaires. Trois mois plus tard, Ridouan Taghi avait été arrêté à Dubaï et extradé aux Pays-Bas. Depuis, pas grand-chose n'a été fait pour lutter contre la mafia, reprochant de nombreux critiques au gouvernement.

Marengo en est la raison principale. Si son témoignage était capital, c'est parce qu'il ne s'agissait pas d'une simple formalité, que Peter de Vries était quelqu'un qui connaissait les rouages de la pègre et qui pouvait les exposer au grand jour. Nous parlons ici d'une organisation qui avait déjà fomenté l'assassinat du journaliste Martin Kok [en 2016] – dans lequel les Néerlandais ont vu un peu vite l'homicide d'un ancien criminel. Car, en vérité, c'est pour ses activités de journaliste qu'il a été tué, mais vous avez préféré porter votre attention sur son passé trouble.

Et voici la pire des réponses, que l'on entend pourtant à tout bout de champ : ce sont les Marocains, ce sont les Italiens, ce sont les

Russes, ce sont les Serbes. Ce sont les immigrés, si utiles et si dangereux à la fois. *“Si on empêche les immigrés d’entrer, on se mettra à l’abri du crime.”* Seulement voilà, ce n’est pas comme ça que ça marche. C’est grâce au système financier néerlandais que toute cette criminalité existe, parce que le système financier néerlandais, jouant la neutralité parfaite, ne refuse plus aucun flux économique.

Îles coffres-forts. Votre gouvernement ne parvient ni à comprendre ni à vous dire ce que vous êtes en train de devenir : une plaque tournante de l’argent sale, un coffre-fort où l’on vient cacher les fruits de la fraude. Les Pays-Bas s’enrichissent grâce à l’argent qui arrive des autres pays : vous êtes devenus des pirates de la finance et votre pays est en passe de devenir une île où les boucaniers viennent planquer leur argent. Les îles néerlandaises sont les coffres-forts de la mafia depuis belle lurette ; en 1997 déjà, les juges savaient que 14 banques avaient été créées sur Aruba [île néerlandaise] par des sociétés liées aux organisations criminelles russes. Les dépôts et les transactions n’étant pas contrôlés dans les Antilles néerlandaises, c’est de là qu’arrivait à Amsterdam l’argent le plus sale des cartels.

Comment est-il possible que votre classe politique n’ait jamais mis le sujet sur la table ? Qu’il n’ait jamais été véritablement abordé dans les campagnes électorales ? Peter de Vries n’a pas été éliminé que par les Anges de la mort (c’est le nom que se donne l’organisation de Ridouan Taghi). C’est tout le système néerlandais qui lui a mis le pistolet sur la tempe. Un système qui ne parvient pas à se réformer. Et le gouvernement, en évacuant sa responsabilité, s’en rend complice. Comment avez-vous fait, chers Pays-Bas, qui êtes un pays libre, pour devenir la branche pourrie de l’Europe sans vous indigner, sans vous opposer ?

— **Roberto Saviano****
Publié le 2 août

* Cette lettre ouverte a d’abord été publiée par le **NRC Handelsblad**, (Amsterdam) le 30 juillet.
** Spécialiste du crime organisé, le journaliste et écrivain italien Roberto Saviano est notamment l’auteur du roman *Gomorra* (Gallimard, 2007). Il vit sous protection policière.

RUSSIE

À Berlin, le retour de l’espionnage à l’ancienne

Un homme soupçonné d’avoir travaillé pour Moscou depuis l’ambassade du Royaume-Uni a été arrêté le 10 août. La presse britannique analyse ce que cela révèle du renseignement russe.

Le scénario, à l’arrière-goût de guerre froide, se déroule pourtant dans l’Allemagne de 2021. Arrêté par les autorités locales le 10 août, David S., agent de sécurité à l’ambassade britannique d’après la presse, est soupçonné d’avoir transmis, contre rémunération, des documents aux services de renseignement russes. Un incident *“digne d’un thriller”*, note **The Daily Telegraph**.

Dans tout bon roman de John Le Carré, le *“traître”* serait en réalité *“un agent double sacrifié par ses supérieurs pour accroître sa crédibilité auprès de Moscou”*. Ici, il n’en est rien, assure le journal.

L’homme de 57 ans, salarié d’une entreprise privée, *“n’avait pas accès à des informations hautement sensibles, il ne s’agissait sans doute que d’un espion de bas étage”*. Pour autant, l’événement signale *“un retour en force de l’espionnage à l’ancienne”*, analyse **The Daily Telegraph**. Celui de la vraie vie, des rencontres secrètes et des contre-allées mal éclairées.

“Ces dernières années, le Kremlin s’est vu accusé de plusieurs cyberattaques spectaculaires”, rappelle **The Guardian**. L’une des opérations, menée en 2015, concernait d’ailleurs le Parlement allemand. *“Mais parallèlement à ces impressionnantes machinations modernes, la Russie continue à pratiquer discrètement ce qu’on pourrait qualifier d’espionnage ordinaire.”*

Dans une pizzeria. Parmi les exemples récents, le journal londonien cite l’expulsion d’un *“diplomate russe”* de Norvège, en août 2020. *“Il était soupçonné d’avoir donné rendez-vous à un Norvégien dans une pizzeria d’Oslo pour le convaincre de lui remettre, moyennant finance, des informations confidentielles au sujet de projets pétroliers et gaziers.”* En 2018, le Royaume-Uni et ses alliés avaient également signifié à 150 officiels russes l’obligation de quitter leur territoire, dans le sillage de la tentative d’assassinat de l’ancien agent double Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia.



↓ Dessin de
Martirena, Cuba.

*“Cette opération est censée avoir porté un grand coup au réseau d’espionnage russe et à sa capacité de recrutement de sources occidentales, souligne **The Guardian**. Mais, en réalité, elle n’a visiblement permis qu’une petite bouffée d’air frais”*, comme l’illustre l’arrestation de David S., trois ans plus tard.

“Il y a tout juste six mois, un ingénieur électricien avait également été arrêté à Berlin, soupçonné d’avoir transmis à Moscou des informations classifiées sur le Parlement allemand”, complète **The Daily Telegraph**.

À en croire le journal conservateur britannique, les services de renseignements russes auraient de nombreuses bonnes raisons de continuer à traiter l’Allemagne comme un terrain de jeu pour ses espions, trente ans après la chute du Mur. Berlin a beau faire figure pour Moscou de partenaire économique et politique de premier choix au sein de

l’UE – comme l’illustre leur commune détermination à mener à bien le chantier du gazoduc Nord Stream 2, entre les deux pays –, la relation s’avère souvent houleuse. *“Angela Merkel a fermement défendu les sanctions européennes contre la Russie en réponse à l’annexion de la Crimée. Elle a également accueilli certains opposants russes de premier plan comme Alexeï Navalny, qui a été soigné en Allemagne après son empoisonnement [en août 2020] par un commando russe”*, liste le quotidien.

Pour Moscou, *“il demeure vital de connaître les intrigues politiques qui se jouent”* dans les coulisses à Berlin, résume **The Times**. Dans cette optique, rien ne vaut le renseignement humain. Contrairement à la majorité des autres grandes puissances, rappelle le quotidien britannique, *“la Russie a conservé une vision à l’ancienne de l’espionnage, et considère que les agents de terrain fournissent des informations plus fiables et de meilleure qualité”*.

— **Courrier international**



Revue
de presse

Ifomene
Institut de Formation à la
Médiation et à la Négociation

L’ifomene de l’Institut Catholique de Paris, créé en 1997, est la référence française en formation à la médiation.

Formations internationales

- **Diplôme Universitaire de Médiateur en contexte INTERculturel et INTERNATIONAL**
Paris, Bruxelles, Beyrouth, Abidjan... 110h de formation à travers 3 continents, pour connaître, comprendre et pratiquer la médiation en contexte interculturel et international.
Nos partenaires :
- **Certification Internationale: Mediator Skills Training (CEDR)**
Obtenir une certification internationale de médiateur et l’agrément CEDR reconnu dans le monde entier par les milieux d’affaires, comme gage de qualité pour un médiateur.
Notre partenaire :

Nouveautés

- **Executive Master Médiation et Management d’entreprise**
Médiation et management : des savoir-faire et un savoir-être à développer pour mieux prévenir et gérer les relations humaines dans l’entreprise.
Notre partenaire :
- **Diplôme Universitaire Médiation et Santé**
Devenir médiateur interne ou externe aux institutions, accompagnant à la médiation, et/ou régulateur interne, dans le monde de la santé, intégrer dans sa pratique quotidienne des outils de médiation.
- **Certificat médiation et négociation entre les entreprises**
Médiation et négociation entre les entreprises : maîtriser les meilleures méthodes et stratégies de résolution des conflits qui s’offrent aux dirigeants et managers.
Notre partenaire :

Et toujours

Diplôme Universitaire de Médiateur, Formation continue du Médiateur, Analyse de Pratique, Café de la Médiation.

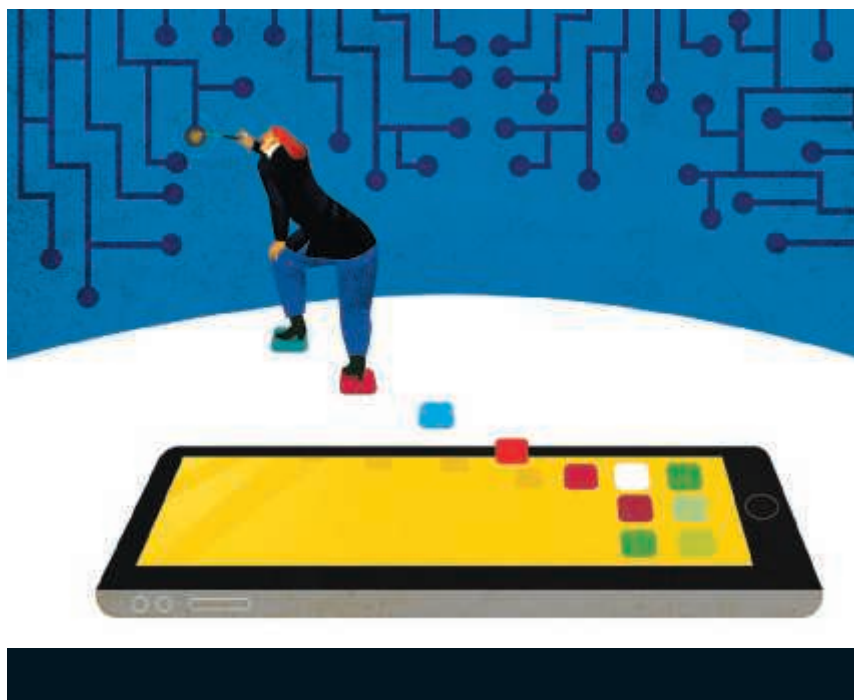
Institut Catholique de Paris - Ifomene
21, rue d’Assas 75270 Paris cedex 06
Tél. 33 (0)1 44 39 52 04 / 52 05 - Fax 33 (0)1 44 39 52 87 - Courriel : contact.ifomene@icp.fr
www.icp.fr/ifomene
Établissement d’enseignement supérieur privé d’intérêt général (ESIPG) - Association loi 1901 reconnue d’utilité publique



france

Entreprises. Les licornes françaises se portent bien

Les start-up prospèrent en France au point que le pays rivalise avec le Royaume-Uni et l'Allemagne en matière d'investissements. Une réussite à confirmer sur le long terme, juge ce quotidien londonien.



—Financial Times Londres

La France a beau avoir été éliminée étonnamment tôt de l'Euro de football 2021 en juin, le jeu continue pour les Bleus – en ligne. Sorare, une plateforme de fantasy football qui repose sur la technologie de la blockchain, rencontre un succès grandissant. C'est une des "licornes potentielles", de plus en plus nombreuses en France, une start-up [non cotée en Bourse] dont la valorisation pourrait atteindre ou dépasser 1 milliard de dollars [850 millions d'euros] dans un avenir proche. Les fans de foot peuvent y acquérir et y échanger des cartes numériques grâce à la cryptomonnaie Ethereum.

A en croire Dealroom, un fournisseur de données sur les entreprises technologiques, Sorare pourrait devenir la onzième licorne française à voir le jour cette année si la levée de fonds annoncée a bien lieu. Cela porterait à 28 le nombre de start-up tricolores valorisées à plus de 1 milliard de dollars. Ce qui n'est pas mal pour une entreprise de 17 employés créée il y a moins de trois ans. Et pour un pays

qui ne comptait que 9 licornes dans son écurie en 2018.

La French Tech a le vent en poupe. Les licornes se multiplient en France plus rapidement que dans les autres grands centres technologiques d'Europe. Ces trois dernières années, le nombre de jeunes pousses tricolores valorisées à plus de 1 milliard de dollars a triplé, contre une hausse de 69 % seulement au Royaume-Uni et de 44 % en Allemagne. La Suède suit de près, avec une hausse de 165 % pour la même période.

Pour être juste, la France surfe sur une vague de forte valorisation des entreprises innovantes qui déferle sur le monde entier, et particulièrement en Europe. D'après un rapport de CB Insights [publié au début de juillet], 136 licornes ont vu le jour dans le monde durant le deuxième trimestre de 2021. C'est presque six fois plus que l'année dernière. Selon [le fournisseur de données]

Le nombre de jeunes pousses tricolores valorisées à plus de 1 milliard de dollars a triplé en trois ans.

PitchBook, le nombre de licornes a augmenté de 41 % en Europe, et leur valeur cumulée a quasiment doublé au premier semestre de 2021, atteignant 198,3 milliards d'euros.

L'Europe est la région où les investissements en capital-risque augmentent le plus rapidement, devant les États-Unis et la Chine, constate une étude [publiée le 8 juillet] de Dealroom et de Sifted, un média dont le Financial Times est cofondateur. En valeur absolue, il est vrai, l'Allemagne et le Royaume-Uni attirent davantage de capitaux que la France. Et le fabricant suédois de batteries pour véhicules électriques Northvolt a réussi à lever 2,75 milliards de dollars [2,30 milliards d'euros] au début de l'été, propulsant la Suède loin devant la France cette année.

Engagement de l'État. Pourtant, Yoram Wijnngaarde, fondateur de Dealroom, observe qu'il se passe quelque chose dans l'Hexagone, où des sociétés d'investissement américaines spécialisées dans la tech telles que Tiger Global Management ou Dragoneer font accéder des start-up au statut de licorne. *"De tous les plus gros hubs technologiques européens – Londres, Paris et Berlin –, c'est Paris qui connaît la croissance la plus rapide",* affirme-t-il. Le dirigeant d'une des plus grandes sociétés d'investissement du monde acquiesce : *"Il devient tout aussi stratégique d'investir dans des entreprises technologiques françaises que dans des entreprises technologiques allemandes ou britanniques."*

Les données de Dealroom montrent que l'année dernière les investisseurs nord-américains ont considérablement augmenté leur financement des jeunes pousses françaises, passant de 13 % à 31 % des sommes totales investies dans l'Hexagone, contre un peu plus de 40 % pour les start-up britanniques et allemandes.

De quoi ravir Emmanuel Macron, qui a promis de faire de la France *"une nation de licornes"* [voir encadré]. La réforme de l'impôt sur la fortune et sur les dividendes ainsi que le visa French Tech mis en place pour attirer des start-up non européennes ont contribué à dynamiser ce milieu. Des fonds d'investissement tels que Kima Ventures, créé par l'entrepreneur en série Xavier Niel [actionnaire du groupe Le Monde, dont Courrier international fait partie], ont également joué un rôle en octroyant des fonds d'amorçage. De plus, l'argent public a été largement mis à contribution. Selon Sifted, [la banque publique d'investissement] Bpifrance a été l'un des dix premiers investisseurs en capital-risque du monde au premier semestre et représente près de 20 % du financement des start-up tricolores. Le gouvernement a également mis 4 milliards d'euros à disposition pour soutenir les entrepreneurs durant la crise sanitaire.

Un tel engagement de l'État est inhabituel en Europe, remarquent les investisseurs. *"Il n'existe rien de tel en Allemagne ou au*

✍ Dessin d'Ajubel paru dans EL Mundo, Madrid.

Contexte

●●● En avril 2017, alors en pleine campagne pour la présidentielle, Emmanuel Macron martelait devant un parterre d'entrepreneurs que la France devait devenir *"la nation des start-up"*. Deux ans plus tard, il se fixait pour objectif de faire émerger 25 licornes sur le territoire national d'ici à 2025.

De la plateforme de covoiturage BlaBlaCar au service de santé Doctolib, en passant par le géant musical Deezer, la France compterait à ce jour une quinzaine de licornes – les chiffres variant selon les modes de calcul. Depuis les années 2000, les entreprises innovantes ont bénéficié d'un environnement favorable à leur expansion. Outre le label "French Tech" qui promeut l'entrepreneuriat national dans le numérique, la création en 2012 de la Banque publique d'investissement a participé à renforcer le soutien de l'État aux start-up. Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, diverses mesures fiscales favorables aux entreprises sont entrées en vigueur, mais c'est surtout l'augmentation des sommes récoltées lors des levées de fonds, émanant en grande partie de l'étranger, qui prélude à leur épanouissement.

Royaume-Uni", déclare Virginie Morgon, qui dirige la société d'investissement Eurazeo. La question qui se pose maintenant est : que va-t-il se passer demain ? Avoir beaucoup de start-up ne suffit pas. Ce n'est que lorsque ces entreprises se seront suffisamment développées et commenceront à irriguer l'ensemble de l'économie que l'on pourra considérer la stratégie gouvernementale comme durablement efficace. Si le modèle actuel d'un solide soutien étatique a porté ses fruits, le gouvernement va néanmoins devoir élaborer un plan de croissance à long terme. Plusieurs signes laissent penser que le processus est lancé, au vu notamment de la campagne visant à encourager l'investissement dans les entreprises déjà en phase de croissance rapide.

Cependant, si cette politique ne bénéficie qu'à une riche élite technologique, il faudra s'attendre à un retour de bâton de la part de l'opinion publique. La French Tech traverse incontestablement une période très stimulante. Mais cette dernière risque aussi d'être très éprouvante.

—Peggy Hollinger
Publié le 15 juillet

Profitez de cette **offre d'abonnement**
12,40 € par mois

Près de
45%*
réduction

EN CADEAU 4 numéros
de **Courrier international**

Valeur
18 €

VOTRE ABONNEMENT COMPREND



1 an (52 numéros)



6 hors-séries à paraître



l'accès au **site Internet**
et au **Réveil Courrier** sur tous
vos supports numériques



Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

Oui, je m'abonne à *Courrier international* + ses hors-séries

RCO21BA1607

☐ **Je règle par prélèvement mensuel 12,40 €** au lieu de ~~22,48 €*~~ + **en cadeau** 4 numéros de *Courrier international*.
Les hors-séries seront expédiés au fur et à mesure de leur parution.

Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

☐ **Je préfère régler en une fois 149 €** au lieu de ~~269,80 €*~~ + **en cadeau** 4 numéros de *Courrier international*,
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/auto3>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

*Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/12/2021 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement récurrent

Fait à :

Le :

Signature obligatoire

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire
.....

BIC - Code international d'identification de votre banque
.....

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France
75013 Paris



amériques



—Los Angeles Times
(extraits) Los Angeles

Les Amérindiens qui vivent depuis des milliers d'années à Klamath Falls, dans l'Ouest américain, racontent qu'un serpent géant les menaçait autrefois depuis les hauteurs arides qui surplombent le lac Klamath supérieur, dans le sud de l'Oregon, près de la frontière avec la Californie. Cette créature descendait subrepticement des rochers pour chasser les humains jusqu'au jour où le Créateur, G'mok'am'c, l'a éliminée au moyen d'une lame en obsidienne. Il a jeté les morceaux du serpent dans le lac, où ils se sont transformés en c'waam, un poisson d'eau douce qui vit jusqu'à 50 ans et qui est devenu l'âme écologique et religieuse des tribus. G'mok'am'c a fait savoir aux populations que leur destin était indissociable de celui du poisson – s'il périt, ils subiront le même sort.

Dans cette région, une ressource rare – l'eau – provoque depuis des décennies un conflit terrible entre les autochtones et les descendants des colons. Le bassin du fleuve Klamath est aujourd'hui en proie à de graves sécheresses, comme l'essentiel de l'Ouest américain [à la mi-juillet, un immense incendie s'est déclaré dans la région]. Les agriculteurs à la tête d'exploitations familiales disent souvent que le conflit les oppose à l'administration fédérale, qui impose la protection du poisson, menacé en raison de la dégradation progressive de son habitat. Mais, selon des Amérindiens, ce point de vue néglige une vérité plus amère.

États-Unis. Le manque d'eau ravive des conflits ancestraux

La sécheresse qui sévit depuis des mois dans l'Oregon attise les tensions raciales entre les tribus amérindiennes et les agriculteurs blancs, soutenus par l'extrême droite. Au cœur des disputes : les restrictions d'eau imposées par l'État fédéral.

Cette façon de voir les choses dissimule les véritables enjeux que sont les relations raciales, la justice et les traumatismes intergénérationnels d'un peuple qui a subi des massacres, l'enlèvement de ses enfants et le vol de ses terres – mais qui a préservé sa culture sacrée. *“Notre crise de l'eau perdure notamment à cause du racisme. Et le racisme qui vise les tribus perdure en partie à cause de notre crise de l'eau,”* explique Joey Gentry, militante amérindienne qui est rentrée dans la région en 2018 après avoir vécu à Portland [la plus grande ville de l'Oregon, sur la côte]. *Je crains de subir des représailles en raison de mes prises de position. Je ne suis pas sereine dans certains quartiers de la ville, au contact de certaines catégories de personnes.”*



REPORTAGE

Cette année, le conflit s'envenime d'autant plus qu'un groupe de militants d'extrême droite menace de prendre le contrôle des vannes déterminant la quantité d'eau qui irriguera les champs. Le lac, dont le pourtour fait environ 150 kilomètres, est peu alimenté par la fonte des neiges en amont et sa profondeur est suffisamment faible à certains endroits pour qu'on le traverse à pied. À la fin de l'été, comme les années précédentes, l'eau risque d'être trop chaude et toxique pour le c'waam et une autre espèce protégée, le koptu. Pour lutter contre la disparition de ces poissons, les autorités fédérales ont interdit qu'une seule goutte d'eau soit acheminée du lac vers les exploitations agricoles, mais elles autorisent périodiquement que

des volumes considérables d'eau servent à aider en aval une autre espèce protégée, le saumon. Les Amérindiens n'ont pas le contrôle de l'approvisionnement en eau, mais ils ont des droits juridiques en vertu d'un traité [datant de 1864] qui leur garantit de pouvoir chasser, cultiver et pêcher sur leurs terres ancestrales. Ils signalent depuis longtemps que la mauvaise santé du lac décime les poissons, ce qui est contraire aux droits qui leur sont accordés par l'État fédéral. Privées d'irrigation, les exploitations agricoles, elles, se meurent et entraînent dans leur chute des villes telles que Keno, Tulalake et Dairy. Des jeunes qui auraient autrefois pris la relève cherchent à partir. Les héritiers d'exploitations qui ont un statut de propriété familiale protégée depuis des générations sont furieux et inquiets.

Depuis la dernière grande restriction d'eau, en 2001, le réchauffement climatique a exacerbé les difficultés et poussé la région à bout. *“Il y a tout simplement trop de gens et il n'y a pas assez d'eau pour tout le monde,”* résume Don Gentry, président des tribus de Klamath et frère aîné de Joey. Les chefs tribaux dissuadent depuis longtemps ceux qui sont tentés de dénoncer des actes de discrimination, de peur d'aggraver la situation. Ils soulignent que l'animosité à leur égard s'est amplifiée à mesure que des tribunaux fédéraux ont réitéré leurs droits relatifs à l'eau.

Tirs d'armes à feu. Quand les agriculteurs ont été privés d'accès à l'eau pendant la sécheresse de 2001, la situation était si tendue que Don Gentry évitait de se rendre dans la ville de Klamath Falls depuis Chiloquin, une zone rurale à 15 kilomètres au nord où vivent de nombreux Amérindiens. À cette période, quelqu'un a craché sur l'un des chefs tribaux, et quand des Amérindiens allaient au restaurant, on refusait parfois de leur servir à boire. Certains habitants affichaient sur leur pare-chocs un autocollant montrant un poisson visé par un jet d'urine, accompagné de la légende : *“La voilà ton eau, sale poisson.”* Un groupe d'hommes a aussi traversé Chiloquin en multipliant les tirs d'armes à feu.

Ces derniers temps, Don Gentry voit bien que cette tendance revient. Au printemps, un homme armé s'est arrêté au

À gauche, un champ d'oignons irrigué avec l'eau du lac Klamath. À droite, Dan Nielsen sous un chapiteau. Il s'est installé là pour défendre les agriculteurs. Photos R. Gauthier/LA Times/TNS

niveau de la voiture de son petit-fils et l'a menacé. Mais les jeunes Amérindiens sont désormais portés par la dynamique du mouvement Black Lives Matter, qui les pousse à défendre des priorités de leurs tribus. S'il était autrefois tabou d'exprimer publiquement des doléances sur les sujets raciaux, l'Amérindienne Charlie Wright a mené au printemps 2021 l'une des plus grandes mobilisations publiques en faveur de son peuple depuis plusieurs décennies. C'était sa première incursion dans le milieu du militantisme. Elle explique que la mort de George Floyd [tué par un policier blanc en intervention, le 25 mai 2020] et les mobilisations citoyennes qui en ont découlé ont des répercussions jusqu'à Klamath.

Charlie Wright comme Joey Gentry veillent à préciser qu'elles parlent en leur nom uniquement et qu'elles ne s'expriment pas pour leurs tribus, ce que seuls les chefs peuvent faire. Les chefs tribaux sont quant à eux conscients de l'irritation qui grandit au sein de leur communauté et affirment qu'ils soutiennent les initiatives de la jeunesse. Ils voient aussi les effets d'avoir un gouvernement fédéral qui les soutient. Le président américain Joe Biden a nommé Deb Haaland [ancienne députée du Nouveau-Mexique] ministre de l'Intérieur [qui gère et préserve les terres et ressources fédérales]. Elle est la première Amérindienne à occuper ce poste. Elle a récemment approuvé le retrait d'un barrage dans la région de Klamath.

Le lac Klamath supérieur alimente un vaste réseau de canaux construits sous l'égide de l'État fédéral, qui irriguent des champs de luzerne, d'oignons, de menthe, de pommes de terre... Ce sont des terres qui avaient été distribuées par le gouvernement américain à d'anciens combattants après la Première Guerre mondiale. Cette zone, encadrée par le projet Klamath, se compose en majorité de parcelles rectangulaires assez grandes pour nourrir une famille. Chaque année, à l'extrémité sud de l'étendue d'eau, une grue ouvre six gigantesques écluses en béton, permettant à l'eau de s'engouffrer dans le complexe réseau d'irrigation. Ces voies d'eau traversent des refuges pour la faune – notamment des pélicans et des aigrettes, autrefois

nombreux dans les marais – avant de rejoindre le cours du fleuve Klamath, de nombreux kilomètres en aval. Les tribunaux ont estimé que les irrigateurs avaient un droit d'usufruit, qui leur permet d'utiliser la couche supérieure des eaux du lac, soit 1,80 mètre. Le projet qui en découle est une prouesse technique, mais il révèle aussi que l'État fédéral prend des engagements que la nature ne peut tenir.

Ouvrir les vannes. Cette année, un chapiteau rouge et blanc a été monté à proximité immédiate des vannes. Il a été installé par une frange d'extrême droite qui agit en coopération avec le militant libertarien Ammon Bundy [candidat au poste de gouverneur de l'Idaho]. Il fait valoir depuis longtemps que l'État fédéral n'a pas le droit de posséder ou d'administrer des territoires relevant du bien commun. C'est un message qui parle aux agriculteurs, qui affirment qu'on leur a vendu des droits pérennes en matière d'accès aux réseaux d'eau de l'Oregon lorsqu'ils ont acheté leurs exploitations. Nombreux sont les Amérindiens qui se sentent menacés par Ammon Bundy et ses sympathisants. Quand Joey Gentry a vu apparaître le chapiteau, elle s'est dit que ça signait la «fin de toutes les éventuelles solutions».

L'un des organisateurs de cette manifestation, Dan Nielsen, vit dans une caravane sur place. Il a une petite exploitation agricole et il est par ailleurs courtier en transport routier. En 2021, il a peu de chances de pouvoir arroser ses cultures grâce aux canaux d'irrigation, mais il affirme qu'il peut

se procurer une grue pour lever lui-même les vannes, si besoin. Dan Nielsen martèle que cette eau est sienne de droit et dans la loi. En 2001, il avait coorganisé une mobilisation comparable qui avait attiré 18 000 participants. En juillet de cette année-là, des militants avaient accédé par effraction aux vannes et les avaient ouvertes. Ils étaient partis de leur plein gré à l'arrivée de la police fédérale, après les attentats du 11 Septembre.

Si le recours à la force est nécessaire pour avoir accès à l'eau en 2021, prévient Dan Nielsen, il est prêt à cette éventualité. Lui et un autre manifestant ont acheté le terrain qu'ils occupent, ils ont ainsi le droit d'y rester au titre de la propriété privée. «Ils ont illégalement saisi notre eau sans respecter la loi, sans décision judiciaire, rien, dénonce-t-il. Le gouvernement a promis aux tribus de l'eau qui ne leur appartient pas. Le gouvernement n'a aucune prérogative en matière d'eau. Mais l'État fédéral harcèle les gens, c'est ça la vérité.» La crainte d'une intervention d'Ammon Bundy est un argument de poids face aux autorités fédérales. «Les bureaucrates ont peur de lui», résume Dan Nielsen.

En porte-à-faux entre les Amérindiens et les manifestants qui occupent le chapiteau, il reste la majorité des agriculteurs qui ont une parcelle concernée par le projet Klamath, inquiets de ce qui leur arrivera cette année, mais aussi les suivantes. «C'est terrifiant», confie Brad Kirby, gestionnaire de l'irrigation dans le district de Tulelake. Il est «Poiseau de malheur» chargé d'informer les

habitants des quelques gouttes d'eau auxquelles ils auront droit. «Si personne n'y met du sien – notamment du côté des tribus –, je ne sais pas ce qu'il adviendra de ma ville.» Autrefois considérée comme la commune agricole la plus prospère du coin, avec une boulangerie et un supermarché, Tulelake semble aujourd'hui abandonnée. La famille à qui appartenait le supermarché a vendu son fonds de commerce et le magasin ne vend quasiment plus que de l'alcool. La grand-rue est pour ainsi dire désertée et il n'y a plus que 800 habitants [contre plus de 1000 au début des années 2000].

Paul Crawford fait partie des rares jeunes agriculteurs qui tentent de s'en sortir. En 2011, il est rentré d'Afghanistan, où il était militaire, et il a acheté 236 hectares de terres. Après de bonnes récoltes en 2016, il a acheté une maison construite sur 16 hectares, avec des cultures de luzerne et des chèvres. Une nouvelle grange est en construction, mais il ne sait pas s'il en sera encore proprié-

«Il y a simplement trop de gens et pas assez d'eau pour tout le monde.»

Don Gentry, PRÉSIDENT DES TRIBUS DE KLAMATH

taire quand elle sera terminée. Cette année, 40 % seulement de ses champs ont été semencés. Comme de nombreux autres agriculteurs, il est convaincu que les hypothèses scientifiques qui sous-tendent les décisions de l'État fédéral sont erronées et aboutissent à des retenues d'eau dans le lac qui devraient bénéficier aux champs.

Depuis des années, malgré la surveillance du niveau d'eau, les populations de poissons protégés n'ont pas augmenté, pas plus que celles de saumons. Selon lui, il faut changer de stratégie. Et de souligner : «Je ne me bats pas contre un poisson. Je ne me bats pas contre les tribus. Je me bats contre de mauvaises études scientifiques.» Paul Crawford précise aussi qu'il n'est pas favorable aux actes de violence, mais il comprend la colère qui a poussé Dan Nielsen à ériger son chapiteau. Même les modérés sont exaspérés par la position intraitable des Amérindiens et certains les accusent de jouer la «carte de la

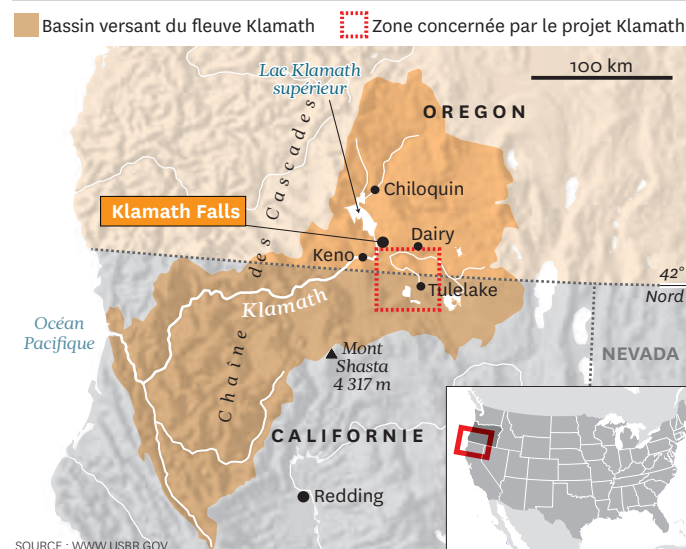
race» pour renforcer leur pouvoir. «Le problème, avance Scott Seus, agriculteur comme son père, c'est que ce n'est plus seulement une question de poissons. Ils parlent de réparations, de colonialisme.»

Clayton Dumont, un chef tribal, précise qu'il comprend les difficultés des agriculteurs, mais sa compassion a des limites. Il rappelle des événements marquants de l'histoire des tribus, notamment les pendants d'Amérindiens après la guerre menée [au XIX^e siècle] contre les colons blancs pour protester contre les expulsions de leurs terres.

Les tribus de Klamath ont aussi subi les conséquences d'une loi de 1954 qui leur a retiré le statut de tribu, à la suite de quoi leur réserve a été placée sous l'égide de l'État fédéral et transformée pour l'essentiel en un parc national. Les grands-parents de Clayton Dumont, en proie à l'alcoolisme, ont envoyé son père dans un internat aux méthodes brutales, à une époque où le gouvernement américain imposait une politique d'assimilation aux Amérindiens. Les tribus, raconte-t-il, cherchent à surmonter cette «catastrophe générationnelle», qui est indissociable du destin du lac ou du poisson.

S'il ne reproche pas aux agriculteurs d'aujourd'hui les torts que les générations précédentes ont causés aux Amérindiens, Clayton Dumont souligne que la bataille actuelle s'inscrit dans le prolongement du «conflit sur la notion de privilège blanc, dont ils sont persuadés de ne pas profiter». «Ça ne me paraît pas déraisonnable de vouloir protéger mon habitat. Toutes les créatures vivantes en font autant.»

—Anita Chabria
Publié le 23 juin



SOURCE

LOS ANGELES TIMES
Los Angeles, États-Unis
Quotidien
latimes.com

Créé en 1881, c'est le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays et le grand spécialiste des sujets de société et de l'industrie du divertissement. En 2018, le Los Angeles Times a été vendu à un milliardaire des biotechnologies, Patrick Soon-Shiong.



afrique



Afrique du Sud. Un chaos très organisé

Le 7 juillet, l'arrestation de l'ex-président Jacob Zuma a entraîné dix jours d'émeutes. Ces violences étaient planifiées, révèle le *Daily Maverick*.

—Daily Maverick
Johannesburg

Des membres de l'African National Congress [ANC, le parti politique au pouvoir, dont est issu l'ex-président Jacob Zuma], de l'ANC Youth League [section jeunesse] et du South African Youth Congress ont posté sur WhatsApp des messages dans lesquels ils se vantent des pillages et des barrages routiers au plus fort des émeutes qui ont frappé les provinces du KwaZulu-Natal et du Gauteng, entre le 9 et le 16 juillet.

Ces messages montrent comment les organisateurs ont planifié les désordres via des groupes WhatsApp et au sein des structures du parti au pouvoir. Le groupe principal a d'abord été appelé "Free Zuma Coordinators" [Coordination Libérez Zuma], avant de devenir "Free Zuma Information" [Information

Libérez Zuma], avec des groupes satellites disséminés dans différentes régions. Les membres de groupes moins importants annonçaient quelles routes, petites et grandes, seraient fermées et où auraient lieu les pillages. Puis ils envoyaient des messages aux chefs quand les membres avaient mis un projet à exécution.

Lanceurs d'alertes. L'ancien président Jacob Zuma a été emprisonné dans la nuit du 7 au 8 juillet; deux nuits plus tard, des carjackings de camions ont commencé sur la N3 [entre Johannesburg, dans le Gauteng, et Durban, dans le KwaZulu-Natal]. Des membres de l'ANC ont publié des images de camions garés en travers de l'autoroute, qui allait y rester pendant près d'une semaine. Ce fut le début de sept nuits d'émeutes et de pillages qui ont fait les gros titres de la presse mondiale.

✎ Dessin de Mayk paru dans *Sydsvenskan*, Malmö (Suède).

Les émeutiers ont filmé et publié des vidéos sur différents canaux [dans la nuit du 9 au 10 juillet]. Dans l'un de ces posts, un membre de l'ANC écrit : "Faisons libérer Nxamalala [Zuma]." Puis il constate que les grandes routes sont fermées à la circulation et il incite d'autres cadres à bloquer d'autres grandes artères. Le message d'instructions, publié à l'attention de différents groupes, était le suivant : "Nous vous demandons donc, camarades, de vous mobiliser dans vos zones, même si ce n'est que dix d'entre vous, et d'arrêter quatre camions sur la route, après quoi vous n'aurez plus rien à faire, vous pourrez partir. Prenez les clés de ces camions. Nous vous en remercions."

Sanele Zakhele Masuku, membre de l'ANC Youth League, a confirmé au *Daily Maverick* qu'il avait publié la vidéo, mais il assure ne pas avoir participé [à la mise en place du barrage routier] – d'après les lanceurs d'alerte de l'ANC qui ont rassemblé ces documents, il en serait cependant à l'origine.

De nombreux posts ont été publiés où l'on voit des camions détournés et brûlés, certaines images accompagnées de la légende : "On s'y met." Sur les réseaux sociaux, Sanele Zakhele Masuku jouait les gros durs. Il a publié un message qu'on peut traduire ainsi : "Je vous en prie, arrêtez-moi quand j'aurai fermé la N2."

Pendant le week-end [des 10 et 11 juillet], 250 camions ont été brûlés ou piratés, 45 d'entre eux sur la N3 et l'itinéraire côtier N2 à Durban. Les autres ont été détruits ou endommagés devant des magasins ou des entrepôts, affirme Gavin Kelly, directeur d'une association de fret routier.

Les organisateurs [du pillage d'un centre commercial] ont fixé le rendez-vous à 3 heures du matin [la nuit du 9 au 10 juillet], avec cet appel : "Mobilisons toutes nos forces sur le terrain." Bridge City Mall est situé à KwaMashu [township de Durban]. Le président Cyril Ramaphosa s'y est rendu le 16 juillet, escorté par des policiers et des militaires – qui n'étaient pas là lorsque le centre a été attaqué.

Au moins une partie des pillages ont donc été organisés par des militants politiques locaux. Le langage qu'ils utilisent, avec des formules comme "mobilisons toutes

nos forces", est celui d'une formation politique. Les membres se donnent du "camarade". Les premières manifestations et pillages ont été planifiés spécifiquement dans le cadre de la campagne pour la libération de Zuma, mais ensuite des débordements ont commencé à se produire, les organisateurs perdant le contrôle de ce qu'ils avaient organisé.

Une liste de 30 noms. Le 22 juillet, l'Association des propriétaires [de biens immobiliers] d'Afrique du Sud annonçait que 100 centres commerciaux avaient été pillés, incendiés ou très endommagés par le feu, et environ 3 000 magasins pillés également. Rien qu'à Durban des marchandises d'une valeur de 1,5 milliard de rands [86 millions d'euros] ont été perdues.

Au cours de la semaine, la police, débordée, a arrêté près de 1 700 personnes au Gauteng et au KwaZulu-Natal. À Durban, certains des individus arrêtés ont posté des messages vidéo de leur arrestation, pris à l'arrière des cars de police, sur leurs groupes WhatsApp. Toutes les publications de ces groupes ont une caractéristique commune :

les organisateurs et les émeutiers emploient le langage de l'ANC pour se mobiliser, ce qui laisse à penser que ce qui était initialement un projet politique a dérapé et s'est transformé en autre chose.

Certaines des preuves recueillies par le *Daily Maverick* proviennent de lanceurs d'alerte membres de l'ANC, scandalisés par ce qu'ont fait leurs camarades militants au KwaZulu-Natal et au Gauteng.

"Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur de tels actes. Les organisateurs et les exécutants doivent être dénoncés à la police, et le cas échéant démis de leurs fonctions officielles", lance un militant de l'ANC.

Son parti souhaite que des mesures soient prises contre les individus qui ont rassemblé des pneus (destinés à être brûlés), utilisé des bulldozers (pour bloquer les routes avec du sable) et fabriqué des cocktails molotov. Des militants de l'ANC ont dressé une liste de 30 noms sur lesquels ils estiment que la police devrait enquêter, mais ils ne l'ont encore adressée à personne.

—Ferial Haffajee
Publié le 29 juillet

Contexte

●●● Du 9 au 16 juillet 2021, l'Afrique du Sud a connu la pire flambée de violences de son histoire récente. Condamné à quinze mois de prison pour outrage après avoir refusé de témoigner devant une commission d'enquête sur la corruption, l'ancien président sud-africain (2009-2018) Jacob Zuma a été incarcéré dans la nuit du 7 au 8 juillet. Deux nuits plus tard, des attaques dans la province du KwaZulu-Natal (bastion de Zuma) visent d'abord des camions, avant de se muer en pillages de masse et de gagner la plus grande ville du pays, Johannesburg, et la capitale, Pretoria. Des milliers de commerces sont saccagés, ainsi que des usines et des entrepôts. Dans certains quartiers, des milices d'autodéfense se constituent alors que la police est dépassée. Bilan de ces émeutes organisées par certains membres de l'ANC (le parti de Zuma, mais aussi de son successeur Cyril Ramaphosa) : plus de 330 morts. L'impact sur l'économie est estimé à 3 milliards d'euros. L'ampleur des dégâts met en lumière le désespoir d'une partie grandissante de la population dans le pays le plus inégalitaire du monde, où deux jeunes sur trois sont au chômage.

SOURCE

DAILY MAVERICK
Johannesburg, Afrique du Sud
dailymaverick.co.za

Le *Daily Maverick* est né sur les cendres de *Maverick*, un magazine d'affaires lancé à la fin de 2005. Audacieux, décalé et réactif, ce webzine est devenu l'un des sites phares de la presse sud-africaine.



UGANDA

La décennie perdue de Kampala

En 2011, la capitale ougandaise changeait de statut – en théorie pour être mieux administrée. Mais rien n'a vraiment changé, déplore cet éditorialiste, qui décrit avec ironie une ville chaotique.



—The East African Nairobi

En Ouganda, les pauvres ont un avantage : ils ne connaissent pas la douleur d'être riche dans une ville mal administrée. Oui, les souffrances de la privation ne sont rien en comparaison des tourments de ceux qui se retrouvent avec des biens hors de prix sur les bras, rendus inutiles par un environnement chaotique.

La Bible évoque des perles jetées aux pourceaux. À Kampala, on parle plutôt de vêtements tout juste lavés, étendus dans la boue pour qu'ils sèchent. Grâce à mes quelques amis très fortunés et à mes nombreuses connaissances plus ou moins riches, je connais les épreuves que subissent chaque jour nos concitoyens riches qui vivent et travaillent à Kampala, et il n'y a pas de quoi les envier. Être riche à Kampala, c'est comme se faire servir un repas gastronomique dans une déchèterie puante.

Les riches travaillent avec acharnement (et, s'ils sont des voleurs, volent avec acharnement) pour obtenir un peu de confort, pas seulement en guise de récompense, mais aussi pour faciliter leur vie professionnelle. Est-il juste qu'ils ne puissent pas profiter de leurs précieuses

acquisitions et qu'ils souffrent comme les indigents n'ayant pas travaillé aussi dur qu'eux ?

Embouteillages. Ils importent des Range Rover dernier cri, et dès qu'ils franchissent leur portail pour se rendre au travail à 2 miles [environ 3 kilomètres] de là, ils se retrouvent bêtement coincés pendant deux heures dans les embouteillages. Quelle injustice !

Aujourd'hui, je pleure pour Kampala, car cela fait dix ans qu'elle a obtenu le statut d'"Autorité" [ce changement de statut place la capitale sous l'autorité directe du gouvernement]. Si les dirigeants de la Kampala Capital City Authority (KCCA) [l'agence gouvernementale qui administre la ville depuis 2011] n'oublent pas l'anniversaire de cette date charnière, il serait intéressant de lire le compte rendu qu'ils adresseront au reste du monde. Car une capitale est un territoire international qui se doit d'offrir un minimum de services, surtout si elle aspire à attirer les touristes et les investisseurs.

En 2010, le Parlement a débattu pendant des jours

Un boda boda (moto-taxi) à Kampala, août 2020.

Photo Sally Hayden/SOPA Images/LightRocket via Getty Images

avant d'accorder à Kampala le statut d'"Autorité" pour garantir son bon fonctionnement. Auparavant, la ville n'était qu'un district comme les autres, accusé d'être dirigé par des conseillers municipaux incompetents.

Aujourd'hui, l'intelligentsia ougandaise aime se moquer des concepteurs de programmes scolaires qui ont imposé à nos enfants l'étude de la géographie de l'Amérique du Nord – les Grandes Plaines, la Voie maritime du Saint-Laurent, la Corn Belt, la Tennessee Valley Authority (TVA). Il y a quatre-vingts ans à peine, la grande vallée du Tennessee, aux si formidables États-Unis, était encore sous-développée, jusqu'à ce que la création de la TVA sorte des millions d'Américains de la misère [notamment grâce à la production d'électricité, qui a permis le développement économique de la région].

Qu'y a-t-il donc de mal à ce qu'un pays qui peine à atteindre le statut de "pays à revenu intermédiaire" apprenne comment les Américains ont mis en œuvre un programme de développement pour acquérir leur statut enviable de superpuissance, notamment économique ?

Si vous trouvez que les États-Unis sont trop loin ou que vous avez une dent contre eux, nous avons la Tanzanie juste à côté, dont le président John Pombe Magufuli, qui vient de nous quitter [il est mort subitement le 17 mars], a piloté la rapide transformation physique sans trop endetté le pays.

Avant de rédiger leur compte rendu officiel sur les dix ans de l'Autorité et de répertorier les recettes multipliées par cent ainsi que les centaines de millions de dollars venus creuser la dette publique, les dirigeants de la KCCA, qui s'agitent depuis dix ans pour transformer Kampala, devraient visiter Dar Es-Salaam pour voir ce qu'on y a accompli en l'espace de cinq ans.

Les responsables de la KCCA ne doivent pas imiter mais comprendre pourquoi certaines choses ont été faites. Au lieu de construire un pont à plusieurs millions de dollars, par exemple [inauguré en 2018, le pont de

Jinja, qui enjambe le Nil, est un ouvrage monumental qui a coûté quelque 125 millions de dollars], ils pourraient construire des débarcadères pour relier les villes d'Entebbe, Kampala et Jinja, qui sont proches par voie maritime.

Air pollué. Les dirigeants de la KCCA devraient surtout étudier le réseau de transports de Dar Es-Salaam, où les bus circulent sans encombre. Des bus ? La plupart des responsables de la KCCA ne vivaient peut-être pas à Kampala, ou n'étaient sans doute même pas nés, au milieu des années 1970 et n'ont donc jamais connu de réseau de bus opérationnel.

En attendant, nos riches concitoyens doivent prendre leur mal en patience dans leurs luxueuses voitures, coincés dans les embouteillages pendant des heures. Puisqu'on leur a dit que la climatisation avait des effets néfastes en période de Covid-19, ils baissent leurs vitres, respirant ainsi de l'air fortement pollué, à des niveaux six fois plus élevés que ceux préconisés par l'Organisation mondiale de la santé, grâce aux gaz d'échappement du million de vieux tacots conduits par les plus pauvres.

En plus des *matatu* – un seul bus peut se substituer à six de ces [minibus] – circulent également un demi-million de *boda boda* [moto-taxis] – dont 90 peuvent être remplacés par un bus – qui envoient du carburant à moitié brûlé dans les poumons de nos riches concitoyens, en guise de récompense pour leur travail acharné.

Je recommanderais bien également une visite de l'autoroute monumentale de Nairobi-Thika, au Kenya [inaugurée en 2012, cette huit-voies relie la capitale à la ville industrielle située 50 kilomètres au nord-est], mais ceux qui refusent que l'on parle des projets nord-américains pourraient m'accuser de chanter les louanges de nos voisins, au lieu de celles de Kampala. Alors, joyeux dixième anniversaire, chère Kampala !

—Joachim Buwembo*

Publié le 8 avril

* Joachim Buwembo est un éditorialiste politique ougandais.

Prochain épisode de notre série d'été : Dar Es-Salaam



Repères

●●● La région de Kampala était avant la colonisation britannique (1888-1962) le terrain de chasse favori des rois du Bouganda. Devenue capitale à la place d'Entebbe à l'indépendance, la ville a été en grande partie détruite lors de la guerre contre la Tanzanie (1978-1979), qui a mené à la chute de la sanglante dictature d'Amin Dada. Bordée d'un côté par les collines, de l'autre par le lac Victoria, Kampala compte plus de 4 millions d'habitants. Les inégalités y sont très fortes. Aujourd'hui, elle est le théâtre d'une âpre lutte politique entre l'un des plus vieux dirigeants africains, Yoweri Museveni, au pouvoir depuis trente-cinq ans, et Bobi Wine, ancien chanteur et icône de la jeunesse.

SOURCE

THE EAST AFRICAN

Nairobi, Kenya

Hebdomadaire

theeastafrican.co.ke

Publié simultanément

en Ouganda, au Kenya

et en Tanzanie, The East

African a été fondé en 1994.

Cet hebdomadaire appartenant au groupe Nation est une référence pour tous les observateurs de la région.





Liban. Le Hezbollah en disgrâce

Le si puissant "Parti de Dieu" s'obstine à ignorer la contestation et les critiques visant ses actions de "résistance". Pourtant la colère des Libanais, toutes confessions confondues, ne fait que grandir, explique ce spécialiste de la région.



—Carnegie Middle East Center Beyrouth

Le Hezbollah a beau estimer qu'un environnement libanais favorable au parti et à ses objectifs joue un rôle essentiel dans sa résistance contre Israël, ces deux dernières années, rien n'a montré sa volonté de mettre cette idée en œuvre. Au contraire, depuis le soulèvement contre la classe politique en place, en octobre 2019, le Hezbollah a commis de nombreuses erreurs qui n'ont fait qu'amener davantage de Libanais à s'opposer à sa position dans le pays.

Ces deux dernières semaines, le parti a été confronté à plusieurs problèmes prouvant que tout n'est pas rose pour lui. [Début août], des accrochages ont éclaté entre des membres du Hezbollah et des membres armés d'une tribu sunnite à

l'entrée sud de Beyrouth. Les combats faisaient suite à l'assassinat par vengeance, par un membre de la tribu, d'un responsable du Hezbollah [Ali Chebli] accusé d'avoir abattu le frère du meurtrier.

Lors des funérailles du responsable du Hezbollah, [le 1^{er} août], des membres de la tribu ont pris en embuscade le convoi funéraire, tuant plusieurs personnes. Les incidents ont rapidement évolué en une bataille rangée entre les deux camps. Le Hezbollah a alors demandé à l'armée d'intervenir et de mettre fin aux violences, préférant de ne pas tomber dans une escalade qui aurait eu des répercussions sectaires.

Quelques jours plus tard, alors que le Hezbollah répondait à une attaque aérienne israélienne contre le Sud-Liban en tirant des roquettes autour des positions militaires israéliennes dans les

fermes de Chebaa et les collines de Kfar Shouba occupées par Israël, un de ses camions chargé de roquettes a été arrêté par les habitants quand il traversait le village druze de Shouwayya. Les membres du Hezbollah ont été rudoyés par les villageois qui leur ont confisqué le camion. Les habitants étaient furieux que le parti procède à des tirs à proximité de leur village, avec le risque de voir Israël exercer des représailles contre eux. Suite à cela, on a assisté à une montée des tensions entre chiites et Druzes dans d'autres régions du pays.

Enfin, dimanche [8 août], le patriarche maronite Béchara Al-Raï a affirmé dans son sermon

Ces dynamiques sont inquiétantes, car ce sont celles de la guerre civile.

hebdomadaire que seul l'État libanais devrait avoir le droit de déclarer la guerre, critiquant ainsi de manière implicite les attaques à la roquette du Hezbollah contre les Israéliens. Il a ajouté que le Liban était lié à Israël par l'accord d'armistice de 1949. Quelques heures plus tard, des trolls du Hezbollah lançaient une campagne sur les réseaux sociaux, couvrant d'injures le patriarche.

Aucun de ces événements, qui ont confronté le parti chiite à l'opposition des milieux sunnites, druzes et maronites, ne va changer le comportement du Hezbollah. Mais en ignorant ce qui se passe, le parti pourrait montrer une fois de plus que sa réaction par défaut face à la contestation interne est de se draper dans son orgueil. Or, le Liban sait punir ceux qui ignorent ses restrictions sectaires, comme peuvent en témoigner de nombreuses figures politiques qui ont eu affaire au pays.

Pression croissante. En fait, ce que le mécontentement des tribus sunnites, des villageois druzes et du patriarche maronite montre surtout, c'est que le Hezbollah risque de se mettre la population à dos s'il décide d'entraîner le Liban dans une guerre destructrice avec Israël pour le compte de l'Iran. Le parti sent une pression croissante peser sur lui, alors qu'Israël a juré de prendre pour cible ses missiles guidés de précision. Il n'a pas pu non plus rester insensible à la menace d'attaquer l'Iran, proférée la semaine dernière par le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz. Le parti se sent d'autant plus vulnérable que les négociations à Vienne sur une réintégration des États-Unis à l'accord nucléaire avec l'Iran traînent en longueur.

En outre, le Hezbollah ne voit pas d'un bon œil une intervention internationale plus poussée au Liban pour aider à résoudre les crises financière, économique et sociale métastasées du pays. Le parti veut que le Liban reste la chasse gardée de l'Iran, mais des signes indiquent que d'autres pays (notamment l'allié du Hezbollah, la Syrie) veulent avoir leur mot à dire sur ce qui s'y déroule, ce qui inquiète les responsables du Hezbollah.

✎ Dessin de Hassan Bleibel paru dans Daily Star, Beyrouth.

Ce qui se passe aujourd'hui est en grande partie de la faute du Hezbollah. La forte opposition du parti au soulèvement de 2019 lui a fait perdre beaucoup de sympathie au Liban, où il est apparu comme le premier protecteur d'une classe politique corrompue. Depuis, le Hezbollah n'a fait qu'exacerber la situation économique désastreuse en faisant passer en contrebande du carburant subventionné en Syrie.

L'opposition du parti au soulèvement de 2019 lui a fait perdre beaucoup de sympathie.

De nombreux Libanais pensent également que c'est le Hezbollah qui a fait venir le nitrate d'ammonium qui a explosé dans le port de Beyrouth le 4 août 2020, pour l'utiliser dans ses propres missiles ou pour des bombes barils en Syrie. Lorsque le secrétaire général du parti, Hassan Nasrallah, a affirmé la semaine dernière que l'enquête sur l'explosion menée par le juge Tareq Bitar était "politisée", il est devenu évident que le Hezbollah avait quelque chose à cacher et que Tareq Bitar avait commis une faute en demandant à interroger de hauts responsables de la sécurité, d'anciens ministres et des parlementaires, nombre d'entre eux alignés sur le Hezbollah.

De plus en plus de Libanais prennent conscience qu'un État libanais ne peut coexister avec une puissante milice armée qui est au service d'une puissance étrangère. C'est ce qui explique la colère grandissante que suscite le Hezbollah. Les Libanais ont aussi l'impression que le parti a tout à gagner de l'effondrement socio-économique du pays, car cette situation lui permettra d'imposer au Liban ses préférences. Le Hezbollah ne se soucie guère de cette ambiance délétère et néglige les avertissements, y compris ceux de ses plus fervents sympathisants, dont certains soulignent que la "résistance" est loin de se limiter aux armes : pour eux, il s'agit aussi de mettre en place des conditions propices à l'action du Hezbollah.

Ces dynamiques sont inquiétantes, car ce sont celles de la

✓ Irak. Dessin de Haddad
paru dans *Al-Hayat*,
Londres.

guerre civile. Quand l'un des principaux représentants d'une grande communauté religieuse nationale s'obstine à ignorer les limites tacites du Liban, quand ce représentant est de plus en plus considéré comme mortifère et destructeur au sein du pays, la seule chose qui permet d'éviter le conflit est la peur de ses terribles conséquences.

Mais il est perturbant qu'un nombre croissant de Libanais n'ait plus peur du Hezbollah, comme en témoignent les trois événements survenus pendant l'été.

Il est tout aussi manifeste que le Hezbollah n'est pas disposé à changer de comportement. Le parti veut éviter un conflit sectaire, car cela nuirait à son accord avec l'Iran visant à combattre Israël, mais faire des concessions n'est pas dans la nature du Hezbollah. Le parti n'hésitera pas à se mettre à dos des alliés libanais si les intérêts supérieurs de l'Iran le justifient. Il en résulte des dynamiques dangereuses, car pendant que le Hezbollah fait des paris risqués à l'échelle régionale, pour plaire à l'Iran, les périls augmentent tout autant au sein du Liban.

Mépris flagrant. Le parti est conscient de cette réalité et l'accepte, comme l'a montré le discours de Hassan Nasrallah, le 7 août. Le secrétaire général du parti a admis que les fractures libanaises au sujet de la résistance étaient anciennes, car il n'y avait jamais eu d'unanimité en la matière – une déclaration stupéfiante car Nasrallah avait longtemps martelé qu'il existait un consensus national à propos de la résistance. En d'autres termes, face aux défaitistes, c'était à lui et à ses donneurs d'ordres iraniens de déterminer ce qui est préférable pour le Liban.

Sur la durée, ce mépris flagrant pour tout éventuel consensus national pousse les Libanais à réagir plus violemment. Ce n'est pas pour autant qu'une guerre est inévitable, car le courroux ne suffit pas à enclencher les rouages du conflit, mais il est indéniable que les conditions se mettent peu à peu en place. En arriver là serait catastrophique pour le Liban, d'autant plus que de nombreuses puissances régionales sont disposées à attiser les

tensions. Le Hezbollah ne serait pas en mesure de gagner une telle guerre, mais il est certain que le Liban tout entier serait perdant.

Rares sont les Libanais favorables à une guerre et le Hezbollah tentera d'accentuer cette réticence en jouant la stratégie de la corde raide et en affichant ses velléités de combattre. Reste que les Libanais atteignent leurs limites, à mesure que leur État se désagrège. Les leviers autrefois utilisés par le parti pour contrôler tout le monde – l'armée et les forces de sécurité – ne sont plus efficaces. Dans ce contexte, le Hezbollah doit faire preuve de prudence. En l'absence d'organes représentatifs étatiques pour le soutenir, le parti pourrait recourir à l'intimidation directe de ses opposants. Le cas échéant, d'autres groupes prendraient sûrement les armes pour riposter.

Hassan Nasrallah sait que le Liban est divisé sur la question de la résistance, mais il peut aussi pressentir l'ampleur du contrecoup que provoquerait un éventuel conflit avec Israël. Le Hezbollah se croit-il vraiment capable de mener deux guerres, une première contre un ennemi étranger et une seconde contre ses adversaires intérieurs ?

— **Michael Young**
Publié le 10 août

L'auteur

MICHAEL YOUNG

Né aux États-Unis en 1963 d'un père américain et d'une mère libanaise, ce journaliste et politologue parlant l'arabe, l'anglais et le français, est l'un des meilleurs connaisseurs du Moyen-Orient. Diplômé de l'université américaine de Beyrouth (AUB) et de la faculté des hautes études internationales de l'université John Hopkins, il est aujourd'hui le rédacteur en chef de *Diwan*, le blog Moyen-Orient de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Il continue de collaborer avec le quotidien émirati anglophone *The National* après avoir écrit dans de nombreux médias libanais et américains.



Un modèle pour les milices chiites irakiennes ?

Le chef des milices chiites en Irak s'est rendu à Téhéran pour vanter l'exemple des Gardiens de la révolution : il faudrait en importer le fonctionnement, estime-t-il.

— **Al-Arab** (extraits) Londres

Malgré toutes les circonvolutions verbales, cela a été une offense pour les Irakiens. Faleh Al-Fayyadh, commandant des Hachd Al-Chaabi [milices chiites en Irak], s'est en effet rendu à Téhéran le 8 août et, devant le chef des Gardiens de la révolution iraniens, Hossein Salami, il a déclaré que *“le peuple irakien et le Hachd Al-Chaabi s'enorgueillissent des Gardiens de la révolution. [...] Nous sommes fiers de leur modèle, qui incarne la révolution islamique”*.

L'exemple du Liban n'est-il pas suffisant ? Des Hachd Al-Chaabi transformés en Gardiens de la révolution feraient de l'Irak un enfer, exactement comme l'a fait le Hezbollah au Liban.

Ce n'est pas un secret que l'Iran veut continuer à utiliser les Hachd Al-Chaabi pour contrôler l'Irak. Car une composante essentielle de ces milices est affiliée au guide suprême iranien, Ali Khamenei. Sous prétexte qu'ils ont efficacement combattu Daech, ils sont largement intégrés dans l'armée et, en théorie, sous les ordres du président irakien Moustafa Al-Kazimi. Mais en réalité, ils

obéissent aux ordres d'Ismaël Qaani, chef des Brigades Al-Qods, elles-mêmes affiliées aux Gardiens de la révolution.

Par sa visite à Téhéran, et par ses déclarations élogieuses sur les Gardiens de la révolution, Faleh Al-Fayyadh fait barrage aux efforts du Premier ministre irakien Moustafa Al-Kazimi. Celui-ci s'était rendu à Washington pour trouver avec Joe Biden une façon raisonnable de gérer le retrait des troupes américaines d'Irak.

Mais la réaction de l'Iran est sans appel : la république islamique n'acceptera pas que l'Irak appartienne aux Irakiens. Il n'y a rien à faire avec un régime qui considère qu'il peut jouer le rôle de puissance dominante en Irak comme il le fait déjà en Syrie, au Liban et au Yémen.

Les déclarations de Faleh Al-Fayyadh ne sont que l'expression d'un complexe iranien, qui veut que l'Irak ne saurait être autre chose qu'une carte dans le jeu de l'Iran. Téhéran ne renoncera jamais à l'Irak, qui est son principal levier dans les négociations avec Washington autour de son programme nucléaire.

— **Khairallah Khairallah**
Publié le 11 août

Décryptage

L'arc chiite mise sur l'accord sur le nucléaire

●●● L'empire dont rêve l'Iran – Beyrouth au Liban, Damas en Syrie, Bagdad en Irak et Sanaa au Yémen –, a du plomb dans l'aile. Instabilité chronique et crise politique, économique et sociale... Dans ces pays, *“la domination iranienne n'a apporté ni prospérité ni stabilité”*, explique **L'Orient-Le Jour**.

Pourtant, l'Iran ne semble pas vouloir dévier de son projet d'“axe de la résistance” anti-Israélienne que Téhéran cherche à renforcer à travers des groupes combattants pour *“étendre son influence régionale controversée”*, écrit **Al-Monitor**. Le site note que des représentants du Hamas, du Hezbollah libanais et des houthistes étaient présents lors de la prestation de serment du nouveau président iranien, Ebrahim Raïssi, le 5 août. En Irak, les puissantes milices chiites armées garderont leurs armes tant que le retrait de l'armée américaine ne sera pas total, explique **Al-Alam Al-Jadid**. C'est dans ce contexte que se placent les discussions autour de la résurrection de l'accord sur le nucléaire, sur lequel misent les tenants de l'“axe de la déchéance”, comme le qualifie **L'Orient-Le Jour**. Les grandes puissances sont *“désireuses de conclure un accord avec les Iraniens”* mais elles semblent *“moins préoccupées qu'elles ne devraient l'être”* par les conséquences d'un tel accord, *“qui pourrait être utilisé pour renforcer les politiques régionales de l'Iran en Irak, au Liban, en Syrie et au Yémen”*, note **The National**.

Dossier**..anti vaxxers, I presume..?**

Vaccins : une urgence mondiale

Alors que les pays occidentaux réfléchissent à la troisième dose de vaccin contre le Covid-19, les pays africains, eux, se demandent encore comment obtenir la première. Le constat est là : le dispositif Covax, qui devait assurer l'acheminement des vaccins vers les pays en développement, est un échec. Et viser le "zéro Covid", comme en Chine, ne semble plus réaliste. Pour que le monde ait une chance face à la pandémie, il va falloir opter pour une stratégie vaccinale mondiale, et concertée.

Covax: enquête sur un échec

Lancé en 2020 pour distribuer des vaccins anti-Covid-19 aux pays pauvres, le dispositif manque de dons et peine à acheminer les doses. Au point que ces journalistes américains doutent de son avenir.

—The New York Times (extraits)
New York

En juin, alors que le nombre de personnes décédées du Covid-19 grimpeait en flèche dans toute l'Afrique, 100 000 doses du vaccin de Pfizer-BioNTech sont arrivées au Tchad. Cette livraison semblait prouver que le programme [Covax], copiloté par les Nations unies et destiné à garantir l'accès à la vaccination dans le monde entier, est capable de faire parvenir les vaccins les plus convoités aux pays les moins développés. Pourtant, cinq semaines plus tard, le ministre de la Santé tchadien indiquait que 94 000 doses n'avaient pas été administrées.

Non loin de là, au Bénin, seules 267 injections sont réalisées chaque jour. Le rythme de la vaccination est si lent que 110 000 doses d'AstraZeneca fournies par Covax [144 000 doses avaient été livrées en mars] sont arrivées à péremption. D'après des rapports confidentiels datés de juillet, Covax suit de près la situation dans neuf pays africains au moins, où les doses destinées aux populations les plus pauvres risquent d'être gâchées cet été.

Après des mois de faux pas et de désillusions, cet embouteillage de vaccins illustre l'une des principales difficultés de Covax : l'acheminement des doses, depuis le tarmac des aéroports jusqu'aux bras des patients. Pourtant, peu de responsables reconnaissent le problème.

Le programme, une alliance à plusieurs milliards de dollars entre les organisations de santé mondiale et des associations à but non lucratif, a été pensé comme une locomotive internationale, dont la puissance d'achat devait permettre aux pays les plus pauvres d'accéder aux vaccins aussi rapidement que les pays riches. En réalité, Covax a bien du mal à se fournir et accuse un retard d'un demi-milliard d'injections sur son objectif. Les pays pauvres se retrouvent dangereusement exposés, alors que le variant Delta se propage à la vitesse de l'éclair – un scénario que le programme devait justement prévenir.

Le besoin urgent de vacciner l'ensemble de la population mondiale va bien au-delà de la protection des populations les plus démunies. Plus le virus circule, plus il devient dangereux, même pour les vaccinés des pays riches. Sans plusieurs milliards de doses supplémentaires, les experts craignent l'apparition de nouveaux variants et la mise en danger du monde entier.

"Covax n'est pas un échec, mais il en prend le chemin", déplore [la Nigérienne] Ayoade Alakija,

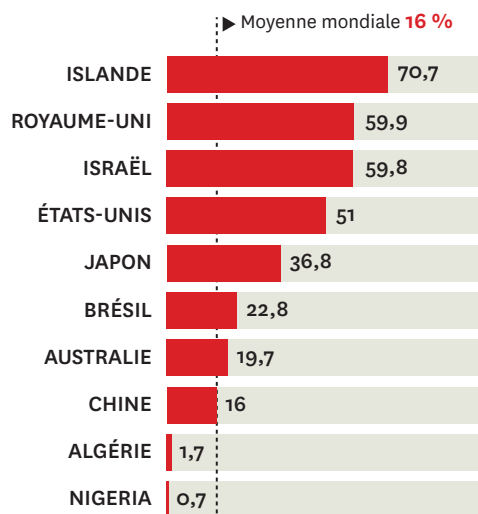
qui codirige le programme de distribution de vaccins de l'Union africaine [Avda]. "Nous n'avons vraiment pas le choix, Covax doit marcher pour le bien de l'humanité tout entière."

Des doses arrivent enfin, grâce au gouvernement Biden qui a acheté 500 millions d'unités à Pfizer-BioNTech et les distribue par l'intermédiaire de Covax. Ce don est la pièce maîtresse d'une vaste promesse faite par les démocraties occidentales. Les premières doses devraient être expédiées dans le courant du mois [d'août 2021].

Mais le cadeau des États-Unis, d'une valeur de 3,5 milliards de dollars [2,9 milliards d'euros], est à double tranchant. Si l'on en croit le compte rendu d'un entretien entre des responsables de Covax et des membres du gouvernement américain, Washington a réaffecté des centaines de millions de dollars initialement destinés à l'accompagnement des campagnes vaccinales dans les pays pauvres [le président avait promis une première contribution de 2 milliards de dollars, devenant le principal contributeur devant l'Allemagne et le Royaume-Uni]. Les pays pauvres manquent de moyens pour acheter du carburant et acheminer les doses jusqu'aux cliniques, pour former le personnel chargé de les administrer et pour convaincre les habitants de se faire vacciner.

Une grande disparité

Part de la population ayant reçu une vaccination complète (en % de la pop. totale, données au 13 août)



SOURCE : UNIVERSITÉ JOHNS HOPKINS (données d'Our World in Data et des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis)

← "...Antivax, je présume ?"

Sur le tee-shirt : Tiers monde

Sur la boîte : Troisièmes doses du vaccin anti-Covid. Dessin de Tom paru dans Trouw, Amsterdam.

À la une



URGENCE MONDIALE

Dans son édition du 14 août titrée "Vous et votre vaccin", le magazine britannique **New Scientist** fait un récapitulatif – exhaustif – de nos connaissances sur les vaccins contre le Covid-19. N'hésitant pas à faire un parallèle avec le changement climatique, l'hebdomadaire réitère son appel du printemps 2020 : "Nous sommes confrontés à une urgence mondiale, et les politiques qui semblent ne pas croire en la science nous mettent tous en danger."

Tandis que les responsables de Covax font leur possible pour combler ce vide financier, la question primordiale est de savoir si le programme peut dépasser ses erreurs et le déséquilibre des pouvoirs qui l'ont mis à la merci des pays riches et des groupes pharmaceutiques. Il est également miné par les retards et les querelles intestines.

Certes, Covax a fourni des vaccins aux pays pauvres plus rapidement que d'ordinaire et a créé un système permettant d'indemniser les patients en cas d'effets secondaires graves et de dégager les laboratoires de toute responsabilité juridique – ce qui a épargné à ces pays des mois de négociations. Cependant, les [191] millions de doses livrées par le programme [au 10 août] – la plupart gratuitement à des pays pauvres, les autres, moyennant finance, à des États comme le Canada – demeurent bien loin de l'objectif fixé. À l'heure actuelle, 640 millions de doses auraient déjà dû être fournies.

Mauvais camarades. [L'épidémiologiste] Seth Berkley dirige Gavi [l'Alliance du vaccin], l'association au cœur de Covax. D'après lui, les pénuries de vaccins étaient inévitables, à cause du manque de financements initiaux. En cas de problèmes de distribution, comme au Tchad ou au Bénin, les responsables de Covax essaient de "transférer les doses dans d'autres pays, puis de travailler avec les États concernés pour améliorer leurs capacités [de distribution]", explique-t-il.

Défenseurs et détracteurs du dispositif s'accordent sur un point : il doit s'améliorer, et vite. D'après des documents internes confidentiels, au début du mois de juillet, vingt-deux pays indiquaient être à court – ou presque – de doses fournies par le programme. Parmi eux, certains sont confrontés à une explosion du nombre de décès.

Covax espérait être l'un des principaux acheteurs de vaccins dans le monde, tant pour les pays pauvres que pour les plus riches, ce qui lui aurait donné suffisamment de poids pour intimider les fabricants. Mais si les pays riches se sont engagés à des dons, ils se sont révélés mauvais camarades. Le Royaume-Uni a négocié pour les membres les plus riches le droit de choisir les vaccins qu'ils achètent par l'intermédiaire du dispositif, ce qui a engendré des retards, selon Kate Elder, conseillère en politique vaccinale pour Médecins sans frontières. Surtout, les pays développés se sont fait concurrence, déboursant davantage pour s'assurer des doses, tout en freinant les engagements financiers dont Covax avait besoin pour signer des contrats.

"On ne peut pas faire la manche en plein milieu d'une pandémie", se désole Nicole Lurie, directrice pour les États-Unis de la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies [Cepi], en référence à la recherche frénétique d'argent.

À l'origine, Covax devait fournir d'immenses quantités de doses fabriquées par le Serum Institute, un laboratoire indien, mais face à la flambée épidémique du mois de mars, New Delhi a suspendu ses exportations. De nombreux pays pauvres se sont retrouvés désemparés : bien qu'ils aient souvent été tenus à l'écart des processus de décision, ils comptaient sur le dispositif. → 28

27 ← D'après Ayoade Alakija, qui pilote la distribution en Afrique, les autorités sanitaires africaines ont à peine été consultées quand l'objectif initial de vacciner au moins 20 % des populations les plus pauvres a été fixé à la mi-2020. Selon elle, les responsables de Covax auraient déclaré que l'Afrique n'était pas à risque et que l'immunité collective n'était pas nécessaire, ce que dément un porte-parole de Gavi. Ce dernier explique que cet objectif a été défini dans un contexte de "ressources limitées" et de "compréhension limitée de l'épidémiologie du Covid-19", et que le programme dispose désormais suffisamment de fonds pour vacciner pratiquement 30 % des populations les plus pauvres.

Inquiets, dix-sept pays éligibles aux doses gratuites de Covax, notamment le Rwanda, ont passé des accords directement avec Pfizer.

En mai 2021, Covax était sur le point de conclure un nouvel accord avec [le laboratoire américain] pour lui acheter des doses à bas prix. Il en a déjà commandé 40 millions en janvier, et le nouveau contrat devait porter sur des volumes beaucoup plus importants. Mais en coulisses, il y a eu des tensions entre Pfizer et Covax, selon deux personnes proches des négociations. L'entreprise voulait que ces doses soient distribuées uniquement aux pays les plus pauvres. Or en tant que système de centralisation des achats de vaccins, Covax insistait pour honorer également des commandes de pays riches qui avaient acheté directement des doses à des prix plus élevés. La Corée du Sud, par exemple, a reçu des vaccins de Pfizer grâce au dispositif.

"Covax, c'est une sorte de groupe de projet sans chef de projet."

Andrea Taylor,
CHERCHEUSE AMÉRICAINE

Pour apaiser les craintes de Pfizer, la Maison-Blanche a proposé de lui acheter une grande quantité de vaccins et d'en faire don aux pays les plus pauvres du programme, ainsi qu'à l'Union africaine. Selon deux proches du dossier, les États-Unis paient environ 7 dollars la dose, environ un tiers de ce que déboursent les Américains pour le vaccin de Pfizer. Selon le Dr Berkley, de Gavi, ces achats ont permis à Covax d'obtenir plus de doses, plus rapidement.

L'accord s'est révélé bénéfique pour Pfizer et le gouvernement Biden, puisqu'il a fait des États-Unis le fer de lance de la vaccination mondiale. Mais il a aussi mis en lumière les difficultés de Covax à se fournir massivement par ses propres moyens, ce qui a porté un coup à sa réputation et à sa capacité de négocier avec d'autres laboratoires.

La Cepi, qui copilote Covax, a investi beaucoup d'argent pour accélérer la fabrication de plusieurs vaccins. Mais des problèmes de production ont ralenti les livraisons en juin d'AstraZeneca, le plus gros fournisseur de Covax (les livraisons ont repris depuis, assure le laboratoire). Johnson & Johnson, qui a également rencontré des difficultés, n'a encore livré aucune des [200 millions de] doses commandées par

À la une



ET MON VACCIN, C'EST POUR QUAND ?

Dans son numéro daté du 9 août, **Bloomberg Businessweek** plaide pour la vaccination des mineurs. En un an, 44 000 enfants, des nouveau-nés à des adolescents âgés de 17 ans, ont été hospitalisés à cause du Covid-19 aux États-Unis. Et au-delà de la propre santé des enfants, immuniser une population qui représente 25 % des individus à l'échelle mondiale est un élément clé pour se débarrasser de la maladie, argumente l'hebdomadaire économique. D'ailleurs, "les enfants doivent se faire vacciner pour des menaces moins urgentes - et ça marche. Alors pourquoi pas avec le Covid ?"

Covax [le groupe espère le faire cette année]. Certains fabricants - dont Moderna et deux laboratoires chinois - ont accepté seulement récemment d'approvisionner le programme.

"Au moins 200 millions de doses sont fabriquées dans le monde chaque semaine, il n'y a donc aucun problème d'offre", affirme le Dr [canadien] Bruce Aylward, conseiller principal à l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Mais les industriels et les dirigeants du monde ont choisi de privilégier les pays riches, dit-il : "C'est une question de priorité."

Surcharge des réseaux électriques. Avec 1,7 milliard de doses supplémentaires attendues d'ici au mois de décembre, les responsables de Covax redoutent que certains pays ne soient pas prêts à administrer les vaccins soudainement disponibles. Confrontés à des retards de livraison et à des expéditions incertaines, certains ont tardé à s'organiser. "Il est beaucoup plus facile d'accélérer la vaccination quand vous avez un approvisionnement stable et régulier", explique [la Britannique] Lily Caprani, responsable du plaidoyer pour les vaccins à l'Unicef.

Covax comptait sur les subventions et les prêts de la Banque mondiale pour financer le déploiement dans les pays les plus pauvres. Mais en raison des ruptures d'approvisionnement de l'agence onusienne, les pays ont dépensé la plupart de cet argent en doses.

En juin, le conseil d'administration de Gavi a approuvé un financement de 775 millions pour la distribution, dont 500 millions provenant d'un don des États-Unis (en plus de l'accord passé avec Pfizer). Mais selon les autorités sanitaires il manquerait pour la distribution encore 1 milliard de dollars [853 millions d'euros] pour compléter le 1,8 milliard de dollars disponibles à la fin juin.

Les coûts ne cessent d'augmenter, étant donné que les doses de Pfizer doivent être stockées [de préférence] à des températures extrêmement basses [entre -90 °C et -60 °C, préconise le fabricant, même si, depuis mai, l'Agence européenne du médicament recommande plutôt une conservation au réfrigérateur pendant un mois]. Covax doit installer 250 à 400 congélateurs supplémentaires et des groupes électrogènes de secours. Des responsables africains craignent une surcharge de leurs réseaux électriques. Pour

le moment, certains pays comme le Tchad n'ont pas les moyens d'acheminer les doses de Pfizer en dehors des grandes villes.

Pour acheter les congélateurs, Covax compte puiser dans les 220 millions de dollars [170 millions d'euros] promis par l'Allemagne en février. Mais une impasse bureaucratique empêche le déblocage de cette somme, ce qui illustre les problèmes plus généraux de retards de financement. Berlin a spécifié que l'argent devait être distribué par l'intermédiaire de l'Unicef, tout en insistant pour le donner en priorité à Covax, dont les finances sont gérées par Gavi. Selon le ministère du Développement, l'Allemagne ne voulait pas envoyer l'argent tant que les deux agences n'avaient pas présenté un plan de dépenses commun, retardant le paiement à début juillet. Mais Gavi, qui contrôle la façon dont l'argent est dépensé, n'a pas encore transféré les fonds à l'Unicef.

"Covax, c'est une sorte de groupe de projet sans chef de projet", résume Andrea Taylor, chercheuse à l'université Duke [aux États-Unis] qui étudie les campagnes mondiales de vaccination. *Tout ce qu'ils font est d'autant plus lent.* Un porte-parole de Gavi répond que tout processus de don prend du temps, que l'alliance a une longue histoire de partenariat financier avec l'Unicef et qu'elle utilisera un processus plus rapide pour de nouveaux financements.

Certains pays africains ont utilisé la grande majorité de leurs doses Covax. Mais, selon des documents confidentiels, le financement de la distribution est resté en deçà de ce que le programme estimait nécessaire dans plusieurs dizaines de pays à faible revenu.

Même si les Américains pressent aujourd'hui Covax de se préparer à recevoir les précieuses doses de Pfizer, les pays riches sont réticents à financer ce type d'opération, selon les spécialistes. Ces difficultés sont la preuve pour certains que Covax doit déléguer davantage aux ONG humanitaires et aux organisations locales sur le terrain.

"Ils n'ont pas l'air de comprendre que tout centraliser est impossible", souligne Mark Dybul, professeur à l'université Georgetown [aux États-Unis]. *J'ai bien peur qu'ils ne se retrouvent avec beaucoup de doses de vaccin sur les bras.*"

—Benjamin Mueller et Rebecca Robbins

Publié le 2 août

Covax, quèsaco ?

●●● Lancé en avril 2020 à l'initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Covax est une alliance de plus de 190 pays, d'entreprises pharmaceutiques, de fondations et d'organisations des Nations unies. Faisant office de fournisseur central de doses, le dispositif a pour objectif un accès mondial et équitable des vaccins anti-Covid-19. Le programme est codirigé par l'OMS, la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (Cepi) et l'Alliance du vaccin (Gavi), auxquels s'ajoute le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), premier acheteur de vaccins au monde, comme "partenaire d'exécution" pour l'achat et la livraison. Covax vise l'acquisition de 2 milliards de doses d'ici à la fin de l'année - avec une réserve de 5 % pour une administration en urgence - et soutient la recherche de futurs vaccins. Selon l'Unicef, au 11 août, plus de 193 millions de doses ont été expédiées par l'intermédiaire du dispositif, principalement du vaccin d'AstraZeneca.



← Dessin de Chapatte paru dans *Le Temps*, Lausanne.

Repères

LA PIQÛRE DE RAPPEL ARRIVE EN FRANCE

“La crise sanitaire n’est pas derrière nous”, a averti Emmanuel Macron. À l’issue du Conseil de défense sanitaire du 11 août, le président français a annoncé le début des inoculations d’une troisième dose dès la fin du mois d’août pour les publics prioritaires, notamment les plus de 80 ans. Par ailleurs, une grande campagne de vaccination ciblant collégiens, lycéens mais aussi étudiants devrait être lancée en septembre. Emmanuel Macron a rappelé que son objectif était “la vaccination de tous les Français qui peuvent être vaccinés”. Le gouvernement espère que 50 millions de personnes auront reçu leur première injection d’ici à la fin du mois d’août. À partir des chiffres de Santé publique France, on peut estimer qu’environ 67,5 % des Français ont reçu une première dose de vaccin, et 56,6 % ont eu deux doses (au 11 août). Mais c’est la situation aux Antilles qui est jugée “dramatique” : les contaminations s’envolent en Martinique et en Guadeloupe, des départements où le taux de primo-vaccinés dépasse péniblement 20 %.

Oxford-AstraZeneca et Sinovac génère bien une forte hausse de cellules T – qui tuent les cellules infectées et soutiennent la réponse immunitaire – et d’anticorps. Mais cette hausse confère-t-elle une nouvelle immunité ? D’ailleurs, l’immunité serait-elle même jamais perdue ? Les vaccins semblent continuer d’apporter une protection contre les formes sévères de la maladie et les hospitalisations, d’après les données des labos et des pays où circule le variant Delta, comme le Royaume-Uni ou Israël.

En revanche, on relève un faible taux d’anticorps chez les personnes âgées – dont le système immunitaire perd en efficacité – et les personnes immunodéprimées, après deux doses de vaccin. Pour la population générale en bonne santé, la question de la durée de l’immunité n’est pas totalement tranchée. Certaines études suggèrent une chute du taux plusieurs semaines après la vaccination, comme celle parue en juillet dans *The Lancet*. Des chercheurs britanniques ont relevé une baisse d’anticorps anti-Spike – la protéine clé d’entrée du virus – trois à dix semaines après une seconde dose d’AstraZeneca ou de Pfizer. D’autres travaux, comme ceux d’une équipe de l’université de Washington publiés dans *Nature* en juin, mesurent au contraire un bon maintien du taux d’anticorps.

Pour la population générale en bonne santé, la question de la durée de l’immunité n’est pas totalement tranchée.

Dans tous les cas, il est important de garder à l’esprit que les anticorps ne sont pas l’alpha et l’omega de la réponse immunitaire. Comme le rappelle la chaîne qatarie **Al Jazeera**, à la suite d’une infection ou d’une vaccination, les lymphocytes B mémoire – des cellules du système immunitaire – se souviennent en quelque sorte du virus. S’ils le croisent à nouveau, ces lymphocytes se multiplieront et se différencieront en cellules productrices d’anticorps. Difficile donc de savoir si une personne est immunisée à partir du simple taux d’anticorps relevé dans son sang. “Des équipes du monde entier s’efforcent de déterminer quel niveau d’anticorps neutralisants ou d’autres marqueurs immunitaires est le plus étroitement associé à l’efficacité d’un vaccin”, écrit *Nature*. Elles recherchent ce que l’on appelle un corrélat de protection.” Sans cela, “il est difficile de dire si nous avons vraiment besoin d’un rappel”, résume l’immunologiste Ali Ellebedy, interrogé par la revue.

Nos contacts sociaux pourraient-ils d’ailleurs faire office de rappel ? Leif Erik Sander, chercheur en immunologie à l’hôpital universitaire de la Charité de Berlin, confiait à **Die Welt** le 11 août que, si le virus s’installe à long terme, “les contacts fréquents suffiront probablement à rafraîchir régulièrement la mémoire immunitaire”. Entre incertitudes scientifiques, stratégies politiques et considérations éthiques, le débat sur le rappel est loin d’être tari, comme l’écrit *Nature* : “To boost or not to boost, that is the question.”

— **Courrier international**

Troisième dose ou non ?

Alors que le taux de vaccination de la population mondiale reste encore très bas, le choix de plusieurs pays d’administrer un rappel fait débat. Éléments de réponse scientifiques.

Nous ne pouvons pas – et nous ne devrions pas – accepter que les pays qui ont déjà utilisé la plus grande partie des stocks de vaccins puissent encore dans les réserves, alors que les populations les plus vulnérables ne sont toujours pas protégées dans le reste du monde.” Le 4 août, le directeur général de l’Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a réclamé un moratoire de deux mois sur l’administration d’une troisième dose de vaccin, rapporte le **Washington Post**. Sa déclaration faisait suite à la décision de plusieurs pays, dont Israël, le Royaume-Uni, la France, la Turquie ou encore le Chili, depuis le 11 août, de lancer une campagne de rappel pour certaines catégories de population, alors qu’à cette date, moins de 16 % de la population mondiale avait achevé un parcours de vaccination selon les données de la plateforme Our World in Data. Ce chiffre est passé à 24 % au 16 août.



La question d’une troisième dose divise. “Il semble étrange que l’on discute maintenant de rappels, comme si les événements futurs dans le pays dépendaient d’eux et non d’une vaccination accrue”, écrivait le 8 août une journaliste de la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. Comme si le dessert était apporté avant que l’entrée ne soit servie à d’autres tables – pays.” Une semaine plus tôt, une chroniqueuse du magazine américain **Foreign Policy** assurait au contraire que “la science dit que tout le monde a besoin d’une piqûre de rappel de Covid-19, et bientôt”.

Est-ce vraiment le cas ? Début août, la revue **Nature** se voulait bien plus mesurée. “Les données permettant de déterminer si et quand les rappels sont nécessaires commencent à arriver. Mais il est probable que des lacunes importantes subsisteront pendant un certain temps.” D’après des études préliminaires, menées en majorité par les fabricants eux-mêmes, une troisième dose de Moderna, Pfizer-BioNTech,



← Dessin d'Amorim, Brésil.

La colère gronde en Afrique

Des responsables de la santé critiquent la gestion et le paternalisme du programme Covax, censé faciliter un accès équitable aux vaccins.

—Le Temps Lausanne

Les premières livraisons des vaccins contre le Covid-19 offerts par les États-Unis arrivent en Afrique. Dimanche [1^{er} août], le Nigeria a reçu 4 millions de doses de Moderna. Le 22 juillet, 1 million de doses de Johnson & Johnson ont été livrées à la Tanzanie. Le Burkina Faso, l'Éthiopie et Djibouti en ont aussi bénéficié quelques jours plus tôt. Au total, Washington a promis 500 millions de doses pour 2021 et 2022 au système Covax, cette initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui veut faciliter l'accès aux vaccins contre le Covid-19, plus particulièrement aux pays à bas revenus.

Cette bonne nouvelle ne suffit pourtant pas à cacher une colère qui monte en Afrique contre le système Covax. À ce jour, il a fourni 31 millions de doses de vaccins à 46 pays africains, alors que 3,3 milliards de doses ont été administrées dans le monde. Ce qui fait un taux de vaccination de 2 % de la population africaine. À titre de comparaison, dans les pays riches et les grands pays émergents, notamment la Chine, 60 % de la population adulte a déjà reçu au moins une dose de vaccin. Les seuls pays africains qui ont réussi à vacciner plus de 10 % de leur population – Seychelles, Maurice, Comores, Maroc, Djibouti, Zimbabwe et Botswana – l'ont fait principalement avec des vaccins fournis directement par la Chine.

C'est dans ce contexte que le témoignage de John Nkengasong au *Health Policy Watch*, journal en ligne consacré à la santé et édité à Genève, est révélateur. Le directeur des Centres africains de

prévention et de contrôle des maladies (CDC) craint que le Covid-19 ne suive le même schéma que le sida. «Entre 1996 et 2006, environ 12 millions d'Africains en sont morts par manque d'accès aux traitements. Avec la pandémie, qui fait un retour féroce dans un grand nombre de pays africains, le nombre d'infections et de décès augmente jour après jour», dénonce-t-il. *L'histoire ne doit pas se répéter sous nos yeux.*»

Le Covax est une organisation «paternaliste, fondée sur une mentalité de pays riches aidant les pays pauvres».

Catherine Kyobutungi,
ÉPIDÉMIOLOGISTE OUGANDAISE

Pour John Nkengasong, l'accès inégal aux vaccins n'est pas juste une question d'argent mais aussi de gestion du Covax, dont la principale tâche est de mobiliser les ressources financières, de négocier des achats aux meilleurs prix et d'en assurer la distribution. L'an dernier, lorsque la course aux vaccins battait son plein – même si aucun vaccin n'avait été encore approuvé –, il n'a pris aucune option sur les futures livraisons, laissant la voie libre aux pays riches pour s'approvisionner autant qu'ils le voulaient et parfois même au-dessus de leurs besoins.

C'est ainsi que, lorsque les fabricants de vaccins ont commencé la production en janvier 2021, il n'y en avait aucun pour le Covax. Qui a dû attendre fin février pour effectuer sa première

Repères

L'ARGENTINE COMBINE LES VACCINS

À la fin de 2020, l'Argentine a été parmi les premiers pays à utiliser le vaccin russe Sputnik V, qui a été administré à 7 millions de personnes âgées ou à risque. Mais l'approvisionnement venant de Russie est lent, et, si l'Argentine a commencé à produire localement ce vaccin, cela reste insuffisant. C'est pourquoi elle propose de compléter le schéma vaccinal avec une dose de Moderna ou d'AstraZeneca. Selon «plusieurs essais cliniques», les niveaux d'immunité sont «similaires à celui obtenu par deux doses de Sputnik V», relate *El País*. Sur les 45 millions d'habitants, 25,3 millions ont reçu une première injection, et 7,7 millions en ont eu deux.

livraison au Ghana et à la Côte d'Ivoire. Puis le système est tombé en panne en mars. Ses responsables avaient en effet compté sur une entreprise indienne – le Serum Institute of India – pour l'essentiel des achats, mais celui-ci a cessé toute livraison sur ordre du gouvernement indien, qui faisait lui-même face à une recrudescence du nombre de cas. Le [milliardaire] zimbabwéen Strive Masiyiwa, qui dirige l'African Vaccine Acquisition Task Team (Avatt) de l'Union africaine (UA), ne comprend pas qu'on soit si dépendant d'un seul fournisseur.

Dans une réponse écrite au *Temps*, le Covax promet que le rythme de livraison à l'Afrique va s'accroître dans la seconde partie de l'année et affirme qu'il «est en bonne voie pour livrer 520 millions de doses de vaccin au continent d'ici à décembre et atteindre le chiffre de 1 milliard au premier trimestre 2022. L'objectif d'un taux de vaccination de 60 % d'ici à la fin de l'année sera alors atteint.» Et d'ajouter : «Pour cela, il faut que les États et l'industrie pharmaceutique fournissent des vaccins en priorité au système Covax afin que ceux-ci soient acheminés à ceux qui en ont le plus besoin.» Il y a une semaine, la directrice du Covax, Aurélia Nguyen, a elle-même fait savoir qu'elle était «mécontente de l'absence de progrès».

Manque de transparence. Mais la méfiance est déjà installée. Strive Masiyiwa dénonce aussi le manque de transparence du système. Selon lui, les pays africains ont été quasiment obligés de se joindre au système Covax. Par la suite, ils n'ont pas eu accès à toutes les informations, surtout sur ses précommandes en quantité négligeable. «Lorsque les problèmes ont fait surface, il était trop tard pour boucher les trous», se plaint-il au *Health Policy Watch*. Frappé de plein fouet par la première vague de la pandémie et sans vaccins, l'Afrique du Sud est allée sur le marché et a payé ceux d'AstraZeneca à un prix plus élevé que celui déboursé par l'Union européenne pour le même produit.

Pour sortir de la logique de don, l'Avatt a commencé son propre programme d'approvisionnement, notamment en obtenant de Johnson & Johnson un engagement pour la fourniture de quelque 400 millions de vaccins. Elle est également en pourparlers avec des fabricants de vaccins chinois, entre autres.

Les déclarations de Catherine Kyobutungi, l'épidémiologiste ougandaise directrice du Centre de recherche sur la population et la santé en Afrique, installé à Nairobi, ne sont pas passées inaperçues non plus. Dans la dernière édition de *Development Today*, une publication de la Coopération norvégienne, elle décrit le Covax comme étant une organisation «paternaliste, axée sur les donateurs et fondée sur une mentalité de pays riches aidant les pays pauvres». Elle ajoute : «Un petit groupe d'experts s'est assis à Genève et a défini [...] la solution pour un continent de 1,3 milliard d'habitants. Ils l'ont présentée de manière attrayante, l'ont commercialisée et en ont fait la promotion. Jusqu'à ce qu'on constate que l'Afrique ne reçoit que 1 % du total mondial des vaccins.»

—Ram Etwareea
Publié le 4 août

Décryptage

Où en est-on de l'efficacité des vaccins ?

●●● Israël et l'Islande connaissent actuellement une forte hausse des cas de Covid-19 parmi les vaccinés, qui représentent respectivement 63 % et 75 % de la population totale au 16 août, d'après Our World in Data. Une preuve, selon les antivaccins, de l'inefficacité de la vaccination contre le Sars-CoV-2. Mais c'est un faux paradoxe. En effet, les personnes vaccinées ont beaucoup moins de risques de contracter le virus, mais elles sont beaucoup plus nombreuses que les non-vaccinées. Néanmoins, plusieurs travaux suggèrent que les vaccins sont moins efficaces contre le variant Delta, plus contagieux et agressif que la souche découverte en Chine et le variant Alpha identifié au Royaume-Uni, et sur lesquels ont été menés les premiers essais cliniques. Avec une vaccination complète, l'efficacité contre les formes symptomatiques de la maladie causée par le variant Delta serait de 67 % avec AstraZeneca, c'est-à-dire que chaque vacciné a un risque diminué de 67 % de développer le Covid-19. L'efficacité s'élèverait à 88 % avec Pfizer-BioNTech selon des données britanniques mais à 67 % selon les chiffres officiels israéliens, à 65 % avec Covaxin (selon le fabricant) et à 76 % pour Moderna. Des travaux préliminaires suggèrent également que le Delta entraîne une réponse immunitaire inférieure pour les vaccinés avec Janssen, Sinopharm, CoronaVac ou Spoutnik V, dont l'efficacité contre Alpha est respectivement de 67 %, 78 %, 51 % et 92 %. Ces pourcentages évoluent selon les études et les données issues "du monde réel". La plupart de ces vaccins sont autorisés par l'Organisation mondiale de la santé pour une utilisation d'urgence – à l'exception de Covaxin et de Spoutnik V, dont l'évaluation est en cours. Condition préalable pour la distribution via le dispositif Covax, cette autorisation garantit "un degré élevé de protection contre les formes sévères de la maladie et les décès", écrit l'OMS. Et si on mélange les vaccins ? Les scientifiques et les fabricants s'intéressent de plus en plus aux effets d'un schéma de vaccination hétérologue, établi sur deux injections

pour la majorité des produits. "Toutefois, les essais menés jusqu'à présent étaient trop limités pour permettre de vérifier l'efficacité des combinaisons de vaccins dans la prévention du développement du Covid-19", soulignait **Nature** le 1^{er} juillet. Interrogée par la revue, l'immunologiste Martina Sester, de la faculté de médecine de l'université de la Sarre, en Allemagne, appelait à la prudence : "Tant que vous n'avez pas d'études à long terme ou de suivi avec des calculs d'efficacité, il est difficile de vous prononcer [sur le niveau ou la durée de la protection]". Face à la complexité de ces études, les chercheurs s'évertuent à trouver un corrélat de protection, c'est-à-dire un niveau de réponse immunitaire associé à une protection contre la maladie.

Contexte

Ces pays où les contaminations reculent

●●● Plusieurs pays observent une diminution des cas de Covid-19 depuis plusieurs semaines, d'après les données compilées par la plateforme Our World in Data. C'est le cas de l'Indonésie,

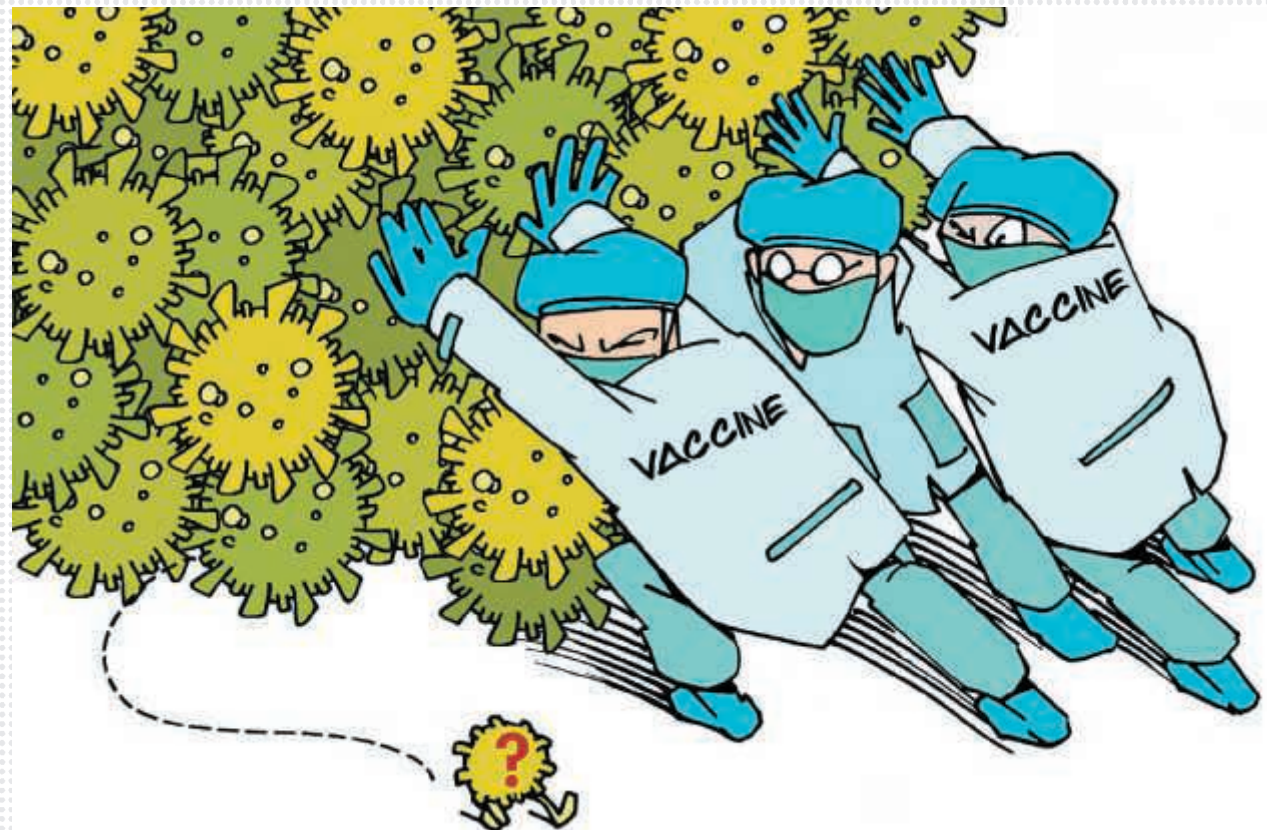
du Brésil et de l'Inde. Dans le dernier cas, on suspecte une baisse de la virulence du virus ou un échec de sa détection, écrit **The Times of India**. Mais la trêve est encore loin : ces trois pays figurent parmi ceux qui enregistrent le plus grand nombre de décès, d'après le bulletin de l'Organisation mondiale de la santé daté du 10 août. L'Espagne connaît elle aussi une baisse des cas positifs, mais la pression dans les unités de soins intensifs continue d'augmenter, souligne **El País**. Contre toute attente, le Royaume-Uni profite également – pour l'instant – d'un répit. La levée de toutes les restrictions sanitaires le 19 juillet, ou Freedom Day, était pourtant dénoncée par des centaines de médecins et de scientifiques. D'après les données du gouvernement, le nombre de cas positifs quotidien a depuis diminué presque de moitié. "Les experts en santé publique ont des difficultés à interpréter [le phénomène]", note la revue **Nature**, qui égrène des pistes d'explication. L'application de traçage invitant les cas contacts à s'isoler a probablement joué un rôle, de même que les vacances scolaires et la météorologie clémente, qui invite aux rencontres en extérieur. Sans oublier la vaccination : le pays a franchi le 10 août le seuil des trois quarts des adultes doublement vaccinés.

↓ Dessin d'Amorim, Brésil.

Repères

En quête de l'immunité collective

●●● Une population est protégée contre une maladie infectieuse lorsqu'un sujet infecté transmet le pathogène à moins d'une personne en moyenne, car un nombre suffisant de personnes sont immunisées – par une infection antérieure ou une vaccination. Cette immunité collective dépend du taux de reproduction de la maladie, c'est-à-dire du nombre de cas provoqués par une personne infectée. Elle est par exemple atteinte avec 50 % de la population immunisée pour la grippe, avec 95 % pour la rougeole. Et pour le Covid-19 ? En avril, l'Institut Pasteur évoquait le chiffre de 80 %, mais Kate O'Brien, épidémiologiste à l'OMS, a souligné début août la nécessité de vacciner davantage, à cause des variants plus transmissibles. Entre aussi en jeu l'efficacité des vaccins. Si elle est totale, un taux de vaccination de 84 % confère une immunité collective. Avec 90 % d'efficacité, ce taux monte à 93 %. La durée d'immunisation est cependant incertaine, si bien que les scientifiques envisagent une nouvelle normalité sans immunité collective, avec une maladie qui deviendrait endémique comme la grippe.



À terme, la stratégie zéro cas promue par Pékin n'est pas tenable

La Chine a beau se revendiquer comme un modèle dans la lutte contre la pandémie, plusieurs spécialistes du pays estiment qu'il va falloir se résoudre comme les autres pays à cohabiter avec le coronavirus. C'est ce que pense ce virologue interrogé par l'hebdomadaire *Zhongguo Xinwen Zhoukan*.

—**Zhongguo Xinwen Zhoukan**
(China Newsweek) Pékin

Depuis le 20 juillet, la municipalité de Nankin a annoncé avoir enregistré en un peu plus d'une semaine un total de 220 cas de Covid-19 d'origine locale. Au niveau national, la chaîne de contamination ne cesse de s'étendre.

Face aux attaques du variant Delta, la ligne de défense de notre pays est rompue par endroits. Dans le même temps, le taux de vaccination en Chine grimpe : au 2 août, il atteignait 60 % pour une couverture complète, avec 1,68 milliard de doses administrées dans tout le pays [sur près de 1,4 milliard d'habitants].

Comment va évoluer l'épidémie au niveau mondial? Comment la Chine doit-elle y faire face de nouveau? Feng Zijian, chercheur au Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies, a bien voulu répondre pour nous à ces questions en exclusivité.

ZHONGGUO XINWEN ZHOUKAN. Selon vous, quelles sont les failles qui se cachent derrière cette flambée épidémique et les mises en garde que l'on doit en tirer?

FENG ZIJIAN. Le coronavirus est très contagieux. Après avoir remporté la bataille contre l'épidémie à Wuhan l'an dernier, la Chine a recensé une trentaine de foyers épidémiques dus à des importations de l'étranger, aux modes de transmission très divers.

Leur apparition, malgré les mesures très strictes adoptées visant à "empêcher toute importation du virus et rebond épidémique sur le sol national", montre toute la difficulté de se protéger contre ce virus qui s'immisce partout. En effet, une société n'est pas un instrument de précision aux maillons parfaitement imbriqués.

Cette fois-ci, la transmission s'est faite par le biais d'agents de l'aéroport chargés de nettoyer l'avion d'une compagnie étrangère, infectés par le virus laissé sur des objets dans la cabine par un

voyageur étranger contaminé, et qui n'ont pas été détectés à temps. Il nous faut donc réfléchir à des solutions pour améliorer encore les mesures de prévention sanitaire au quotidien chez le personnel travaillant à des postes-frontières, tels que les agents de nettoyage.

Par ailleurs, avec la poursuite de la pandémie de Covid, l'ensemble de la planète se trouve confronté à un problème commun, celui de la lassitude face à l'épidémie. Si des mesures strictes sont faciles à appliquer sur une courte période, il n'en est pas de même sur le long terme : la société et les individus ont tendance à relâcher leurs comportements en supportant de moins en moins bien certaines contraintes, comme le port du masque ou la prise de température. De plus, l'épidémie pose des problèmes croissants en matière

de moyens de subsistance dans de nombreux pays ou régions. Il s'agit d'un énorme défi; nous devons donc tout faire pour le surmonter, mais il nous faut aussi, dans une certaine mesure, le comprendre et l'accepter.

Vous parlez de "lassitude face à la pandémie". Récemment, Singapour et le Royaume-Uni ont modifié leur stratégie de lutte contre l'épidémie, avec une levée des mesures de quarantaine au Royaume-Uni et l'annonce par Singapour de son intention de ne plus se focaliser sur la détection mais de s'intéresser surtout aux cas graves. Que pensez-vous de tels ajustements et de leurs effets sur la pandémie?

↓ Dessin
d'Amorim, Brésil.

Tout cela découle bien sûr du sentiment de lassitude face à la pandémie, mais c'est surtout lié à la généralisation de la vaccination. Dans les pays qui la pratiquent depuis longtemps et qui possèdent une couverture vaccinale élevée, on observe clairement toute son importance en matière de transmission de la maladie, puisqu'elle permet de diminuer de manière significative les formes les plus graves du Covid-19, ainsi que les taux d'hospitalisation, de mortalité et de létalité. Bien qu'on assiste à un rebond du taux d'incidence, il faut relativiser : l'ampleur de l'épidémie ne devrait pas faire peser une charge trop importante sur le système sanitaire des pays à forte couverture vaccinale, ni aboutir à une surcharge de leurs hôpitaux, d'où cet ajustement de stratégie de leur part.

Alors que notre couverture vaccinale ne cesse d'augmenter, nous subissons les attaques du variant Delta. Pensez-vous que la stratégie chinoise consistant à "empêcher toute importation du virus et rebond épidémique sur le sol national" pourrait être revue également?

Tant que nous ne serons pas parvenus à un niveau élevé d'immunité collective, nous maintiendrons les mesures de prévention actuelles, qui sont très efficaces. Mais il arrivera bien un moment où il faudra prendre la décision de revoir certains éléments de notre stratégie, en particulier le nombre de personnes autorisées à entrer sur notre territoire ou à en sortir, ainsi que les conditions d'isolement et de tests PCR des nouveaux arrivants. Après l'apparition de foyers de contamination sur le sol chinois, on peut se demander s'il convient de conserver des mesures de contrôle sanitaire aussi drastiques, en particulier les campagnes de dépistage massif et ces confinements sévères de quartiers ou de villes entières.

Il faut avant tout que notre système de santé se tienne prêt, car, après l'assouplissement des mesures, le coronavirus pourrait encore réapparaître, soit sous forme de pics saisonniers, soit en étant présent toute l'année. Le



INTERVIEW



modèle d'organisation sanitaire qui prévaut en Chine est dominé par les grands centres hospitaliers où se concentre l'offre de soins, avec une redondance des services très limitée. Une augmentation, même petite, du nombre de malades pourrait faire peser une pression importante sur les hôpitaux, et la grande question qui se pose, c'est de savoir si, dans ces circonstances, nous disposerions d'un système d'orientation des malades suffisamment performant pour soulager ces établissements [en 2009, le Conseil d'Etat chinois a proposé que les centres de santé communautaires traitent les maladies mineures, l'hôpital étant réservé aux cas les plus graves].

Le Covid-19 risque-t-il de devenir aussi fréquent que la grippe, comme on le dit ?

Si c'était le cas, au début, cela pourrait être à un niveau assez élevé. En fait, tout dépendra de nos taux de vaccination et d'injection de rappel reçus. Si tout le monde accepte de recevoir une dose de base, puis un rappel, on atteindra une immunité de plus de 90 %, et le niveau de contamination devrait rester très bas. Cependant, pour atteindre un tel objectif, il faudra un temps extrêmement long, peut-être jusqu'à la fin de l'année prochaine, mais sans certitude ; et il est possible qu'on n'y arrive jamais, car certaines personnes ne veulent pas se faire vacciner ou ne peuvent pas l'être pour différentes raisons. Par conséquent, il faudra sans doute accepter la prévalence de la maladie dans une certaine mesure. L'ensemble de la société pourrait subir quelques tensions, et les établissements de soins être sous pression du fait de l'afflux de malades. Aussi, la seconde chose que nous devons faire, c'est nous préparer au niveau de toute la société à passer d'une stratégie zéro Covid et de tolérance zéro à un certain niveau d'acceptation de la maladie.

Quelle forme doit prendre le contrôle de l'épidémie pour permettre un retour des pays du monde à un état d'ouverture mutuelle ?

J'estime que, pour l'instant, la propagation du virus reste extrêmement forte à l'échelle planétaire. L'évolution de la pandémie va dépendre de trois facteurs majeurs : premièrement, le rythme de vaccination, car si les vaccins font déjà sentir leurs effets, c'est surtout dans les pays développés, tandis que la proportion de

personnes vaccinées reste très faible dans la plupart des autres pays. Il faut donc que la couverture vaccinale soit élevée dans tous les pays du monde pour arriver à une immunité collective au niveau de la planète.

Le deuxième facteur concerne la mutation du virus, susceptible de nuire à l'efficacité de la protection vaccinale en conférant au variant un profil d'évasion immunitaire, en modifiant la transmissibilité et la contagiosité du virus ou en changeant sa pathogénicité et sa virulence. La probabilité qu'un vaccin soit totalement inefficace face à ces variants reste faible à l'heure actuelle, mais il pourrait s'avérer moins protecteur, facilitant la propagation du virus. Enfin, il reste à savoir combien de temps il est possible de maintenir les mesures sanitaires mises en place dans les différents pays pour lutter contre la pandémie ; celles-ci sont de plus en plus remises en question et traduisent un sentiment de lassitude face à l'épidémie. L'Inde en est un exemple frappant : en plus de la propagation du variant Delta, il y a aussi le fait que la société n'en peut plus de toutes ces contraintes. Selon moi, il s'agit des trois facteurs les plus déterminants appelés à jouer un rôle lors de la deuxième mi-temps de la pandémie de Covid-19.

— **Propos recueillis par Du Wei**
Publié le 4 août



SOURCE
ZHONGGUO XINWEN ZHOUKAN
(CHINA NEWSWEEK)

Pékin, Chine
Hebdomadaire
inewsweek.cn
Magazine d'information créé à Pékin le 1^{er} janvier 2000.
Papier glacé, photos en couleurs, style direct, sujets variés... Il est l'un des magazines les plus informatifs sur les débats internes et les objectifs de réforme au sein du gouvernement. Son éditeur, l'agence Nouvelles de Chine, fait des efforts évidents pour fournir un magazine "ouvert sur le monde, dans un esprit créatif et original".

La Chine s'ouvre aux vaccins étrangers

●●● Depuis le début de l'épidémie, la Chine a mis un point d'honneur à ne vacciner sa population qu'avec des produits développés sur son territoire : le CoronaVac de Sinovac, les WIBP-CorV et BBIP-CorV de Sinopharm, et enfin le Convidecia de CanSino Biologics. Du moins jusqu'à récemment. Le magazine économique **Caixin** a révélé, le 14 juillet, que Pékin envisageait l'usage de vaccins étrangers comme rappels pour les personnes ayant reçu un vaccin à virus inactivé. Selon le journal, l'entreprise pharmaceutique shanghaienne Fosun a annoncé que le vaccin de Pfizer-BioNTech avait presque achevé sa procédure de validation par l'Office national de contrôle des médicaments. Rebaptisé Fubitai, il sera le premier vaccin à ARN messager introduit dans le pays. Le 10 août, le journal hongkongais **South China Morning Post** annonçait l'approbation par l'Office de deux essais cliniques combinant une injection de Sinovac puis une du vaccin à ADN INO-4800 de la société américaine Inovio. Celui-ci fait actuellement l'objet d'une évaluation par l'Organisation mondiale de la santé.

Contexte

Vivre ou non avec le virus, le sujet qui fâche

L'idée de Zhang Wenhong, virologue chinois respecté, qui se prononce pour une "cohabitation avec le virus", a été considérée par certains en Chine comme un "piège" tendu par l'Occident.

"Même si nous sommes tous vaccinés à l'avenir, le Covid sera toujours présent" : dans un long message publié sur son compte Weibo le 29 juillet, Zhang Wenhong, chef du département des infections de l'hôpital Huashan de l'université Fudan à Shanghai, l'un des médecins les plus appréciés des Chinois depuis la pandémie, estimait qu'une "cohabitation avec le virus" à long terme était inévitable. Il a essuyé depuis de vives critiques. Dans un article publié le 5 août sur le site de l'Association chinoise d'économie de la santé, Gao Qiang, l'ancien ministre de la Santé, a ainsi paru cibler, sans le citer, Zhang Wenhong. L'ex-ministre chinois dénonce des pays comme les États-Unis ou le Royaume-Uni, qui ont imputé leurs échecs dans la lutte contre l'épidémie à la mutation du virus. En vantant les mesures drastiques de son pays, il a appelé à dissiper l'idée de "coexister avec le virus", pour au contraire l'"éradiquer".

Deux jours plus tard, l'article était repris par l'organe du Parti communiste **Renmin Ribao** ("Quotidien du peuple"), donnant une tournure politique au débat, au point que le journal de Singapour **Lianhe Zaobao** s'est interrogé : "Derrière la bataille sur la stratégie anti-épidémique, se cache-t-il une lutte de systèmes [le chinois contre l'occidental] ?" Le 9 août, **Huanqiu Shibao**, tabloïd politique de Pékin, enfonçait le clou en publiant une contribution du professeur Zhang Yiwu, de l'université de Pékin. "Ne tombez pas dans le piège de l'Occident", écrit-il, appelant à "poursuivre prévention et contrôle complets". "Sous couvert d'inquiétude pour la Chine", prévient-il, les États-Unis ou le Royaume-Uni "espèrent en fait que [le pays] s'enfonce davantage dans le bourbier de l'épidémie" afin que, "si des problèmes économiques et sociaux plus graves apparaissent, ils [puissent profiter] de la situation". Sur les réseaux sociaux, les soutiens au docteur Zhang Wenhong ne manquent toutefois pas : sur WeChat, un article propose ainsi de le soutenir "avec clarté et en toute transparence". Il a comptabilisé plus de 100 000 lectures en quelques heures (à partir de ce seuil, WeChat ne comptabilise plus).

— **Courrier international**

trans-
versales.

environnement

Économie 36
Signaux 37

Wagina, la petite île qui ne voulait pas du géant de la mine

Pollution. Dans l'archipel des Salomon, la communauté de Wagina se bat avec succès depuis 2013 pour repousser l'exploitation minière des deux tiers de sa superficie.

✍ Dessin de Javier Aguilar paru dans *La Vanguardia*, Barcelone.

—The Guardian Londres

Quand, il y a près de dix ans, une compagnie minière débarqua à Wagina en projetant d'exploiter la bauxite sur 60 % de l'île [de l'archipel des Salomon], la résistance a été prompte et déterminée.

“J'étais dans le groupe qui est allé arrêter physiquement les machines qui avaient atterri sur le site”, raconte Teuaia Sito, l'ancienne présidente du Conseil des femmes de Lauru Wagina. Nous ne voulons pas d'exploitation minière, c'est simple, ajoute cette mère de dix enfants et 19 fois grand-mère. Qu'est-ce que ça nous apporterait de bon ?”

Une compagnie géante qui arrive sur une île minuscule du Pacifique pour en exploiter les précieuses ressources, voilà qui n'a rien d'inhabituel. Ce qui l'est

dans le cas de Wagina, c'est que c'est la population qui a gagné.

Si cette petite île de l'archipel des îles Salomon – situées à 1 700 kilomètres au nord-ouest de Cairns [en Australie] – a vu ses quelque 2 000 habitants lutter avec acharnement pour empêcher l'implantation de la compagnie minière, c'est parce que la mémoire des transferts forcés n'est pas une histoire lointaine transmise de génération en génération, mais un souvenir bien vivant.

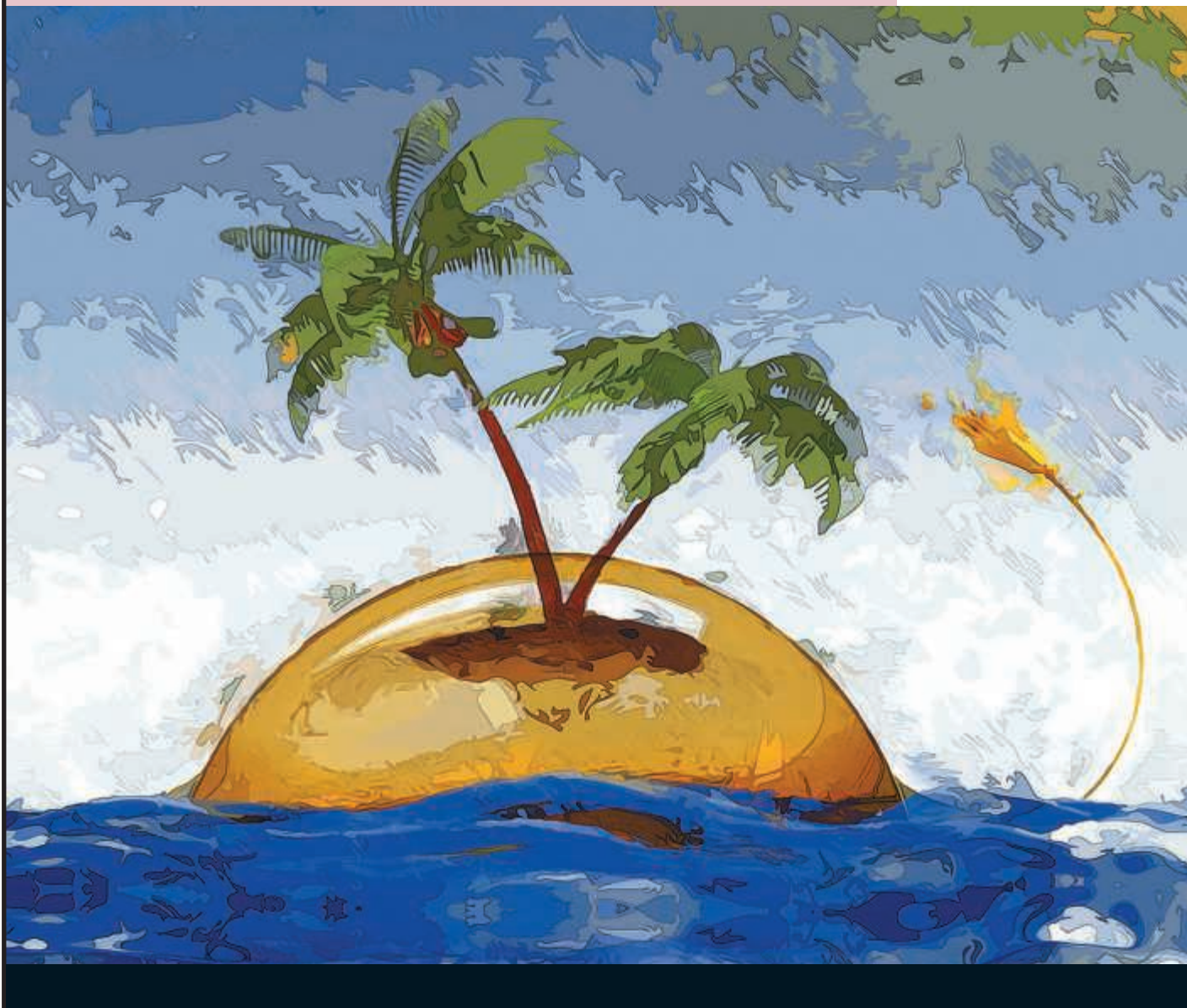
Déracinement. Les gens de Wagina ont déjà été déplacés deux fois. Dans les années 1930, la pénurie de terre et la surpopulation les avaient contraints à quitter les îles Gilbert méridionales (maintenant dans les Kiribati), leurs terres ancestrales, pour s'installer dans les îles Phoenix, un autre archipel [plus à l'est]. Ils ont été à nouveau déracinés, au début des années 1960, par les Britanniques, officiellement en raison de sécheresse persistante, mais ils sont convaincus que c'était plutôt dû aux essais nucléaires effectués par le Royaume-Uni dans les atolls voisins.

Cette fois-là, ils avaient été déplacés à plus 3 000 kilomètres de l'autre côté du Pacifique, à Wagina, où ils ont entamé une nouvelle vie, au milieu de voisins mélanésiens dont l'aspect, la langue, l'alimentation, les cultures, les fêtes et les cérémonies funèbres étaient différents des leurs.

Certains n'ont pu affronter ce bouleversement une seconde fois. *“Un vieil homme s'est suicidé peu avant notre départ parce qu'il était malheureux de laisser des choses derrière lui, comme les cocotiers qu'il avait plantés”,* raconte un villageois, Tetoaiti Amon.

Mais les habitants de Wagina se sont installés sur cette nouvelle île et ont fini par y établir des coutumes, des liens et une nouvelle industrie : ils sont désormais les plus gros producteurs d'algues – pour le dentifrice, l'alimentation, les cosmétiques et les engrais – du Pacifique.

Puis, en 2013, Solomon Bauxite Limited, une compagnie détenue par deux sociétés de Hong Kong, a obtenu l'autorisation d'exploiter une mine à ciel ouvert à Wagina. Les plans, accessibles au public, montrent que la mine aurait couvert 48 kilomètres carrés, soit 60 %



de l'île, et entraîné le défrichage de 2 000 hectares de forêt vierge. Un aéroport aurait été construit – l'île n'est actuellement accessible que par bateau –, ainsi que de nouvelles routes et d'importantes excavations. Quelque 150 camions chargés de bauxite auraient circulé tous les jours pendant vingt ans.

Le dossier économique était solide. L'île est riche en bauxite, un minerai essentiel pour la fabrication de l'aluminium, qui est utilisé dans le bâtiment, l'automobile, la construction aérienne et l'électronique grand public. Et les îles Salomon ne sont qu'à dix jours de mer de la Chine, le plus grand importateur de bauxite au monde. La mine devait produire 24 à 40 millions de tonnes de minerai sur vingt ans, à raison de seize heures de travail par jour, six jours par semaine.

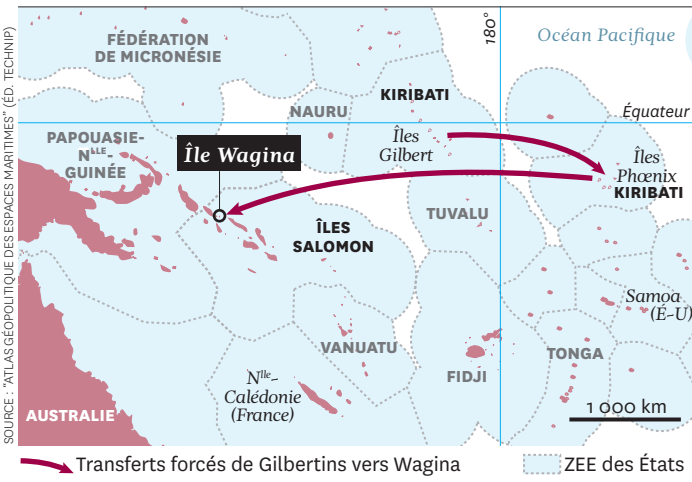
Mais les îliens ont mené un combat judiciaire pénible, éprouvant, et, en 2018, ont obtenu la suspension du projet en attendant plus ample examen du dossier. En mars 2019, le comité consultatif pour l'environnement des îles Salomon a annulé le permis d'exploitation au motif que les habitants de Wagina n'avaient pas été suffisamment consultés, et que la déclaration d'impact environnemental de la compagnie était "peu scientifique et insuffisante" et n'avait pas de valeur juridique.

"Une exploitation minière qui couvre 60 % d'une petite île aura d'énormes conséquences environnementales sur la qualité de l'eau, la qualité de l'air, l'écologie et l'environnement marin", précisait le comité dans sa décision.

La lutte continue. "[L'exploitation minière] aura également un impact dramatique et probablement irréversible sur les plus de 2 000 habitants de l'île qui tirent leur subsistance de la mer et de la terre... Que deviendra la population de Wagina si la mine occupe une zone aussi importante de l'île ? Où trouvera-t-elle les matériaux pour construire ses maisons et les ressources pour vivre ?"

La compagnie a intenté un recours contre cette décision, mais celle-ci a été confirmée par le ministre de l'Environnement [des îles Salomon], en novembre dernier. La lutte n'est cependant pas terminée.

Le projet minier se heurte à une opposition forte mais pas



unanime à Wagina, et crée des fissures dans cette petite communauté qui repose sur le consensus. Cette année, un groupe de huit habitants, qui s'est baptisé le Maungatabu, ou "conseil des anciens", a signé un protocole d'accord avec Solomon Bauxite pour la poursuite du projet.

"Le plus triste, c'est d'avoir l'impression que l'endroit où vous vivez ne vous appartient pas."

William Kadi, DE L'ASSOCIATION DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

William Kadi, vice-président de l'Association du droit de l'environnement des îles Salomon, a piloté la bataille judiciaire des habitants de Wagina. Selon lui, bien que le protocole d'accord n'ait aucune valeur juridique et soit farouchement contesté, ces derniers vivent toujours avec la menace du retour des exploitants miniers. "Le plus triste, dit-il, c'est d'avoir l'impression que l'endroit où vous vivez ne vous appartient pas. C'est tout simplement incroyable : ces gens sont là depuis des décennies et ils ne peuvent toujours pas obtenir de nouvelles terres pour faire face à l'augmentation de la population et assurer leurs besoins, alors qu'une compagnie minière peut tranquillement signer un bail pour les trois quarts de l'île. C'est tout simplement absurde."

Le Guardian a interrogé Solomon Bauxite Limited sur son projet minier mais n'a pas reçu de réponse. Bruce Hills, un directeur de la société, a écrit en réponse à une enquête d'Amnesty International : "Le projet Wagina représente une opportunité

financière importante en matière de développement pour les îles Salomon. [...] Les dirigeants [de la compagnie] sont convaincus qu'il est essentiel que les îles Salomon soient en mesure d'attirer des compagnies minières qui ont les véritables compétences et la volonté de développer l'industrie minière de façon durable pour l'environnement et la société. Nous pensons que ce projet est trop précieux pour toutes les parties prenantes pour qu'il ne voit pas le jour."

Cependant un ancien de Wagina, Tebukewa Mereki, qui a présenté le recours auprès du comité consultatif pour l'environnement, a passé des années à expliquer patiemment aux cours et tribunaux que le droit des habitants de Wagina de vivre paisiblement sur leur île l'emportait sur toute promesse de bénéfice en termes d'économie et de développement. "Wagina, c'est notre vie, déclarait-il dans cet appel en justice. S'ils détruisent Wagina, nous n'avons nulle part où aller."

— Dorothy Wickham et Ben Doherty
Publié le 8 juillet

SOURCE
THE GUARDIAN
Londres, Royaume-Uni
Quotidien
theguardian.com
L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui abrite certains des chroniqueurs les plus respectés du pays. Orienté au centre gauche, The Guardian est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes.

COMMANDEZ DÈS MAINTENANT



8,50 €
Frais de port offerts

Repenser le monde

De notre rapport au monde du travail, de la mondialisation au climat...

La pandémie de Covid-19 a tout bouleversé. L'occasion de repartir sur de nouvelles bases ?

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Les fractures de l'Amérique

Politique, sécurité racisme... Sur tous les sujets, les Américains semblent irréconciliables.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50 €
Frais de port offerts

BON DE COMMANDE

A retourner accompagné de votre règlement à :
Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

N° Titre	Prix	Quantité	Total
1 - Repenser le monde	8,50 €	x	= €
2 - Les fractures de l'Amérique	8,50 €	x	= €
Frais de port offerts			0€
Total =			€

Mes coordonnées :

VCO21BA1607

☐ Monsieur ☐ Madame
NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CP VILLE

Je règle par chèque à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2021
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :
boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante :
DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

ÉCONOMIE



La pandémie dope les prix de l'immobilier

Logement. La plupart des pays riches connaissent une flambée sans précédent du foncier. Faisant craindre une explosion du crédit similaire à la crise de 2008.



—Financial Times
(extraits) Londres

La pandémie de Covid-19 provoque une explosion des prix de l'immobilier dans presque toutes les grandes économies, un phénomène jamais vu depuis plus de deux décennies et qui risque, selon les économistes, de menacer de nouveau la stabilité financière.

Sur les 40 pays couverts par les chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE),

trois seulement ont connu une baisse réelle des prix des logements dans les premiers mois de cette année – soit la proportion la plus faible depuis le début de ces statistiques, en 2000, d'après une analyse du *Financial Times*.

Selon les analystes, cette tendance est alimentée par la faiblesse historique des taux d'intérêt, l'épargne accumulée pendant les confinements et le désir d'espace né du télétravail.

À court terme, la hausse des prix peut être «une bonne chose pour l'économie : ceux et celles qui

✎ Dessin de Boligán, paru dans *El Universal*, Mexico

sont déjà propriétaires se sentent plus riches et peuvent dépenser davantage car leurs biens ont pris de la valeur», explique Claudio Borio, chef du département monétaire et économique de la Banque des règlements internationaux (BRI), la banque des banques centrales. Mais si elle persiste, elle pourrait se transformer en un emballement insupportable qui finirait par pousser l'activité «en marche arrière», surtout si elle s'accompagne d'une explosion du crédit, met-il en garde.

La croissance annuelle des prix de l'immobilier a atteint 9,4 % dans le groupe des pays riches de l'OCDE au premier trimestre 2021, soit la plus forte hausse depuis trente ans, alors que les économies rebondissaient après les graves récessions provoquées par le Covid-19 l'année dernière.

Relance budgétaire. Deniz Igan, chef de division au département des études du Fonds monétaire international (FMI), constate une «forte augmentation des prix des logements dans la plus grande partie de l'hémisphère Nord l'année dernière». Les chiffres par pays laissent à penser que cette tendance s'est poursuivie au deuxième trimestre. Aux États-Unis, les prix ont connu leur plus forte croissance annuelle en près de trente ans en avril. Le Royaume-Uni, la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, le Canada et la Turquie, notamment, connaissent également une forte croissance.

Certains pays montrent des signes de «fièvre de l'immobilier», selon Enrique Martínez-García, économiste en chef à la Réserve fédérale de Dallas. Il attribue ce phénomène aux mesures de relance budgétaires et monétaires introduites pendant la pandémie. «Des conditions financières extrêmement accommodantes» associées à des taux d'intérêt particulièrement bas contribuent à faire monter les prix de l'immobilier à un rythme inhabituellement rapide pour une période de faible activité économique, précise Claudio Borio.

Comme emprunter ne coûte pas cher, il est plus avantageux d'acheter que de louer un logement ou d'investir dans d'autres secteurs. De plus, nombre de ménages, en particulier les plus aisés, ont accumulé une épargne

importante depuis le début de la pandémie, les confinements successifs ayant limité les dépenses alors que certains emplois ont été protégés [notamment par des dispositifs de chômage partiel]. «Une grande partie de ces revenus supplémentaires ont été alloués au marché immobilier», explique Enrique Martínez-García.

Emprunter ne coûte pas cher, il est donc plus avantageux d'acheter que de louer.

Dans le même temps, après toutes ces heures passées à la maison pendant les confinements, nombreux ont été ceux qui ont décidé de déménager, souvent pour s'installer dans des propriétés plus grandes, dans des endroits plus calmes. Ils ont déferlé sur un marché qui était déjà pris d'assaut par les ménages qui avaient dû repousser leur déménagement.

«L'insuffisance de l'offre et l'augmentation du coût de la construction» ont amplifié la situation, estime Mathias Pleissner, économiste à l'agence de notation Scope Ratings. Les mises en chantier ont été moins nombreuses alors que les chaînes d'approvisionnement mondiales se retrouvaient sous pression et que le prix de matériaux comme l'acier, le bois ou le cuivre grimpeait en flèche.

Une bulle ? Pour Brett House, économiste en chef adjoint à la Banque Scotia, au Canada, ce «déséquilibre structurel entre l'offre et la demande [de logements] risque fort de s'accroître» dans les mois à venir. S'agit-il d'une bulle ? Les prix moyens de l'immobilier augmentent plus vite que les revenus dans les pays de l'OCDE, si bien qu'il est plus difficile de se loger. Ils grimpent aussi plus vite que les loyers.

D'après Adam Slater, d'Oxford Economics [un cabinet d'analyse], les biens sont surévalués d'environ 10 % par rapport aux tendances à long terme dans les économies avancées. L'actuelle explosion des prix est l'une des plus fortes depuis 1990, selon ses calculs – même si elle est loin d'être aussi importante que celle de la période qui a précédé la crise financière [de 2008]. Certains

des facteurs de la hausse sont toutefois temporaires, précise-t-il. Comme les incitations fiscales et certaines perturbations économiques liées à la pandémie, dont les désordres des chaînes d'approvisionnement mondiales provoquées par les retards dans les ports. L'augmentation du volume des prêts est plus faible qu'avant la crise financière mondiale, ce qui permet de supposer que le «risque de banqueroute est moins élevé que, disons, en 2006-2007» [quand les ménages américains à faibles revenus ont commencé à ne plus pouvoir rembourser leurs crédits, ce qui a déclenché la crise], ajoute-t-il.

La croissance des emprunts immobiliers est largement alimentée par des personnes ayant une position financière solide, et les ménages des pays les plus avancés sont moins endettés qu'avant la crise financière ; on peut donc supposer qu'il y a peu de risque de suivre le même chemin et d'aboutir à une vague de défauts de paiements suivis de ventes au rabais, fait valoir Deniz Igan. Autre facteur clé : les banques centrales, marquées par la précédente crise immobilière, sont plus vigilantes. Partout dans le monde, les décideurs politiques sont «désormais parfaitement conscients des risques présentés par l'immobilier», constate Aditya Bhawe, économiste à la Bank of America. Ce qui, par rapport à 2008, «réduit de façon significative les risques d'évolution défavorable».

—Valentina Romei
et Chris Giles

Publié le 1^{er} août

SOURCE



FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni
Quotidien
ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de *London Financial Guide*, un journal de quatre pages destiné «aux investisseurs honnêtes et aux courtiers respectables», le *Financial Times* est aujourd'hui le quotidien financier et économique de référence en Europe. Il a été racheté par le groupe japonais Nikkei en 2015.



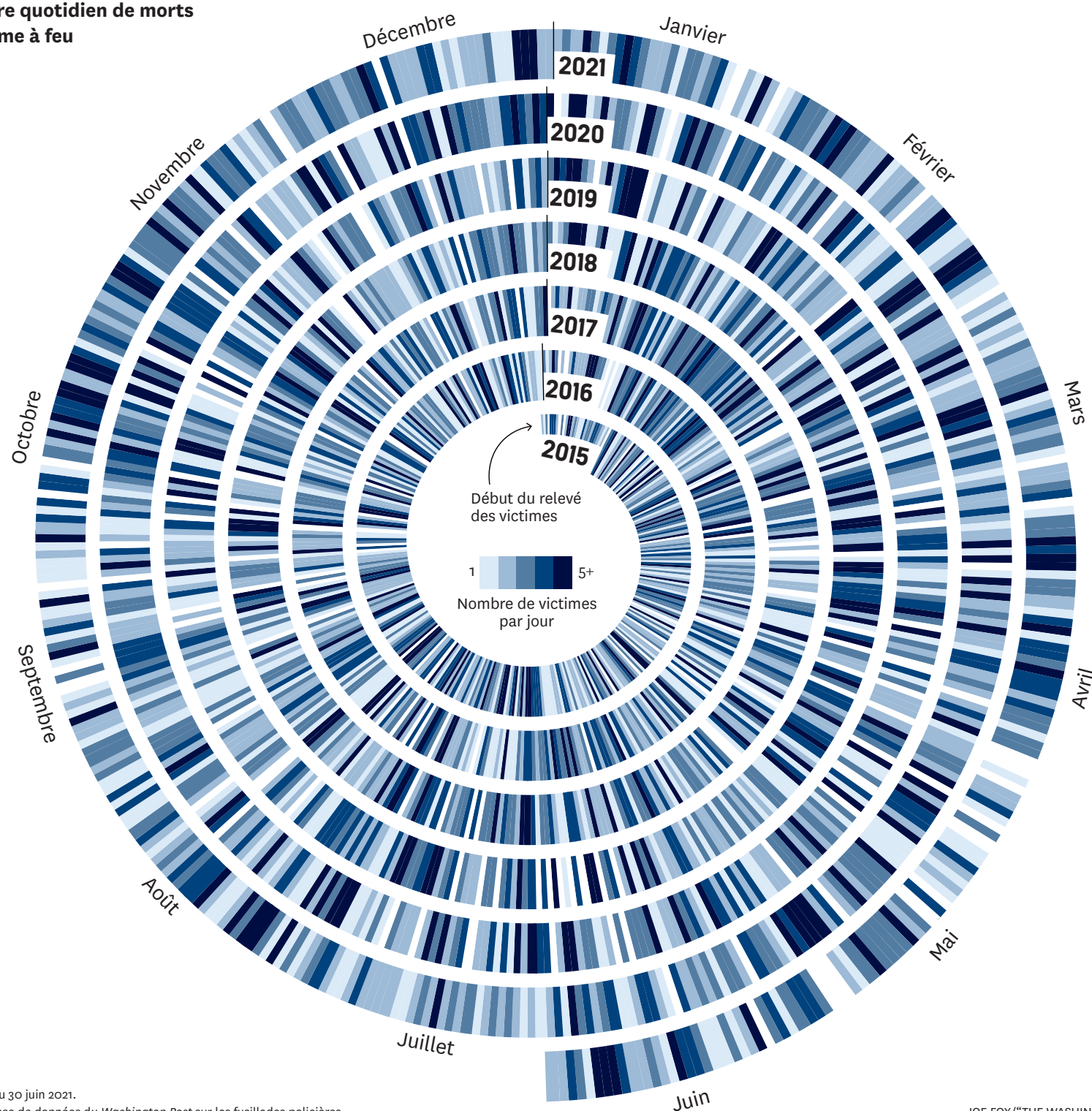
signaux

Chaque semaine, une page
visuelle pour présenter
l'information autrement

La spirale fatale des fusillades policières

Aux États-Unis, les forces de l'ordre en service abattent en moyenne près de trois personnes chaque jour.

Nombre quotidien de morts
par arme à feu



Données au 30 juin 2021.

Source : base de données du Washington Post sur les fusillades policières.

JOE FOX/"THE WASHINGTON POST"



La source

WASHINGTON POST. Le quotidien américain a publié cette infographie sur son site le 30 juillet. Elle présente le nombre de personnes abattues chaque jour par des policiers en service depuis 2015. Selon le décompte du journal, les agents ont tiré

mortellement sur plus de 6 400 personnes sur cette période. Un triste record a été atteint en 2020, avec 1 021 victimes. Rapportés à la population de chaque communauté, les Noirs sont les plus touchés, devant les Hispaniques puis les Blancs.

360



MAGAZINE

Le silence, les pierres et moi	• Voyage.....	42
Le tour du monde en vingt-deux portes	• Culture	44
Le héros yankee des Iraniens	• Histoire.....	46

Pourquoi tout le monde aime Dolly Parton ?

En ce début du XXI^e siècle, la star de la country fait l'unanimité auprès des Américains. À 75 ans, elle est devenue une icône populaire, une sainte laïque que certains croient capable de panser les plaies d'un pays plus divisé que jamais. —Vox [extraits] Washington

J'en ai par-dessus la tête de Dolly, pas vous ?" a déclaré Dolly Parton au *New York Times Magazine* en 2020. Rares sont ceux qui acquiescèrent. Dolly Parton a si bien relancé sa carrière qu'elle fait aujourd'hui un peu figure de sainte laïque de la country pop. Que pourrait-on ne pas aimer chez Dolly ?

Elle est une légende vivante qui, à 75 ans, continue de remplir les stades. Elle est la parolière de génie qui a écrit [ses deux grands tubes] *Jolene* et *I Will Always Love You* le même jour [en 1973]. Depuis plusieurs décennies, les féministes ont entrepris d'en faire une icône de leur cause. C'est une reine glamour tirée à quatre épingles, une puissante femme d'affaires dont l'empire inclut un parc d'attractions à sa gloire [Dollywood, ouvert en 1986 dans son État natal du Tennessee], une philanthrope qui, à travers son programme de lutte contre l'illettrisme ["Imagination Library"], envoie gratuitement des livres à des millions d'enfants et qui, pour couronner le tableau, a contribué à financer le vaccin Moderna contre le Covid-19 – puis a refusé tout passe-droit pour se faire injecter une première dose avant son tour.

Elle est tellement adulée que la radio [publique new-yorkaise] WNYC lui a consacré toute une série de podcasts pour tenter de comprendre comment une seule et même personne pouvait susciter autant d'engouement dans les États démocrates que dans les États républicains.

Les États-Unis n'ont pourtant pas toujours voué une telle admiration inconditionnelle à Dolly Parton. Au début de sa carrière, la chanteuse subjuguait essentiellement

sa base d'amateurs de country, tandis que le reste du pays la considérait comme un simple décolleté ambulancier, voire moins encore. Dans son analyse de la carrière de Dolly Parton publiée en 2000, *She Come By It Natural* ["Elle est tout ce qu'il y a de plus naturel", inédit en français], Sarah Smarsh fait remarquer que, durant les années 1970 et 1980, les deux grandes animatrices de talk-show Barbara Walters et Oprah Winfrey lui avaient "demandé de se lever en pleine interview pour montrer, sans une once d'humour, qu'elle ressemblait à une traînée".

Mais ces dernières décennies, tout ce qui définit Dolly est redevenu à la mode. "Si Parton jouit d'une telle cote de popularité, affirmait en 2019 [la critique musicale] Lindsay Zoladz dans le portrait qu'elle lui a consacré dans le *New York Times*, c'est en partie parce que tous les attributs qui l'exposaient autrefois aux critiques – sa féminité exacerbée jusqu'à l'outrance, son sens des affaires décomplexé qui lui a permis de passer [de la country] à la pop dès la fin des années 1970, et même la désinvolture avec laquelle elle assume ses chirurgies esthétiques – ne sont plus des tabous."

Dolly Parton explique souvent qu'elle a cherché à ressembler à la tapineuse de sa ville natale qui, quand elle était petite, lui paraissait être la plus belle personne

qu'elle eût jamais vue; qu'elle sait qu'elle ne plaît pas aux hommes hétéros et qu'elle s'en contrefiche. "Si j'essayais vraiment d'impressionner les hommes ou d'être parfaitement sexy, je m'habillerais autrement", a-t-elle confié à *Playboy* en 1978. Mais à quoi bon ? "Je suis déjà mariée et mon look ne dérange pas mon mari."

Pendant des décennies, on a entendu dans ce commentaire des connotations douteuses, voire vulgaires. Mais à partir des années 2010, on a davantage voulu y voir un message valorisant, et même féministe: Dolly s'habillerait pour elle-même et non pour le regard masculin. Et sa personnalité serait une ode au côté artificiel de la féminité et du glamour, une pépite d'authenticité dans un univers factice [soit l'incarnation plus vraie que nature du fait que le genre serait une performance, énoncé défendu notamment par la philosophe Judith Butler]. Et cela, c'est on ne peut plus avant-gardiste. → 40





✓ Dolly Parton à Londres,
en février 2001.
Photo Hugo Philpott/AFP

38 ← L'ambition tenace et affichée de Parton, qui pouvait autrefois passer pour du cynisme, est dans la culture actuelle de "réussite à tout prix" une marque d'exigence. Dolly sait ce qui rapporte et flaire les bonnes affaires. En 2004, elle a achevé de propulser sa carrière dans le xxi^e siècle en s'alliant les services d'un nouveau manager. Elle n'avait jusqu'alors pas de site Internet, très peu de produits dérivés, et ses tournées n'attiraient que quelques milliers de spectateurs. Elle a embauché Danny Nozell, qui, comme il l'explique volontiers dans les médias, a ciblé une nouvelle génération de fans en associant des tournées taillées sur mesure pour ce public, des campagnes de marketing télévisé et de "grandes opérations de publicité virale".

Dès 2006, les concerts de Dolly Parton affichaient à nouveau complet. Trois ans plus tard, elle jouait à guichets fermés dans des stades. Et en 2014, elle était tête d'affiche au festival de Glastonbury [dans le Somerset, en Angleterre, l'un des plus prestigieux au monde]. Le public branché était devenu plus réceptif au génie de Dolly Parton, elle était enfin dans l'air du temps.

Sarah Smarsh, qui a grandi dans le Kansas rural – le pays de Dolly –, se rappelle avoir été surprise de constater à quel point les élites de la côte Est idolâtraient Dolly Parton. "Je pensais que, dans certaines régions, on ne pouvait aimer Dolly Parton qu'avec une distance ironique", écrit-elle. Or Dolly Parton ne laisse place à aucune ironie. Cela fait partie de son charme. Depuis cinq ans, les États-Unis des côtes et de l'arrière-pays l'aiment pleinement, passionnément, et sans ironie.

Aimer Dolly Parton, c'est aimer son image, qui est tout à la fois immuable et changeante, outrageusement transparente et opaque. "Il n'y a chez Dolly Parton aucune aura de mystère", assurait [le critique de cinéma] Roger Ebert en 1980, dans son interview de la chanteuse pour la promotion du film *Comment se débarrasser de son patron* [9 to 5 en VO, dans lequel elle jouait et dont elle a écrit la chanson-titre]. "Elle est exactement telle qu'elle paraît." Pourtant, au fil de la conversation, il a vu se dessiner une autre image de Dolly: elle semblait parfaitement authentique, mais aussi quelque peu irréelle. "Elle parle avec cet accent sudiste mièvre, mais avec une précision et un à-propos impeccables, si bien qu'elle ne se borne pas à répondre à une question, elle présente un personnage, elle est sur scène, poursuivait-il. Un phénomène fascinant s'est produit parmi les journalistes présents autour de la table. Quelques instants plus tôt, ils lui posaient des questions bateau. Et tout à un coup, ils se sont laissé embarquer dans son jeu. Ils entraient dans le rythme du spectacle, lui donnant la réplique."

On ne peut pas vraiment dire qu'elle joue "Dolly Parton" comme un rôle. Dolly respire l'authenticité. Mais elle semble être parfaitement consciente que, habilement manié, son personnage public exubérant lui laisse suffisamment d'espace pour se protéger. Cette contradiction fait partie intégrante des pirouettes sur lesquelles elle a fondé sa carrière. Elle déboule avec ses perruques permanentes et ses décolletés plongeants, sort une blague sur ses seins avant que quelqu'un d'autre n'ait le temps de le faire ("Eh bien! maintenant que nous n'avons plus ce poids sur la poitrine...") est l'une de ses boutades classiques) et semble parfaitement sincère et limpide. Ce n'est qu'une fois qu'elle arrête de parler que l'on se rend compte de tout ce qu'elle a réussi à garder caché.

Par exemple: Carl Thomas Dean, avec lequel elle est mariée depuis 1966 et qui n'est pratiquement jamais photographié en public. Ses convictions politiques

qui, au-delà de son soutien affiché pour les droits des LGBTQ, restent un mystère (elle se refuse à parler de Donald Trump). Sa vie privée.

"Elle ne se réinvente pas, mais fait tourner les multiples facettes de son image pour la présenter sous un éclairage différent", a expliqué en 2020 le *New York Times Magazine*. À l'époque, le pan de sa personnalité le plus exposé aux feux des projecteurs était son travail de parolière. Cette année, les vaccins contre le Covid-19 ayant accaparé l'actualité, c'est davantage son œuvre philanthropique qui fait la une de la presse.

Mais derrière cette image changeante, une idée reste immuable, presque autant que sa féminité idéalisée. Depuis les premiers temps de sa carrière, dans chacun des articles et portraits qu'ils lui consacrent, les journalistes qui s'entretiennent avec Dolly Parton finissent tous par évoquer cette aura d'amour qui l'entoure. Une aura qui provient peut-être de l'impression profonde que Parton est absolument sincère quand elle dit et répète à l'envi qu'elle "aime tout le monde et veut être aimée de tous".

En 2008, Roger Ebert a repris son portrait de Dolly Parton, écrit en 1980, soulignant qu'il était passé à côté d'un détail qu'il jugeait essentiel: la présence de la star qui "l'enveloppait" alors. "Cela n'avait rien à voir avec du sex-appeal. Loin de là. C'était comme si j'avais été hypnotisé par une puissance bienveillante. En quittant la pièce, j'avais la sensation de flotter sur un nuage de bien-être." Ebert ajoute que, le lendemain, alors qu'il parlait de Parton avec son coauteur Gene Siskel, celui-ci lui avait confié avoir ressenti la même chose: "Tu vas me prendre pour un dingue, mais pendant que j'interviewais Dolly Parton, j'avais presque l'impression qu'elle avait des pouvoirs de guérison."

Mais une sainte laïque de la pop n'a pas sa place dans les États-Unis du xxi^e siècle. Et cette capacité quasi christique de Dolly à séduire tout le monde en toutes circonstances a son revers.

Les premiers signes d'un désamour de Dolly Parton sous l'ère Trump sont apparus en 2017, avec l'affaire de l'attraction présentée à Dollywood sous le nom de Dolly Parton's Dixie Stampede [Dixie est un terme désignant les États du Sud autrefois esclavagistes; *stampede* veut dire "débandade"]. "Annoncé comme un 'extraordinaire spectacle de cabaret [...] opposant dans une joute cordiale et ludique les États du Nord à ceux du Sud', le Dixie Stampede de Dolly Parton scelle la rencontre de la cause perdue des États confédérés et du Cirque du Soleil, jugeait Aisha Harris dans un article viral pour Slate. C'est une folie kitsch impeccablement blanche qui parodie la guerre de Sécession sans faire la moindre mention de l'esclavage." Au Dixie Stampede, des porcelets [sudistes] baptisés Robert E. Lee et Scarlett O'Hara affrontaient d'autres porcelets [nordistes] portant les noms d'Abraham Lincoln et d'Ulysses Grant, face à un public en délire qui devait choisir un camp. Sur l'une des portes des toilettes, un panneau blanc annonçait "Réservé aux Sudistes", et sur l'autre, un panneau noir proclamait "Réservé aux Nordistes".

L'attraction a été revue et corrigée quelque temps après la sortie de l'article de Slate. Rebaptisée Dolly Parton Stampede, elle continue de se présenter comme un affrontement entre le Nord et le Sud, mais ne comporte plus de référence à la guerre de Sécession, et la nostalgie de l'époque esclavagiste a fait place à une évocation tout aussi nostalgique du Gilded Age [la "période dorée" de prospérité qui s'ouvrit après la guerre de Sécession]. Les toilettes ont été redécorées sur un thème kitsch du Far West. "L'ignorance naïve est une réalité, et nous sommes nombreux à en être coupables", a reconnu Parton en 2020 dans une interview au magazine *Billboard*, revenant sur

la controverse. "Quand on m'a signalé que 'Dixie' était un terme blessant, je me suis dit: 'Je ne veux surtout blesser personne. Je suis là pour faire des affaires. En ce cas, nous appellerons simplement notre attraction Stampede.' À partir du moment où on comprend que quelque chose pose problème, il faut le résoudre. Je ne voudrais pour rien au monde blesser qui que ce soit à dessein."

Dolly Parton a accordé cette interview à *Billboard* en juillet 2020, au moment même où, après le meurtre de George Floyd par un policier, des manifestations se tenaient dans tout le pays. Que pensait-elle de ce mouvement? "Je comprends que les gens veulent se faire reconnaître, entendre et voir, a-t-elle répondu. Et bien sûr, les vies noires sont importantes. Pensons-nous qu'il n'y ait que nos petits culs blancs qui soient importants? Non!" Cette habile dérobade à propos d'un sujet politique est caractéristique des stratégies que Parton a utilisées tout au long de sa carrière. La star exprime plus volontiers l'empathie que la solidarité – elle comprend ce qui pousse les gens à se faire entendre, même si elle-même ne descend pas dans la rue – et affirme aimer tout le monde. Et puisqu'elle aime tout le monde, la vie de chacun est importante, naturellement.

ELLE EST UNE ÉGÉRIE AUSSI BIEN POUR LES FÉMINISTES QUE POUR LA COMMUNAUTÉ QUEER ET LES NOSTALGIQUES DU VIEUX SUD ESCLAVAGISTE.

Lorsqu'il lui arrive d'offenser des sensibilités, comme ce fut le cas avec le Dixie Stampede, c'est un accident. Et lorsqu'elle a rebaptisé son Stampede, elle a présenté cette décision aussi bien comme un témoignage du savoir-vivre sudiste (elle ne veut froisser personne) que comme une stratégie commerciale de bon sens dénuée de toute arrière-pensée. Mais elle n'a rien dit de ce qu'elle pensait vraiment de la nostalgie du vieux Sud.

"J'ai autant d'amis républicains que d'amis démocrates, et je n'aime tout simplement pas donner mon opinion sur l'actualité politique, a-t-elle déclaré au *Guardian* en 2019. J'ai vu ce que ça pouvait donner, dans le cas des Dixie Chicks par exemple [un groupe phare de la scène country dont la carrière a volé en éclats quand, en 2003, il a dénoncé sur scène la décision de George Bush de déclencher la guerre d'Irak]. À dire ce qu'on pense, on peut foutre en l'air une carrière."

Lorsque l'on tente de lui soutirer une déclaration politique, Parton esquivait aussitôt avec un charmant pas de côté. Lors de la cérémonie des Emmy Awards [récompenses de télévision américaine] de 2017, retrouvant sur scène ses partenaires de *Comment se débarrasser de son patron* pour décerner le prix du meilleur second rôle masculin, elle s'est laissé surprendre par la complicité de Jane Fonda et de Lily Tomlin pour dézinguer Donald Trump. "En 1980, quand nous avons tourné dans ce film, nous refusions d'être sous la coupe d'un bigot sexiste, égoïste, menteur et hypocrite", a lancé Jane Fonda, reprenant l'une des répliques cultes de 9 to 5. "Et cela vaut encore en 2017: nous refusons toujours d'être sous la coupe d'un bigot sexiste, égoïste, menteur et hypocrite", a enchaîné Tomlin, sous un tonnerre d'applaudissements.

Dolly Parton, qui se trouvait entre Lily Tomlin et Jane Fonda, a écarquillé les yeux et reculé d'un pas, sans se départir de son sourire. Jane Fonda lui a passé un bras sur les épaules tout en poursuivant son discours sur les meilleurs

seconds rôles [appelés *supporting actors* en anglais, “acteurs de soutien”], puis Parton a repris la main et détendu l’atmosphère avec son arme secrète – une blague sur les seins: “Personnellement, j’en connais un rayon sur les soutiens, a-t-elle plaisanté en montrant sa poitrine plantureuse. Sans bons soutiens, Choc et Effroi [une doctrine militaire américaine] ressembleraient davantage à Flip et Flop!” Après quoi, elle a assuré à l’assistance qu’elle était certaine que, par sa petite pique, Lily Tomlin faisait référence à l’odieux M. Hart, le personnage du patron dans le film. “Je vous propose de faire une ovation à Dabney Coleman [l’acteur qui incarnait Hart]!” Enfin, pour faire bonne mesure, elle a sorti une vanne salace. “J’espère vraiment que, ce soir, en déballant ma pochette cadeau, je trouverai un vibromasseur Grace et Frankie [référence à la série Netflix dans laquelle elle rêve de jouer, aux côtés de Jane Fonda et Lily Tomlin].”

La façon dont Parton a réagi à la sortie anti-Trump de Jane Fonda et Lily Tomlin fonctionne un peu comme un test de Rorschach: chacun peut y voir ce qu’il veut.

“Dolly Parton n’a rien fait de mal. Je suppose que certains auraient voulu qu’elle crache à la figure de Lily Tomlin pour son insolence, mais voilà, ce n’est pas le genre de Dolly”, a relevé un article du blog Saving Country Music, rappelant que les trumpistes fans de Dolly n’avaient aucune raison d’être en colère. Sarah Smarsh, dans son livre *She Come By It Natural*, voit pour sa part dans la blague de Parton sur le vibromasseur une déclaration féministe subversive et, en un certain sens, un puissant message subliminal anti-Trump. “Son commentaire était le moins ouvertement politique des trois, souligne-t-elle. C’était aussi celui qui avait le plus de chances d’exaspérer un homme comme Donald Trump – qui considère que les femmes n’existent que pour son propre plaisir, perdent de leur valeur avec l’âge et ont besoin d’un homme pour connaître l’orgasme. Qu’est-ce qui est plus anti-Trump qu’une femme fortunée de 71 ans fantasmant en direct sur une chaîne de télévision nationale sur un sex-toy juste après que son nom a été évoqué?”

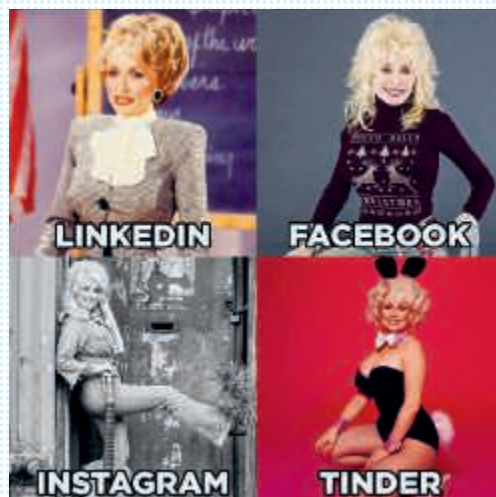
Dans l’ensemble, en s’abstenant de prendre explicitement la moindre position politique, Dolly Parton a plutôt bien préservé ses intérêts professionnels. Contrairement à des vedettes plus jeunes, comme Taylor Swift, elle n’a essuyé que très peu de critiques pour avoir refusé de soutenir Hillary Clinton face à Donald Trump lors de la campagne présidentielle de 2016. Mais en ce XXI^e siècle, alors qu’elle reste très populaire, certains spectateurs voient un côté plus sombre à son “ni-ni”. Car comment ne pas prendre parti face à des néonazis et des insurgés en armes brandissant des drapeaux confédérés au Capitole?

Dans une lecture attentive de la carrière de Parton sur le site Longreads, Jessica Wilkerson [historienne spécialiste des États du Sud et des mouvements féminins et ouvriers] a analysé en 2018 l’admiration qu’elle a toujours portée à Dolly, et elle s’est plus particulièrement interrogée sur la place fondamentale qu’occupe le concept de “blanchité” dans l’image de la chanteuse. “Les féministes et la communauté queer en ont fait leur égérie, et les néoconfédérés l’ont proclamée reine, constate Wilkerson. Dans l’imaginaire des Blancs, son identité de fille des montagnes l’enracine dans ses terres ancestrales blanches, alors que la conscience de classe et la transgression des genres qu’elle manifeste dans sa représentation de la blanchité deviennent signifiantes pour les progressistes blancs sensibles à la fluidité des genres et portés à l’iconolâtrie de la classe ouvrière.” Selon l’historienne, Dolly est capable de séduire les deux camps du paysage politique – mais

↓ Capture d’écran du compte Instagram @dollyparton. Durant le confinement, la chanteuse a lancé le #DollyPartonChallenge, un défi viral. Chacun joue avec l’identité qu’il présente sur différents réseaux sociaux.

↓ ↓ Entre Lily Tomlin (gauche) et Jane Fonda (droite), sur la scène des Emmy Awards, en 2017. Photo Frederic J. Brown/AFP

↓ ↓ ↓ En 2014, Dolly Parton était tête d’affiche au très hype festival de Glastonbury, en Angleterre. Photo Leon Neal/AFP



elle en paie le prix. “Dolly Parton a bâti son empire sur et avec les vestiges des vieux divertissements racistes, qu’elle a enrobés de marqueurs prolétaires et d’enjeux féministes”, conclut Wilkerson, en référence au Dixie Stampede de Dolly. “C’est là une facette que j’ai longtemps ignorée, parce qu’elle ne cadrerait pas avec l’image de l’héroïne féministe de la classe ouvrière que je m’étais faite. Mais je suis aussi passée à côté du fait que si d’autres sont si attachés à Dolly, c’est précisément en raison de son adhésion au Dixie et de son éloge ambigu de la blanchité. Et je n’avais pas compris à quel point la blanchité lui colle à la peau.”

Que Dolly Parton se refuse à parler politique en public ne suffit probablement pas à la rayer de la culture populaire. Pas plus que l’idée qu’elle prête le flanc à l’admiration des racistes. Mais c’est le genre de choses qui font que le culte narcissique rendu à Dolly – comme cette pétition récente appelant à remplacer tous les monuments confédérés du Tennessee par des statues de Dolly, “la Jésus des Appalaches” – semble commencer à s’essouffler un peu et même à friser la caricature.

Dolly Parton est une artiste remarquable, elle semble également être une dame charmante qui fait sans aucun doute de son mieux pour contenter ses nombreux fans. Mais attendre d’elle qu’elle répare le paysage social fracturé des États-Unis et l’appeler Jésus, c’est lui en demander beaucoup. Et Dolly Parton le sait.

Son manager, Danny Nozell, connaît suffisamment bien les ressorts d’Internet pour comprendre qu’une surexposition pourrait être dommageable, même pour une légende vivante de l’envergure de Dolly. Il confiait d’ailleurs en novembre dernier au *New York Times* que l’équipe de Parton prévoyait de se mettre en retrait en 2021 “pour éviter de sursaturer le marché”. On apprenait peu après que Dolly Parton avait participé au financement du vaccin Moderna contre le Covid. Décidément, Dolly Parton ne peut pas s’empêcher de nous offrir à tous ce que nous voulons.

Alors, après tout, c’est peut-être au public de laisser Dolly faire une pause et de l’autoriser à nous abandonner assez longtemps pour que nous cessions de l’adorer et qu’elle commence à nous manquer. Mais sommes-nous seulement capables de nous en passer? Ou bien aurons-nous toujours plus besoin de Dolly Parton? Continuerons-nous éternellement à lui demander de revenir panser nos blessures?

— Constance Grady
Publié le 26 février

SOURCE



VOX

Washington, États-Unis
vox.com

Ce site a été lancé en 2014 par Melissa Bell, Matthew Yglesias et Ezra Klein, à l’époque jeune journaliste vedette du *Washington Post*. Son but est simple: “expliquer” l’actualité à des lecteurs souvent perdus, “dans un monde où l’on a trop d’information et trop peu de contexte, trop de bruit et pas assez d’analyse”.

**RETROUVEZ TOUS
LES ÉPISODES DE CETTE SÉRIE
SUR NOTRE SITE INTERNET.**

—Die Zeit *Hambourg*

J'ai pris avec moi un kilo et demi de *quark* [fromage blanc], vingt œufs, un paquet de flocons d'avoine, des spaghettis, des noix, quatre concombres, 1 kilo de tomates, deux courgettes, des bananes, des brugnons, un morceau de lard, un paquet de *cevapcici* [saucisses traditionnelles croates] et 9 litres d'eau. Reste à savoir si ça suffira pour tenir cinq jours sur une île déserte; je ne suis pas particulièrement doué pour l'intendance.

Je suis plutôt du genre à attendre qu'il me manque quelque chose pour sortir, ce qui risque d'être difficile sur une île sans épicerie. Peut-être aurais-je dû emporter le *Survival-Lexikon* ["La survie de A à Z", inédit en français] de Rüdiger Nehberg [aventurier allemand, 1935-2020], un harpon ou au moins une canne à pêche, mais ce serait peut-être exagéré, parce que ce n'est pas sur un atoll perdu des mers du Sud que je vais me retrouver, mais sur une île croate.

Je n'aurai pas non plus besoin de me bricoler une hutte puisque j'emmènerai dans une maison en dur que j'ai choisie au préalable sur Internet, avec l'électricité et l'eau courante. C'est la vie de Robinson en version allégée : cinq jours à Kornat.

Kornat est la plus grande (et ça se sent) des 147 îles et îlots des Kornati – un archipel de la côte adriatique. La première fois que je suis venu ici, non loin de Zadar [ville côtière], c'était il y a trois ans, j'y avais fait

Le silence, les pierres et moi

Nicol Ljubic, journaliste et écrivain allemand d'origine croate, est allé passer quelques jours sur l'île quasi déserte de Kornat, au large de son pays natal. Un séjour infiniment régénérant.

une excursion à la journée en bateau. Je découvrais un autre monde, aride, isolé, un archipel rocaillieux composé d'îles désertes et d'îlots escarpés comme surgis des flots. Pas de voiture ici, ni de route, ni d'hôtel, ni de pension. La plupart du temps, pas de couverture réseau non plus. Ici et là, juste une maison au bord de la mer et quelques rares lieux-dits sur Kornat.

Et puis des murets de pierre, sur des kilomètres, qui s'étirent sur les grandes îles, d'un bord à l'autre, enjambant les collines karstiques, chevauchant les crêtes avant de redévaler les pentes. Ils doivent mesurer environ un mètre et demi de hauteur, dressés pierre après pierre. S'ils étaient plus gros, j'imaginerai qu'on pourrait les voir

depuis l'espace : des lignes mystérieuses, parcellisant le vide sans motif apparent.

Lambeaux d'écume. L'isolement, le karst, la mer indigo – dans mon esprit, les Kornati sont l'incarnation même du *ffjaka*, ce terme dont se servent les Croates pour décrire un état mental fait de calme, de langueur et de paresse. Tout le contraire de ma vie berlinoise, surtout en ces temps de pandémie. J'avais cette image devant les yeux : je suis assis sur un de ces îlots, le regard perdu dans le lointain, et je respire – j'inspire profondément, j'expire, et je recommence.

Renato m'attend au port de Murter. Ce sera lui, le passeur qui m'amènera dans

"l'autre monde". Murter se situe sur l'île du même nom, reliée au continent par un pont. C'est le dernier endroit où l'on peut trouver des rues, des supermarchés et des cafés bondés. La maison dans laquelle je séjournerai [sur Kornat] appartient à la famille de Renato. Il est midi, le vent arrache à la mer des lambeaux d'écume, la traversée en canot à moteur a tout du rodéo. Je ne sais pas si Renato voit que je suis blanc comme un linge. À mi-chemin, il me propose un schnaps, que je refuse poliment.

Plus on approche de Kornat, plus l'île paraît râpée. La terre rougeoit au milieu de cet univers minéral. L'île est barrée en son milieu d'une chaîne de collines. Je revois ces murs de pierre qui partent à l'assaut des collines. Et je me demande qui a bien pu se donner la peine d'empiler de la sorte des centaines de milliers de pierres sur ces terres rudes et escarpées. Et surtout, pourquoi.

Au bout d'une heure à chevaucher les vagues, Renato me désigne une petite crique ponctuée de deux maisons de pierre : Lopatica. C'est dans une de ces bâtisses que je vivrai : l'autre appartient à la Konoba Beban, une auberge. Il y a des tables dehors, juste au bord de l'eau. Je suis aux anges : je n'aurai même pas besoin de faire ma tambouille, j'aurai un restaurant devant ma porte (et comme je le découvrirai bientôt, pour moi tout seul, ou presque).

Renato me fait faire un tour de la maison, l'installation solaire, les citernes

← **Le village de Vrulje, sur l'île de Kornat. Au loin, les murets de pierre.**

Photo Joël Ducange/Gamma-Rapho via Getty Images

↓ **L'archipel des Kornati est aride, isolé et rocailleux.** Photo Ivan Coric/Alamy/Photo12

qui récupèrent l'eau de pluie (il n'y a pas de source sur l'île) et le portillon du jardin que je dois bien penser à fermer le soir. Il me donne son numéro au cas où. Puis je vois mon passeur remonter dans son canot, me laissant seul.

Je range mes victuailles dans le placard. La journée passant, je comprends que je n'ai rien à faire, rien du tout, que personne ne me demandera quoi que ce soit, que je pourrais très bien m'allonger et lire en toute quiétude, ou dormir, ou contempler la mer, ou écouter ma respiration.

J'observe des voiliers qui croisent entre les îles. Il me faut un peu de temps pour prendre conscience du silence. Une grosse mouche dans la maison de temps à autre, et le vent qui secoue les volets par rafales. Sinon, rien, pas un bruit.

Ce qui m'alarmera d'autant plus le soir, quand j'entendrai des bruits derrière la maison. Quelques pierres qui dévalent la pente. Il y a quelqu'un, je retiens ma respiration. Peu après, j'entends un bêlement, et je découvre une douzaine de moutons dans le jardin, devant ma chambre. Je n'ai pas la moindre idée d'où ils peuvent venir. De toute la journée, je n'avais pas vu un seul mouton. Mais je sais maintenant pourquoi j'aurais dû fermer le petit portillon.

Le lendemain matin, en partant explorer cet environnement minéral, je découvre des quantités monstrueuses de crottes, mais pas de moutons. Ce n'est qu'à midi, alors que je suis attablé à la Konoba Beban, que j'apprends de la bouche de Duje, le serveur,

que les moutons appartiennent au propriétaire du restaurant – il y en a 250, qui se tiennent généralement de l'autre côté de la colline pendant la journée. Ils sont livrés à eux-mêmes et ne sont rassemblés qu'une fois l'an pour être tondus. "Ils ne fuient pas?" demandé-je. Duje désigne les murets qui grimpent sur la colline au loin. J'apprends qu'ils ont été construits pour délimiter les parcelles et que la plupart ont plus de cent ans. J'imagine le travail de forçat que ça a dû demander. J'apprends aussi que les murets étaient généralement dressés à deux, l'un posant les pierres, l'autre les ajustant. À cause de la chaleur, on travaillait en hiver, ou au clair de lune en été.

Les moutons restent toutefois un mystère pour moi. De temps à autre, j'en vois quelques-uns brouter entre les rochers. Le soir, ils se regroupent à plusieurs dizaines autour de la maison. Je pense bien à fermer le portillon, désormais, mais ils trouvent toujours le moyen de passer. Je les entends bêler un moment, et puis ils s'évanouissent à nouveau dans la nature.

Je suis le seul client de la Konoba Beban pendant les jours qui suivent, mais ça ne va pas durer, m'assure Duje. Les plaisanciers et les touristes à la journée vont arriver. Outre l'environnement préservé, ce sont les *konoba* [auberges] qui font la particularité de l'archipel. Elles sont disséminées sur plusieurs îles – ce sont d'anciens ermitages donnant sur la mer, avec chacune son embarcadère. Leurs spécialités sont le poisson frais ou l'agneau grillé. Et, comme cadre, on fait difficilement mieux.

Nous sommes début juin, et il fait déjà trop chaud en journée pour entreprendre de longues balades. Le troisième jour, j'escalade un soir la colline qui se trouve derrière la maison. Duje me l'a recommandé. Là-haut, dit-il, on renoue avec le calme, c'est comme une forme de méditation. L'effort me fait du bien, chaque pas me vide un peu la tête. Arrivé en haut, je me pose sur un

rocher. Je regarde les îles face à moi, dont certaines sont rondes, évoquant d'énormes carapaces de tortues de mer. Les oiseaux évoluent en silence au-dessus de la mer. Au bout d'un moment, je prends subitement conscience de ma respiration. Après tous ces mois de promiscuité berlinoise [à cause des mesures de confinement], j'ai l'impression que ma cage thoracique se dilate. À mes pieds, un monde originel, intact, à l'exception des murets et de quelques bosquets d'oliviers – alors que je ne suis pourtant pas aux confins du monde, mais en plein milieu, à quelques milles nautiques à peine de la côte où les vacanciers viendront batifoler d'ici peu.

Le lendemain après-midi, au quatrième jour, je me mets en chemin pour Vrulje, capitale des Kornati, à une heure de marche. Pas de panneaux, pas de sentier non plus que je pourrais suivre, au lieu de quoi des pierres anguleuses. Duje m'a montré du doigt la direction approximative. Je ne me souviens pas de la dernière fois où je suis parti comme ça, au petit bonheur, qui plus est sous un soleil de plomb, sans ombre, sans rien. Le téléphone ne capte pas et il n'y a pas âme qui vive à la ronde.

La quiétude m'envahit. La slivovitz, une eau-de-vie locale, n'y est peut-être pas étrangère.

Je crapahute au milieu des rosiers sauvages, du romarin, des immortelles et des chardons omniprésents. De bonnes chaussures n'auraient pas été du luxe. De loin, les bosquets d'oliviers, dans les fonds de vallée, évoquent des oasis. De l'ombre, enfin. Les arbres, comme je l'apprendrai plus tard, appartiennent à des familles de Murter, comme d'ailleurs tout ici. C'est une autre particularité des Kornati : toutes les îles sont privées depuis que des nobles de Zadar

les ont reçues en fermage des Vénitiens, en 1527 [la côte dalmate a été sous domination vénitienne de 1403 à 1797, avant sa conquête par Bonaparte]. Elles ont changé de mains au fil des siècles, mais sont toujours restées dans le giron de la noblesse de Zadar – jusqu'à ce que des habitants de Murter ne rachètent l'essentiel de l'île.

Antistress. J'ignorais ce point quand j'avais fait mon excursion en bateau voilà trois ans et que le guide m'avait laissé sur Levrnaka, une île proche de Kornat, en me disant de suivre le sentier pédestre qui menait à l'unique plage de sable des Kornati. La crique de Lojena est connue et ferait un lieu de baignade de rêve si l'on pouvait s'y trouver seul : petite, lovée entre les rochers, au pied d'une montagne, avec son sable et son eau turquoise. En chemin, j'avais aperçu un homme assis à l'ombre de sa maison, qui ne m'a pas salué. Je n'avais pas deviné alors qu'il s'agissait du propriétaire de l'île, qui tolère patiemment que, chaque jour, en été, des centaines de visiteurs viennent baguenauder sur ses terres.

Au bout d'une heure, j'arrive à Vrulje, petite grappe d'une trentaine de maisonnettes, nichées à l'abri d'une crique où mouillent quelques voiliers. Dans une des deux ruelles, je rencontre Dinka et Zdravko, un couple âgé, assis devant chez eux, qui me proposent une eau-de-vie maison en signe de bienvenue. Ils connaissent l'île depuis toujours. La maison appartenait à ses parents, confie Dinka. Quand je lui demande ce qui a changé ici, en cinquante ans, elle répond : "Rien, à part qu'on a le solaire aujourd'hui." Avant, ils se servaient du gaz et avant ça du pétrole. Ne trouvent-ils jamais le temps long? Dinka me regarde comme si elle n'avait pas compris ma question. "On a les olives, dit-elle, et on a un bateau. Les Kornati sont un remède souverain contre le stress."

À Vrulje non plus, le téléphone ne passe pas, il faut grimper sur la colline qui surplombe la crique, mais, pour ça, il faudrait que j'ave 89 mètres de dénivelé, et l'effort est bien trop violent pour moi. Au lieu de quoi, je me fais servir un *denté* [poisson] à la Konoba Robinson, je regarde un yacht accoster, j'entends quelqu'un qui saute du bateau dans l'eau, et je sens la quiétude commencer à produire ses effets, après quatre jours. La slivovitz [eau-de-vie de quetsches] n'y est peut-être pas non plus étrangère. Je bascule dans un état de demi-conscience.

Le lendemain matin, en quittant Kornat, je sais que Dinka avait raison : un simple traitement de quatre jours suffit à arriver au *ffaka*, cet état hallucinatoire dans lequel j'ai vu des moutons sauter des murets. Je sais aussi que j'ai apporté trop d'œufs et de fromage blanc. Et je sais enfin que je ne suis pas un vrai Robinson, ayant besoin d'une bonne *konoba* à côté de mon ermitage.

— **Nicol Ljubic**
Publié le 7 juillet



—La Vanguardia (extraits) Barcelone

Une porte fait communiquer deux mondes. Mais lesquels ? L'historien d'art Óscar Martínez, professeur à l'École d'art d'Albacete [dans l'est de l'Espagne], se penche sur cette question dans son essai *Umbrales* ["Seuils", non traduit en français], où il analyse vingt-deux portes situées dans différents pays du monde. Son essai, à cheval entre l'architecture, le récit de voyage, le symbolisme, l'art, l'anthropologie et la vulgarisation culturelle, donne des envies de voyage. Impossible de le lire sans consulter de temps en temps un moteur de recherche d'images pour contempler les merveilles qui y sont décrites. "Le rythme de vie actuel fait que nous ne sommes pas conscients de la présence des portes, explique Óscar Martínez. Nous arrivons au Panthéon [de Rome, a priori] ou à la basilique Saint-Marc [à Venise], et ce que nous voulons faire, c'est entrer."

Certaines portes sont spectaculaires, d'autres discrètes... Mais leur force symbolique s'impose à nous. Ce n'est pas un hasard si elles apparaissent dans toutes les mythologies : "Le dieu romain Janus, avec ses deux têtes, gardait l'entrée des maisons. Cerbère est le chien qui garde l'entrée des enfers. Le dragon Ladon surveille l'accès au jardin des Hespérides. Et saint Pierre porte les clés qui font de lui le concierge du ciel." Plusieurs d'entre elles se sont conservées contre toute attente. Par exemple, celle de la maison des Vettii à Pompéi, rendant hommage au dieu Priape, nous est parvenue grâce à l'action protectrice de la lave qui a recouvert la ville. "Aujourd'hui, il ne serait pas possible de mettre un homme au phallus énorme à l'entrée d'une maison noble. Dans l'Antiquité, la sexualité était traitée de manière bien plus directe qu'aujourd'hui. Ce sont des codes culturels."

Vers l'au-delà. Des monuments qui aujourd'hui nous apaisent ont été construits dans le sang, comme la basilique Saint-Marc, enrichie grâce au butin du pillage de Constantinople [par les croisés, en 1204]. "L'art qui nous éblouit aujourd'hui a été produit pour les riches, il a été voulu par les empires, qui sont toujours spoliateurs et pilleurs, comme le savent bien les Grecs et les Égyptiens. Les siècles passent et la beauté reste, on oublie le sang. On ne se préoccupe pas de la probité des civilisations qui ont construit ce qu'aujourd'hui tout le monde visite."

Barcelone est représentée par un lieu normalement très peu fréquenté : le portail en fer forgé de Gaudí, surmonté d'un dragon, à l'entrée du pavillon Güell, dans le quartier de Pedralbes. "Pour moi, c'est l'une des œuvres les plus importantes de Gaudí, estime l'historien d'art, et j'essaie d'expliquer pourquoi, et de montrer toutes les références symboliques qu'il peut y avoir

Le tour du monde en vingt-deux portes

Auteur d'un ouvrage analysant vingt-deux portes célèbres, l'historien espagnol Óscar Martínez nous invite à découvrir les époques, les mœurs et les cultures qui se cachent derrière.



sur un simple portail." Au Pays basque, le portique de l'église Santa María de los Reyes, à Laguardia (province d'Álava), a conservé la polychromie que la plupart des églises ont généralement perdue. "Comment serait le Parthénon avec [ses] couleurs d'origine ? s'interroge Martínez. L'Acropole était une explosion de chromatisme, elle n'était pas blanche."

Il y a des édifices et des portes qui ont été faits pour les vivants... et d'autres pour les morts. Dans cet ouvrage, l'Égypte est représentée tout d'abord par le temple funéraire de Ramsès III [sur le site de Médinet Habou], face à Thèbes. Un édifice vieux de plus de 3 000 ans et "qui

cherche à imiter le paysage qui l'entoure, c'est-à-dire les monts qui flanquent le Nil, ainsi que le lit du fleuve". L'autre porte est le complexe funéraire du pharaon Djéser à Saqqarah (Memphis), sur la rive occidentale du Nil, celle où sont situées les grandes pyramides.

L'Italie, le pays qui revient le plus fréquemment dans cette "sélection arbitraire et personnelle", comprend aussi le temple d'Agrigente, en Sicile, ou encore le castel del Monte, de forme octogonale, en Apulie, œuvre de l'empereur Frédéric II [de Hohenstaufen, XIII^e siècle]. Ce bâtiment qui a donné lieu à toutes sortes de légendes ésotériques a inspiré

La villa Barbato à Maser (Italie) et les fresques en trompe-l'œil de Véronèse. Photo Erich Lessing/akg-images

la bibliothèque de l'abbaye dans *Le Nom de la rose*, le roman d'Umberto Eco. On citera également le Castel Nuovo napolitain, les portes peintes par Véronèse dans la villa Barbato à Maser (Vénétie), l'arc de triomphe de Titus à Rome ou encore les monstres sculptés au milieu de la végétation au Parco dei Mostri (Bommarzo, province de Viterbe) – avec par exemple "une énorme gueule qui nous attire et nous effraie tout à la fois. C'est le seul lieu dont je parle que je n'ai pas visité, mais c'était l'un des favoris de Salvador Dalí, qui disait que la gueule de l'ogre gigantesque dévorait la Renaissance, mais laissait passer le surréalisme."

En béton. Martínez consacre un chapitre à l'Alhambra [de Grenade, en Espagne], plus précisément à la façade du palais de Comares, "un simple lieu de passage, mais magnifique, qui permet de comprendre la géométrie décorative, en tant que voie d'assimilation de la divinité et de la beauté". À Valence, l'auteur s'arrête sur le Portal de Serranos, datant de la fin du XIV^e siècle, une des portes par lesquelles on entrait dans la ville. Son constructeur, Pere Balaguer, s'est inspiré de la porte royale de l'abbaye de Poblet [en Catalogne]. Ces tours furent une prison, et pendant la guerre civile elle a dû héberger certains des trésors évacués du musée du Prado, comme *Les Ménines* de Vélasquez [1656] ou *La Charge des mamelouks* de Goya [1814].

Le bâtiment du Bauhaus à Dessau [en Allemagne] est bien plus rationnel. Lieu de pèlerinage pour les décorateurs et les architectes, il est l'œuvre de Walter Gropius [1883-1969], qui a opté pour une porte d'entrée aux références mécaniques, sans rien qui évoque la nature : "Une entrée fonctionnelle, géométrique, austère, en béton. Elle n'exprime pas, dirait-on, l'importance du mouvement, mais bien son rationalisme, et rejette toute ornementation."

Il faudrait encore citer le palais de la Regaleira à Sintra (Portugal), le palais de la Sécession [version autrichienne de l'Art nouveau] à Vienne... *Umbrales* est un livre de voyage, plutôt tourné vers la Méditerranée. Il a été écrit pendant le confinement, période où l'on ne pouvait pas voyager. "L'architecte nous propose une expérience spirituellement supérieure à n'importe quel autre art, fait valoir Martínez, également peintre. On marche à l'intérieur de l'œuvre. Entrer dans la basilique Saint-Marc quand elle venait d'être construite devait être l'équivalent de ce qu'est aujourd'hui la réalité virtuelle ou la consommation de drogues. J'espère que mon livre incitera à voyager quand le virus nous le permettra." Et si ce n'est pas possible, ne vous en faites pas : quand une porte se ferme, il y en a toujours une autre qui s'ouvre à nous.

—Xavi Ayén

Publié le 9 mai

LE FESTIVAL
DU
Monde

PARIS. NEW YORK. MONTRÉAL.

DÉBATS · SPECTACLES
ATELIERS · PROJECTIONS

du 24 au 26 septembre

Programme & Inscriptions : FESTIVAL.LEMONDE.FR

2021 →

LE MONDE AUDITORIUM
BNF → MK2 Bibliothèque



(BnF) Bibliothèque nationale de France

mk2



#FESTIVALDUMONDE

histoire.



Le héros yankee de la révolution persane

Iran – 1907

Cette année-là, le missionnaire américain Howard Baskerville prend fait et cause pour la révolte contestant le pouvoir absolu du chah. Mort au combat à 24 ans, il est considéré comme le La Fayette de l'Iran.

— Los Angeles Times Los Angeles

En Iran, entre les cris fervents de “Mort à l'Amérique” et les éternels réquisitoires contre le “Grand Satan”, les dirigeants ne sont pas tendres envers les États-Unis. Pourtant, un Américain fait encore aujourd'hui l'objet d'un culte au sein de la République islamique. Une sculpture a même été érigée à sa mémoire dans une ville du nord-ouest du pays. Son nom : Howard C. Baskerville.

Ce jeune idéaliste du Nebraska, venu en Iran pour enseigner, s'est retrouvé à combattre aux côtés des révolutionnaires iraniens

[de 1905 à 1911, la révolution constitutionnaliste s'oppose au pouvoir despotique du chah], et il en est mort. Ce soulèvement contre une monarchie tyrannique lui rappelait la quête d'indépendance de ses propres concitoyens. Plus d'un siècle plus tard, beaucoup surnomment encore Baskerville le “La Fayette américain”, incarnation de l'espoir d'un retour à une époque où l'Iran et les États-Unis étaient amis, et non ennemis.

“Il est de plus en plus populaire, affirme Mohsen Rahimi Qazani, un admirateur de Baskerville qui enseigne à Tabriz. Dans le cœur et l'esprit des Iraniens, c'est un véritable saint. Il possède toutes les vertus attendues chez un héros perse classique : savoir résister à l'oppression et ne jamais faiblir, même lorsque l'ennemi vous surpasse en nombre.”

Cette image de Baskerville a forgé sa légende : il continue d'être admiré malgré les relations conflictuelles entre Washington et Téhéran. En 2005, le président iranien de l'époque, Mohammad Khatami, a mis l'Américain à l'honneur en inaugurant un buste de lui dans la Maison de la Constitution de Tabriz – un projet à peine contesté par les hommes politiques les plus radicaux du pays. Sur le socle, une inscription en persan le décrit comme un “patriote” qui a “marqué l'histoire”.

Chaque année, en mars ou en avril, des Iraniens venus de tout le pays visitent le célèbre bazar de Tabriz prennent le temps de célébrer l'anniversaire de la mort de Baskerville et de fleurir sa tombe dans le cimetière assyrien.

L'histoire de cet homme commence en 1907, à une époque où l'Iran (que les Occidentaux appelaient encore la Perse) et les États-Unis sont de lointains alliés, et où la révolution américaine inspire le combat des Iraniens. Howard Baskerville, 23 ans, vient de terminer sa formation au séminaire de Princeton, mais décide de repousser son ordination et part pour Tabriz. Dans une école missionnaire presbytérienne, il enseigne diverses matières, y compris le tennis et l'équitation.

L'Iran traverse alors une crise qui oppose le chah Mohammad Ali, soutenu par les Russes et les Britanniques, aux “constitutionnalistes”. Ces derniers avaient contraint le père du chah à accepter l'instauration d'une monarchie constitutionnelle, avec la création d'un Parlement, le Majlis, et d'une Constitution, que Mohammad Ali abroge dès sa prise de pouvoir [en 1907]. En 1908, le chah organise un coup d'État. Il envoie ses brigades cosaques [la garde de la famille royale, commandée par des officiers russes] bombardier le Majlis à Téhéran et reprend brutalement le contrôle du pays. Ses partisans gagnent du terrain partout sauf à Tabriz, où la résistance se poursuit. Le chah donne alors l'ordre d'assiéger la ville sans pitié.

Le nom de Baskerville est un puissant symbole des liens qui existaient jadis entre les États-Unis et l'Iran.

Baskerville ne reste pas un simple observateur. Pour lui, les idéaux des constitutionnalistes qui se battent pour la démocratie rejoignent ceux de la révolution américaine. Il s'implique dans la défense de la ville : en mars 1909, grâce à ce qu'il a appris pendant son service militaire aux États-Unis, il crée une force de 150 étudiants pour aider Sattar Khan, le chef des résistants constitutionnalistes. Les agissements de Baskerville déconcertent le consul de son pays en poste à Tabriz, William F. Doty, qui lui rappelle qu'en tant que citoyen américain il n'a pas le droit d'interférer dans les affaires intérieures iraniennes.

“Il est de plus en plus populaire. Dans le cœur et l'esprit des Iraniens, c'est un véritable saint.”

Mohsen Rahimi Qazani,
ENSEIGNANT À TABRIZ

“Je ne peux pas assister sans rien faire aux souffrances endurées par un peuple qui lutte pour ses droits, lui répond Baskerville. Je suis un citoyen américain, et fier de l'être, mais je suis aussi un être humain. Je ne peux m'empêcher de compatir pleinement avec les habitants de cette ville.”

“La seule différence entre eux et moi, c'est mon lieu de naissance, et c'est une bien faible différence”, confie-t-il à la femme du consul.

En avril 1909, au bout de dix mois de siège, Tabriz meurt de faim. En désespoir de cause, Baskerville prend la tête d'un groupe de résistants afin de traverser le campement ennemi et rapporter de la nourriture. Cette première tentative échoue. À la seconde, un tireur d'élite atteint Baskerville en plein cœur. Il avait 24 ans.

Lors de ses funérailles, à Tabriz, des milliers de personnes viennent honorer sa mémoire. Sattar Khan envoie un fusil gravé au nom du défunt à ses parents, enveloppé dans un drapeau perse, et ce télégramme : “Le peuple perse pleure votre fils bien-aimé, mort en héros pour la liberté. Nous vous promettons qu'à l'avenir jamais le pays ne cessera de célébrer la mémoire de cet homme qui a marqué son histoire, comme La Fayette a marqué celle de l'Amérique.” La comparaison avec le marquis de La Fayette, cet aristocrate français qui a combattu auprès des colons américains, est restée. Et il n'y a pas qu'à Tabriz qu'on lui voue un culte. Sur Internet, des dizaines de sites iraniens commémorent son sacrifice.

Pour d'autres, le nom de Baskerville est un puissant symbole des liens qui existaient jadis entre les États-Unis et l'Iran – et qui pourraient être renoués un jour. “Notre histoire commune avec les États-Unis ne commence pas avec le coup d'État de 1953”, écrit Seyed Hossein Mousavian, un homme politique réformiste, en référence à l'intervention américaine qui avait entraîné la chute du Premier ministre iranien de l'époque et renforcé le pouvoir du chah. Il ajoute : “Notre histoire commune débute avec l'illustre Howard Baskerville.”

— Omid Khazani et Nabih Bulos
Publié le 7 juillet

↑ Le missionnaire protestant Howard Baskerville (1885-1909).

Photo Courtesy of Baskerville Institute/
baskervilleinstitute.org

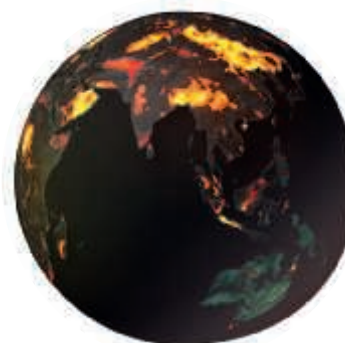
NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Allemagne, Canada, Madagascar...
La crise climatique bouleverse la planète. Peut-on encore la contrer ?



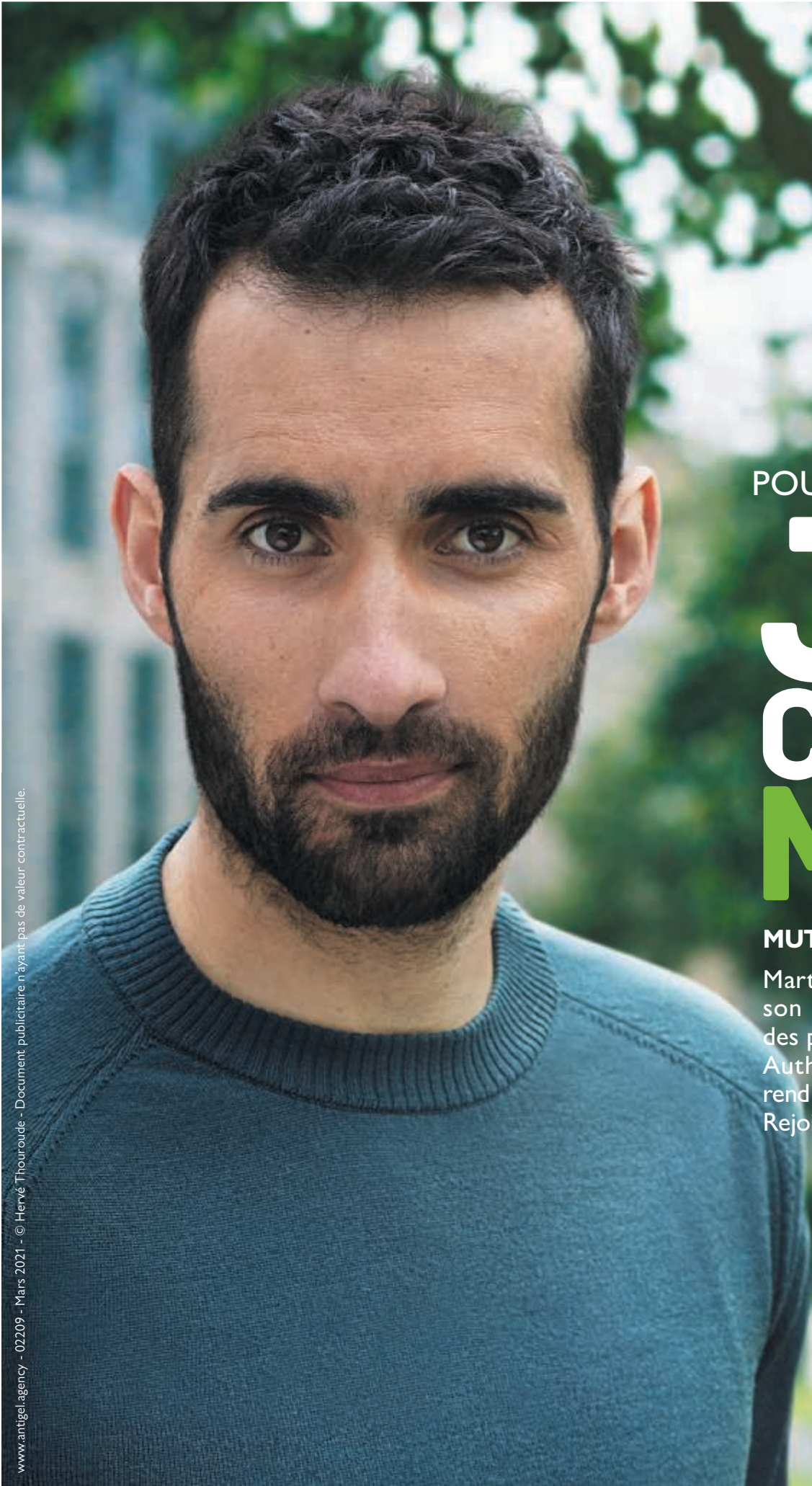
Atlas du réchauffement climatique

*Des pôles à l'équateur, la planète brûle.
Des cartes, des infographies et les analyses
de la presse étrangère pour décrypter la crise.*



En partenariat
avec 

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



mgen[★]

GROUPE **vyv**

POUR SON AUTHENTICITÉ

**J'AI
CHOISI
MGEN**

MUTUELLE SANTÉ - PRÉVOYANCE

Martin Fourcade a choisi MGEN pour son engagement à protéger la santé des personnes en toutes circonstances. Authentiquement mutualiste, MGEN rend accessibles les meilleurs soins à tous. Rejoignez-la.

MARTIN FOURCADE
**CHAMPION DU MONDE &
CHAMPION OLYMPIQUE
DE BIATHLON**

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Filia, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans - 75748 Paris CEDEX 15.